

TERRITOIRES CONTEMPORAINS

CAHIERS DE L'IHC

NUMERO 3, 1996

***Les images collectives
de la Résistance***

Direction : Serge Wolikow

**Avec la participation de François Marcot
(Université de Franche-Comté)**

Coordination : Stéphane Gacon et Jean Vigreux

EUD

EDITIONS UNIVERSITAIRES DE DIJON

Illustration de couverture : Deux maquisards de Socrate - été 1944 (coll. ARORM)

Maquette et mise en page : Rosine Fry

ISSN : 1254-1435 – ISBN : 2-905965-16-9

© -1997 - EUD - Institut d'histoire contemporaine - UMR CNRS 5605 -

Université de Bourgogne - 2 bd Gabriel - bureau R56 - 21000 Dijon

SOMMAIRE

Ouverture – Jean-François Bazin	7
Introduction – Serge Wolikow	13
L’histoire de la Résistance et ses écritures – Jean-Marie Guillon	19
Le témoin et l’historien : quelques réflexions – Roger Bourderon	27
Réflexion sur l’historiographie de la résistance juive – Adam Rayski.....	35
La lecture rétrospective de l’engagement – Maurice Kriegel-Valrimont	53
Problématique et vérité historique – Denis Peschanski	57
Le fin mot de l’histoire ? – Laurent Douzou	61
Transmission du savoir historique et mémoire – François Marcot.....	71
La vocation pédagogique du témoignage – Lucie Aubrac	73
Mémoire vécue et vérité historique, le cas des déportés – Maurice Voutey	77
Images de la Résistance dans la revue <i>Historiens et Géographes</i> – Hubert Tison	81
Transmettre aux jeunes le souffle de la Résistance – Gilles Manceron	89
Le musée de la Résistance en Morvan – Marcel Vigreux	93
Le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon – Élisabeth Patswa	97
Le musée de la résistance nationale de Champigny – Guy Krivopissko	101
Le mémorial du maréchal Leclerc et de la Libération de Paris et le musée Jean Moulin – Christine Levisse-Touzé	103

Les images et les représentations spectaculaires – Henry Rousso.....	109
La résistance filmée : construction d'une mythologie — Sylvie Lindeperg	113
Le cinéma comme acte de résistance ? — Christian Delage	123
Les images, la télévision, l'histoire et les historiens — Alain Rémond.....	127
Histoire et images du passé à la télévision — Maurice Failevic	133
Le multimédia au musée de Saint-Brisson — Stéphane Gacon et Jean Vigreux	137
.....	
Conclusion — Serge Wolikow	145
Orientation bibliographique	149

OUVERTURE

Le Conseil Régional de Bourgogne est très heureux et honoré de vous accueillir pour ce colloque sur les « Images collectives de la Résistance ». Si j'avais disposé de davantage de temps, j'aurais sans doute pu essayer d'y apporter une contribution personnelle, puisque avec Jacques Canaud j'ai publié naguère une histoire de la Bourgogne durant la Seconde Guerre mondiale ¹. Bien qu'amateur et ne prétendant pas être historien, j'ai pour ma part longuement enquêté, et nous avons été confrontés l'un et l'autre à ces questions d'images, de témoignage, de mémoire, d'aspect collectif, individuel, et souvent à la difficulté de traduire par les mots, par des concepts ou des points de vue, tant de nuances ou de contradictions qui peuvent parfois laisser sans voix...

Dans le simple cas de l'histoire de la Résistance (ou plutôt des résistances), en Bourgogne, il ne manque pas d'exemples de ces situations où l'historien a peine à trancher, tant les situations sont emmêlées, parfois confuses ou peu claires. Il s'y ajoute, il faut bien le dire, l'œuvre des témoins organisés qui expriment souvent une « vérité » qui ne recoupe pas toujours celle de « la seule et vraie mémoire ». Tant qu'il y aura des acteurs et des témoins vivants, cette histoire restera d'ailleurs ambiguë. Cette histoire telle que

1. Jacques Canaud, Jean-François Bazin, *La Bourgogne dans la Seconde Guerre mondiale*, Rennes, Ouest-France, 1986.

je la ressens, c'est-à-dire celle de la mémoire politique et collective dans la Bourgogne des résistances, est forcément ambiguë car on n'écrit pas l'histoire du temps des hommes, même s'il faut néanmoins l'entreprendre. Ces témoignages sont uniques et fragiles, et s'ils ne sont pas recueillis aussitôt, ils ne le seront jamais. Mais ils sont ambigus parce qu'ils sont entachés de toute la précarité du témoignage humain qui peut dénaturer ou parfois altérer la réalité. Des personnalités, comme celle du Chanoine Kir, montrent à quel point une image collective tout à fait légendaire, relevant du mythe populaire, et même un peu trafiquée à l'occasion, a pu apparaître comme une vérité impressionnante dans l'Allemagne d'après-guerre ou en URSS. Nikita Khrouchtchev, pour différentes raisons d'ailleurs, va recevoir personnellement pendant une heure au Kremlin celui qui lui apparaît comme l'un des plus grands résistants français.

Pour la première fois cette année, la génération qui a vécu la guerre quitte ici les responsabilités politiques directes, François Mitterrand cesse en effet d'être président de la République, André Jarrot vient de quitter le Sénat. À l'exception de Maurice Lombard, sénateur de Côte-d'Or, nous n'avons plus actuellement de responsables politiques éminents, ayant vécu personnellement la Seconde Guerre mondiale. Il y a encore quelques maires dans ce cas, mais ils deviennent peu nombreux. Nous allons entrer dans un temps où la mémoire sera à la fois facilitée et rendue plus complexe. Facilitée : il sera plus aisé d'en parler en dehors de la présence des témoins, des acteurs. S'il faut une certaine liberté, un recul pour s'exprimer, en revanche, ces témoins, ces acteurs sont là pour nous rappeler un certain nombre de choses que nous risquerions d'oublier assez vite. Mais l'histoire peut-elle être exemplaire ? Car tous les acteurs de la Résistance encore présents ici pour témoigner, rêvent de cette mémoire éternelle de la Résistance comme d'un symbole qui vaudrait pour tous les temps, pour tous les pays. Or, le cours du temps nous a appris qu'il est difficile de mettre une résistance, une guerre, sur le pavé ou au contraire de vouer aux gémonies une dictature, une tyrannie. Les cinquante années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont montré qu'en matière de terreur, de tyrannie, d'horreur, l'âme humaine était généreuse et imaginative. Comment réagir face à une guerre qui deviendrait symbolique sans remettre en cause toutes les autres ? Comment négliger cette responsabilité qui est la nôtre : assurer politiquement le maintien d'une mémoire en tant qu'enseignement pour la jeunesse...

La génération qui a vécu cette guerre gère elle-même sa mémoire. Il ne

nous appartient pas de le faire à sa place. En revanche, comment doit-on aider les générations nouvelles à comprendre ? Faut-il même le faire ? N'y a-t-il pas un moment où il faut savoir tourner certaines pages, si cruel que cela puisse paraître ? Lorsque nous nous retrouvons assez peu nombreux aux cérémonies commémorant la fin de la Première Guerre mondiale, on se dit que parfois, plutôt que de protester lorsqu'on suggère une formule de commémoration plus symbolique pour toutes les guerres, il serait peut-être préférable d'y penser. Réunira-t-on encore le préfet et quelques hommes politiques lorsqu'il n'y aura plus de survivants ? Comment a-t-on interrompu les cérémonies publiques de la guerre de 1870 après la guerre de 1914 ? Il serait opportun que les anciens combattants et victimes de guerre réfléchissent à cette situation, plutôt que d'en faire une polémique sans fin quand un homme politique a le courage de s'interroger sur cette mesure de bon sens. Comment un enfant aujourd'hui, un jeune de quinze ans peut-il se sentir directement concerné par la Première Guerre mondiale ? Nous sommes en 1995, ces manifestations ne resteront dignes que si elles sont vécues. Il est de notre devoir d'organiser ces commémorations en nous efforçant d'y intéresser le public.

Sur les franges de votre sujet, à travers la vision que les responsables politiques peuvent ou doivent avoir du sentiment collectif, que nous gardons de cette époque significative et qui pèse encore beaucoup sur nos idées, voilà quelques simples réflexions.

La vraie « coupure » dans notre histoire contemporaine régionale, c'est vraiment la Libération. Tant de choses ont alors changé ! Ce fut le grand tournant.

Je renouvelle enfin ma satisfaction de voir les études historiques régionales non seulement se développer, mais véritablement renaître en Bourgogne. Nous avons insisté pour faire renaître une chaire d'histoire de la Bourgogne. La loi Edgar Faure avait supprimé les chaires de cette nature et ce n'est pas ce que cette éminente personnalité avait fait de mieux. Nous allons réussir à recréer cet enseignement d'histoire de la Bourgogne auprès d'un centre historique solide. La Bourgogne avait naguère laissé échapper en Belgique et aux Pays-Bas, sinon en Suisse, la plupart des études sur les XIV^e et XV^e siècles. Sans doute cela les intéresse-t-il beaucoup, mais ne devons nous pas penser à nous-mêmes ? Nous allons dans ce but aider les historiens bourguignons à reprendre une place dans l'ensemble des études sur ce passé médiéval. L'histoire est naturellement plus large que les limites de notre région, mais vous comprendrez

que nous soyons très attachés au rayonnement, au dynamisme de nos équipes d'histoire. Nous accordons très souvent des bourses de troisième cycle, plus d'une centaine chaque année, et d'un montant très élevé (250 000 à 300 000 francs). Alors que nous voyons défiler tous les « scientifiques », chimistes, biologistes, physiciens, mathématiciens, nous sommes rarement saisis de demandes touchant aux sciences humaines. En effet, les circuits sont organisés dans cette optique ; et les sciences humaines peuvent difficilement trouver les partenaires extérieurs nécessaires à l'obtention d'une bourse de cette nature. Cette spécificité doit être davantage prise en compte. Nous vous aiderons à prendre toute votre place au sein de l'université et de la société.

Jean-François BAZIN
Président du Conseil régional de Bourgogne

INTRODUCTION

Ces dernières années, les initiatives scientifiques ou commémoratives autour de la Résistance n'ont pas manqué. Elles ont mobilisé ici et là beaucoup de compétences, de dévouement et ont suscité de l'intérêt. En même temps elles ont contribué à revivifier la mémoire et l'aventure de la Résistance qui, à bien des égards, reste une référence majeure dans la vie politique et sociale de notre pays. Il nous a semblé, malgré l'abondance des initiatives commémoratives associées au 50^e anniversaire, qu'il y avait place pour une initiative spécifique, pour un moment de réflexion et de confrontation ouvertes à tous ceux qui, de différentes manières ont concouru, en France, à façonner la mémoire de la Résistance.

Autour des images, thème abstrait dans sa formulation, nous avons eu l'idée d'une rencontre dont la conception trancherait avec les habitudes académiques. L'ouvrage que nous présentons est issu d'une rencontre tenue en 1995 à Dijon. Le besoin d'une telle initiative, différente des colloques auxquels les historiens universitaires ont coutume de participer, mais aussi d'un autre genre que les cérémonies commémoratives auxquelles ils sont souvent associés, n'est pas le fruit d'une défiance à l'égard du travail historique. Il n'est pas question de sacrifier ses exigences critiques, sa rigueur et ses modes d'investigation, même s'ils ont quelque austérité. Cette conviction est renforcée

par le succès des initiatives scientifiques qui ont permis de substantielles avancées de la connaissance. On citera plus particulièrement la série de colloques qui se sont tenus au plan national depuis 1993, sous l'égide du laboratoire du CNRS, l'IHTP, et de différentes universités, depuis le colloque de Toulouse, fin 1993, jusqu'à celui de Besançon au mois de juin 1995, en passant par celui de Rennes, de Bruxelles et de Paris en attendant le colloque conclusif d'Aix-en-Provence. La connaissance de la Résistance me semble avoir, en ces occasions, franchi un pas qualitatif grâce à des progrès importants rendus possibles par l'accès aux archives et par l'approfondissement des analyses et des problématiques. Désormais l'histoire de la Résistance est un domaine largement vivifié par les diverses approches de l'histoire. Que ce soit l'histoire des relations internationales, l'histoire sociale, l'histoire politique ou culturelle. Les nombreuses publications scientifiques, dont certains auteurs participent à cet ouvrage, fournissent un témoignage probant de l'avancée des connaissances. À terme elle est certainement décisive mais, pour l'heure qu'en est-il de l'impact de ces travaux?

Cette interrogation, suscitée aussi bien par les commémorations et l'enseignement que par l'abondante production artistique ou de fiction autour de la Résistance, est d'abord une interrogation des historiens. Ils mesurent les aléas entourant la diffusion de leur travail, de leurs recherches et la manière dont ils sont perçus par un public plus large que celui de la communauté scientifique. Nous savons que la mémoire a ses enjeux propres, qui se conjuguent encore au présent comme au passé. C'est particulièrement le cas de la mémoire de la Résistance. Cette mémoire de la Résistance, entretenue et cultivée par bien d'autres acteurs que les historiens, est indispensable. Mais, de même que les historiens ne peuvent pas complètement échapper aux enjeux commémoratifs, de même ceux qui se sentent en charge de la mémoire ne peuvent ignorer le travail historique qui, pour une large part, délimite le champ de la commémoration ou le fait évoluer. Cette relation entre le savoir historique et toutes les activités qui contribuent à façonner la mémoire de la Résistance nous semble mériter examen et réflexion.

En parlant des images collectives de la Résistance, nous entendons signaler qu'il faut s'intéresser aux représentations socialement partagées, ancrées dans les mentalités. La mémoire de la Résistance n'est pas seulement l'affaire de quelques individus : elle est collective dans la mesure où elle s'organise dans des lieux, se cristallise dans des activités spécifiques, variées, à

travers l'enseignement, les musées, les représentations spectaculaires, l'activité associative, mais aussi le récit historique ou le récit en image, le récit filmique. Les images de la Résistance ainsi produites par ces différentes activités constituent un imaginaire social qui mérite d'être étudié comme tel. Le terme d'image employé avec prudence et précaution, plutôt que celui de représentation collective de la Résistance, permet d'indiquer ce qu'est aujourd'hui le poids de l'image dans les imaginaires sociaux. Ces images avec leur propre logique d'écriture, de développement, de perception et de narration du passé posent des problèmes abordés récemment dans des études consacrées au rapport du récit historique avec le récit filmique.

Cette démarche qui interroge différentes formes d'activité mémorielle, mais aussi le savoir historique et ses transpositions, essaye de penser les rapports et les évolutions de ces activités. En effet, la mémoire de la Résistance en 1995 n'est sans doute plus la même qu'en 1975. Des travaux d'historiens l'ont depuis de nombreuses années montré. Qu'en est-il, dans cet ensemble, du rôle des historiens, de leurs démarches; alimentent-ils vraiment les diverses pratiques commémoratives, celles de l'enseignement comme celles de la muséographie ? Ce sont autant de questions que les historiens ont envie d'aborder parce qu'ils se les posent régulièrement à eux lorsque, invités en tant qu'experts ou conseillers historiques, ils sont confrontés à l'expérience des témoins, à la transposition artistique. Inversement, ces questions peuvent également intéresser les autres protagonistes de l'histoire de la Résistance et de sa mémoire. Ceux-ci, même sans formation historique, académique au sens traditionnel du terme ont, en ce qui concerne la Résistance, conscience que les connaissances historiques sont incontournables et qu'il faut non seulement composer avec mais en suivre les évolutions. Dans quelle mesure ces connaissances historiques, utilisées par tous les acteurs de la mémoire de la Résistance, sont-elles remaniées, reprises en charge par d'autres que les historiens et dans quelles conditions ? Dans quelle mesure justement l'historien n'a-t-il pas une certaine propension à s'engager en-dehors de son activité de recherche pour mieux assurer la diffusion de ses résultats, si j'ose dire, pour valoriser son travail scientifique ? Peut-il vraiment y parvenir sans une collaboration, une coopération, mais aussi sans un échange avec tous les autres protagonistes du savoir sur la Résistance ?

La composition de cet ouvrage, structuré en quatre parties, s'efforce de concrétiser la démarche qui vient d'être présentée. Chaque partie est consacrée à un registre spécifique de l'activité mémorielle. La première envisage le travail d'écriture sous ses diverses formes, avec ses traditions et ses évolutions. La deuxième s'attache aux questions posées par la transmission du savoir historique selon les différents biais et les activités spécifiques, pédagogiques notamment, qu'ils supposent. Enfin la troisième partie est dédiée aux représentations spectaculaires sous la forme des images fixes ou filmiques, avec tous les problèmes nouveaux induits par la production, la diffusion et la perception de ces images. Une dernière partie consacrée à un CD-ROM multimédia sur la Résistance et la Libération dans le Morvan, illustre les possibilités nouvelles de rencontre entre le savoir historique, l'expérience des acteurs et le souci pédagogique.

Cet ouvrage marque, nous l'espérons, une étape dans la collaboration qui associe les historiens contemporanéistes de l'Université de Bourgogne et ceux de l'Université de Franche-Comté avec l'Institut d'Histoire du Temps Présent. Il n'aurait pas vu le jour sans le soutien du Conseil régional de Bourgogne dans les locaux duquel la journée à l'origine du livre s'est déroulée.

Serge WOLIKOW
Professeur à l'université de Bourgogne
Directeur de l'IHC - CNRS UMR 5605

L'HISTOIRE DE LA RESISTANCE ET SES ECRITURES

ECRITURE OU ECRITURES

Le thème de cette table ronde, lorsqu'il m'a été précisé, a suscité ma perplexité. Pourquoi le pluriel ? L'histoire de la Résistance poserait-elle des problèmes d'écriture particuliers ? Ne s'écrirait-elle pas comme toute autre histoire ?

Interrogations faussement naïves, bien sûr, qui reflètent seulement un souhait légitime, celui d'arriver enfin à faire cette histoire comme celle de n'importe quel autre objet historique. Cet objectif relève de la gageure, on le sait bien. Est-il d'ailleurs si facile de l'accepter pour qui considère que c'est la refroidir, l'aseptiser, la désincarner que de la traiter ainsi ? Cette façon de faire et d'écrire l'histoire implique une distance, un style, un choix de mots, un appareil critique que l'on prend trop facilement pour une sorte de détachement. Autant dire que cette démarche qui est de l'Histoire en tant que discipline des sciences humaines – et c'est bien de celle-là que nous nous revendiquons – ne s'ajuste pas facilement avec celle que d'autres pratiquent et qui correspond généralement à ce qu'entend par histoire le sens commun. Journalistes et écrivains, responsables politiques et militants des associations d'anciens résistants ou déportés, témoins et acteurs interviennent, chacun à leur façon, avec d'autres mots, d'autres perspectives et dans un autre cadre. Encore faut-il

s'entendre et comprendre les démarches réciproques. Il ne s'agit pas pour l'historien de banaliser, mais de transformer en objet d'histoire ce qui est source, matériel, discours, mémoire. Notre sentiment – ou notre postulat – repose sur la conviction que c'est aussi un moyen, sinon le moyen, d'assurer à la Résistance sa place dans la mémoire collective. Car nous lui assignons bien une place à part. Mais nous la lui taillons avec les outils, les concepts, les problématiques, les travers qui sont les nôtres. C'est ce dont il faut s'expliquer sans cesse, en particulier avec les acteurs qui ont écrit cette histoire, après l'avoir faite, comme une garantie sans doute d'une correcte appréciation de leur combat et avec la fréquente certitude qu'ils détiennent seuls les clés de la vérité. C'est ce que l'ancien maquisard Armand Gatti, interrogé sur les liens de son travail avec ce passé, exprimait il y a peu avec son habituelle véhémence :

« Mais l'Histoire qu'ils racontent n'a rien à voir avec ce qui s'est passé ! Elle n'est que la vague traduction de ce qui a eu lieu par des intellectuels nantis qui fabriquent le monde à leur ressemblance ! Voilà leur "Histoire" ! Aussi truquée que l'image que les pys de toute obédience veulent nous donner de l'humanité ! », la Vérité pour l'homme de théâtre ne pouvant résider que « dans un langage qui parte du mot juste ¹ ».

Le mot juste... Pourtant, la question n'est pas celle de la forme, même si l'acteur peut dire « je » alors que l'historien se cache derrière le « nous » ou encore plus volontiers le « on », même si l'un privilégie généralement le récit alors que l'autre introduit plus fréquemment le tableau. L'emploi du présent historique est commun à l'un et à l'autre et son usage s'impose pour cette histoire-ci qui est du passé, mais un passé si continûment présent qu'elle ne peut être qu'une histoire singulière. Le débat est là entre ceux qui ont fait et qui ont dit et ceux qui se réapproprient ce passé brûlant auquel ils n'ont pas participé, entre historiens d'âges divers, mais trop jeunes pour avoir été ne serait-ce que témoins des événements dont ils ont choisi de s'occuper, et acteurs qui ont prolongé leur engagement passé par un acte d'histoire qui se situe dans sa continuité et non sans lien – on s'en doute – avec leurs combats ultérieurs. Nous sommes tous des fabricants de mémoire, mais nous ne pouvons entretenir à son égard le même rapport. C'est une question de génération, de formation, de statut. Il n'en reste pas moins que le problème est là, dans cette production de mémoire à laquelle nous sommes les uns et les

1. *Télérama* n° 2, 382 du 6 septembre 1995, p. 11.

autres attachés, et pas seulement pour « faire » de l'histoire.

L'INSCRIPTION DANS LA MEMOIRE COLLECTIVE

Tant pis si les questions sont de l'ordre de la banalité, mais comment les éluder ? Ce sont celles que posent les rapports entre histoire « savante » et histoire « courante », celle de la construction du savoir historique que l'on ne peut séparer de celle du légendaire et de la commémoration, celle de l'autonomie de nos écritures (c'est-à-dire de l'histoire sous surveillance ou sous la pression de la conjoncture) et donc celle de la transmission d'un savoir en même temps que des valeurs qui lui sont liées.

Ces questions soulignent la singularité de l'épisode. Sa fréquentation le prouve. La passion qui l'entoure encore – et tant mieux ! – est à la mesure de ses enjeux. Toute histoire produit de la mémoire collective, mais toutes les périodes, tous les objets ne se valent pas. Cette histoire-là, par les résonances qu'elle a, par la place qu'elle occupe dans l'imaginaire politique, on ne peut la comparer sans doute qu'à celle de la Révolution française. La différence – la commémoration du Bicentenaire l'a bien montré ¹ – c'est que la Révolution est devenue constitutive du patrimoine national, qu'elle a été intériorisée, en quelque sorte digérée. Le rapport de proximité n'existe plus, même si la querelle des interprétations continue. L'histoire de la Résistance, elle, est en train de se transmettre, de s'inscrire dans le passé, de devenir du passé, mais, à tort ou à raison, le sentiment subsiste et s'est même ravivé que sa place restait fragile, toujours menacée. Très tôt, la Résistance, à travers ses associations et nombre de ses acteurs, a eu la conviction que la bataille pour la mémoire devait prolonger l'autre, celle qui l'avait instituée. L'enjeu de son écriture est là, dans cette survie. D'où la constance du sentiment d'urgence, les appels incessants aux témoignages, la volonté permanente de jalonner le chemin de la mémoire. D'où l'effervescence commémorative, la répétition des signes et des mots, les injonctions à dire et à conserver comme si ça n'avait jamais été fait auparavant ou comme si c'était toujours à recommencer. Sauf que le dernier mot doit compter aujourd'hui plus qu'hier avec la dernière image. C'est le lot désormais de l'histoire du temps présent que d'avoir affaire à cette proximité-là. Le rapport

1. Voir les contributions au colloque « La France des années 80 au miroir de la commémoration du bicentenaire de la Révolution Française », IHTP, Paris, décembre 1984, publiées par *Territoires contemporains*, n° 3, 1^{er} semestre 1996.

au passé est modifié, probablement brouillé, par cette présence. L'histoire de la Résistance s'est faite et se fait sous le regard des acteurs encore vivants, mais aussi tout particulièrement avec ceux qui sont encore visibles et audibles et qui ne peuvent donc pas tout à fait être considérés comme disparus.

Il n'en reste pas moins que l'écrit est essentiel car cette conservation ne rend pas la nécessité de dire moins pressante. Au contraire sans doute puisqu'elle complique singulièrement les chemins de la mémoire collective. En dépit des images, en dépit des mots (ceux des discours commémoratifs, ceux des pédagogues, ceux de l'audiovisuel, ceux des récits ou des conversations ordinaires), l'histoire de la Résistance s'est faite, se fait encore par l'écrit. La production est massive, sans cesse grossie, de plus en plus abondante même – paradoxalement – au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'événement. J'ai évalué à 2 000 titres environ tous les ouvrages et articles qui s'étaient écrits en français depuis la Libération sur la Résistance spécifiquement ¹, auxquels il faudrait ajouter pour faire bonne mesure quelques milliers d'autres plus généraux qui portent aussi ou avant tout sur l'occupation, la guerre, Vichy, mais qui consacrent un ou plusieurs chapitres à la Résistance. Il faudrait y adjoindre en plus tous les articles de revues et journaux, spécialisés ou non, destinés au « grand public ». Ce flot qui paraît intarissable, charrie donc des éléments aux statuts les plus divers, les uns – des livres d'histoire aux manuels scolaires – qui ont vocation explicite à forger la mémoire collective et tout le reste qui y concourt et qui est probablement l'essentiel. Il se fait dans la concurrence – une concurrence relative, mais pas toujours sereine – entre des protagonistes divers. L'histoire, en particulier l'histoire proche, a cette caractéristique que tout le monde peut en faire ou se croit capable d'en faire. Et il ne viendra pas à l'esprit d'un historien « professionnel » de contester cette légitimité, même si nombre d'« amateurs » ou de médiateurs gâchent la pratique en ne suivant pas les règles élémentaires du recoupement ou tout simplement de la primordiale information préalable sur ce qui ce qui a été déjà publié. Les chemins de l'histoire proche sont donc encombrés, surtout ceux-là, ceux des années de guerre que parcourent des « écrivains » de nature diverse, érudits locaux qui connaissent bien les recoins de leur petit monde, chercheurs en sciences humaines plus ou moins rigoureux, témoins qui ne s'en tiennent pas

1. « La Résistance, 50 ans et 2 000 titres après » *in* Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie [dir.], *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995.

toujours à ce qu'il savent, journalistes omniprésents, collecteurs de souvenirs et fabricants de récits, que le public prend généralement pour les parangons du genre historique. Tous concourent sinon à l'histoire, du moins à la mémoire, à leur façon, participant à l'accumulation d'un savoir dont on aimerait mieux comprendre comment il se transmet, se cristallise ou s'évapore, ravive le témoignage, nourrit le discours ou l'article commémoratif, suscite même cette consécration qu'est l'inscription dans la toponymie locale. C'est aussi de cette façon-là que l'histoire s'écrit, surtout celle que l'on entend garder en référence.

L'enjeu est d'être présent à la source qui alimente les moulins à produire du texte et du discours, non seulement en leur fournissant la matière, mais encore – et c'est ce qui compte avant tout – en créant le courant qui les fera tourner dans le bon sens, sachant que c'est par là que passe la transmission et donc l'appropriation par le corps social.

SAVOIR ET MYTHE

Nous nous trouvons depuis une quinzaine d'années à ce moment-charnière où les acteurs passent le relais. Le renouvellement des générations a coïncidé avec un bouleversement des méthodes historiennes, un renversement des grands systèmes explicatifs, un éparpillement des préoccupations et un brouillage de ce qu'est l'histoire, dont témoigne la confusion qui règne dans le grand public à son propos et à propos du travail d'historien. Il était inévitable que ce renouvellement s'accompagne de la levée d'un certain nombre de tabous puisqu'il résulte pour partie de la retraite des mémoires considérées – de façon quelque peu réductrices – comme dominantes, la mémoire gaulliste et la mémoire communiste. Cette retraite, c'est en fait celle de deux mythologies, puisque mémoire et légendaire ont partie intimement liée. Il y a donc réécriture, mais une réécriture que l'histoire ambitionnerait de faire contre le mythe puisque, dans l'opposition classique entre histoire et mémoire, c'est bien là que se situe la démarcation principale. On conçoit que le passage du relais aux historiens ne se fasse pas sans crainte. Ces tiraillements, doutes et réticences ne se placent plus dans la continuité des débats que les résistants n'ont cessé d'avoir entre eux. Il s'agit d'autre chose, d'un problème de légitimité. La solution de facilité serait de dire qu'il y a malentendu, simple méconnaissance des mécanismes de construction de l'histoire et qu'une fois ceux-ci compris, le doute serait levé. Or, nous savons que ce fonctionnement même – l'historisation – implique la démythification. Or la survie en terme de

mémoire collective ne passe-t-elle pas forcément par le mythe ? Notre volonté démythificatrice ne fait-elle pas le jeu de ceux qui n'ont pas renoncé à démolir ou à saper ? Certaines parutions récentes sont là pour l'illustrer. Alors comment écrire ou réécrire l'histoire de la Résistance qui, jusque-là, avait été dite pour l'essentiel par ses propres acteurs devenus ponctuellement historiens – et nous pourrions tous citer des dizaines de noms de chefs, grands ou petits, ou de simples combattants qui ont tenu à porter témoignage – ou par des historiens qui, d'Henri Michel à Henri Noguères, en avaient été des acteurs ? Témoignages directs mais prenant du recul pour embrasser plus large ou livres d'histoire composés à la lumière d'une expérience revendiquée, où passe la frontière entre ce qui est histoire labellisée et ce qui est récit ? Et n'entretenons-nous pas nous-mêmes, qui ne pouvions en être, un rapport singulier avec ce que nous considérons comme l'un des pivots indispensables de la formation civique, c'est-à-dire l'un des repères de l'identité politique de ce pays ? D'autant que nous sommes tous des vulgarisateurs qui savons dans notre enseignement, nos articles ou nos conférences faire la part des choses, autrement dit trier entre ce qui relève de la problématique à débattre et ce qui est de l'ordre de la connaissance à partager.

À dire vrai, depuis 1945, construction des légendaires et élaboration, difficile, lente, mais élaboration quand même d'un savoir historique ne sont-elles pas allées de pair ? Et s'il y avait non pas antagonisme, mais complémentarité entre les deux démarches ? N'est-ce pas à cela que Marie-Jo Chombard de Lauwe faisait allusion lors du colloque consacré aux *Échos de la mémoire* en se demandant si « le résistancialisme » n'était pas « un mythe nécessaire ¹ » ?

L'historien – j'entends celui qui fait œuvre d'histoire, distingue entre les sources, étale les pièces de sa propre reconstruction – n'est pas en situation commode. Il sait le caractère relatif de sa vérité, mais il est souvent sommé de dire le vrai par les acteurs justement irrités ou effrayés par les conséquences perverses non pas tant de la levée des tabous que d'une médiatisation qui se fait sans science, ni conscience. Or, sauf à abdiquer toute autonomie, l'historien ne dit jamais exactement ce qu'on attend de lui lorsqu'on le charge de se faire l'interprète de cette mémoire moins triomphante (comme on le dit trop vite) qu'anxieuse qui a toujours été celle des résistants. Il y avait trop d'enjeux

1. Georges Kantin et Gilles Manceron [dir.], *Les échos de la mémoire*, Paris, Le Monde-éditions, 1991, p. 39.

d'emblée – personnels et collectifs, moraux et politiques – pour que cette histoire ne s'élabore pas dans la tension. Elle a d'abord opposé les acteurs, sur la lancée de leur combat, puis les acteurs-historiens ou les acteurs-militants (politiques ou associatifs) à ceux qui exploitaient sans retenue les provisions accumulées. Arrive le moment où il faut s'en remettre à ceux qui n'y étaient pas, sur lesquels on compte pour sanctionner ce qui est le vrai sans être assuré qu'ils seront de dignes héritiers. Les témoins sont en quête d'une histoire qui soit reconnaissance et inscription dans le patrimoine civique, les historiens, qui ne se trompent pas sur le sens de leur recherche, n'entendent pas retomber dans les travers d'une histoire militante. Chacun cherche à s'inscrire dans la durée. Entre les acteurs qui veulent dire et redire encore leur vérité avant de passer la main et ceux-là, la transmission se fait, mais avec inquiétude. Elle n'est pas fatale, mais il faut une longue connivence et beaucoup de chemins parcourus pour que la méfiance cède à l'association confiante. Chacun de ceux qui ont participé à cette table ronde a pu en témoigner, mais de ceci comme de cela.

Jean-Marie GUILLON
Professeur à l'université de Provence

LE TEMOIN ET L'HISTORIEN : QUELQUES REFLEXIONS

Mon expérience est celle de l'écriture commune d'un ouvrage avec un grand témoin, le colonel Rol-Tanguy¹. Je ne prétends pas apporter des réflexions fondamentales sur les rapports entre témoins et historiens, mais peut-être est-ce l'occasion de faire quelques remarques sur le sujet.

Ma collaboration avec Rol-Tanguy s'est inscrite dans une suite de contacts nombreux et anciens avec d'autres résistants, engagés particulièrement dans la résistance communiste. Parmi eux, plusieurs ont été très proches des événements dramatiques de l'été 1940 qu'ils ont vécus dans l'entourage de Jacques Duclos, Benoît Frachon, Maurice Tréand. Je suis toujours parti d'un état d'esprit personnel qui est en même temps un principe méthodologique hérité d'une formation ancienne d'historien qui passait par le positivisme ambiant de la Sorbonne des années 1950, à l'évidence fort critiquable, mais dans lequel il n'y avait pas que du mauvais. Pour résumer cet état d'esprit, je dirai qu'*a priori* je ne manifeste ni suspicion particulière ni confiance privilégiée aux documents dits témoignages. J'essaye de leur appliquer cette défiance raisonnée que l'historien professe à l'égard de tout document quel qu'il soit, tout en sachant bien entendu que le témoignage a ses propres spécificités, sur lesquelles on a longuement parlé ces dernières décennies

1. *Libération de Paris, les cent documents*, Paris, Hachette-Pluriel, 1994, 332 p.

– mais on sait aussi que tout type de document a ses propres caractéristiques. J'ai donc tendance à appliquer au document-témoignage les règles critiques classiques, valables pour tout document. Ce qui implique par exemple que, le cas échéant, je ne privilégie pas obligatoirement un document écrit contre un témoignage oral. Sans doute pourrait-on longuement discuter ce point de vue, mais diverses confrontations – encore très récemment pour une recherche relative à l'été 1940 – ne m'incitent pas à changer d'optique. Je crois également que, sur ce plan, il n'y a pas de raisons de traiter de manière fondamentalement différente des autres périodes l'histoire la plus contemporaine, même si – c'est une évidence souvent répétée mais autant l'énoncer encore – les écueils sont rendus plus vifs et redoutables en raison des enjeux les plus directement actuels de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de celle de la Résistance, ce qu'attestent entre autres les manipulations auxquelles leur mémoire a donné et donne toujours vie.

C'est donc dans cette disposition que j'ai abordé le travail avec Rol-Tanguy, que je connais depuis de longues années et à qui me lie une solide amitié : nous nous sommes rencontrés la première fois lors du colloque « Libération de la France » organisé par le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale en 1974, à l'occasion du trentième anniversaire de la Libération. À une entreprise commune, il y avait bien évidemment des conditions préalables. En premier lieu, une opportunité. Le projet n'est pas né n'importe quand, mais à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Libération. Rol-Tanguy a éprouvé alors le besoin fondamental de s'exprimer, ce qu'il n'avait pas fait jusqu'alors de façon globale et synthétique, ses interventions, articles, interviews, ayant toujours été ponctuels. En second lieu, le projet est né d'une volonté commune de faire véritablement œuvre d'histoire, pour cela de dépasser – chacun de son côté et pas unilatéralement – telles apparentes certitudes, même si ce n'était pas toujours facile. S'est ainsi affirmée une volonté commune de faire un travail qui soit le plus possible « désidéologisé », même si chacun sait qu'aucune intervention historienne (ou autre) ne l'est entièrement.

Cette volonté commune s'est notamment exprimée par le choix de la forme, proposée au départ par mon partenaire : axer la publication non sur le témoignage personnel (faire des Mémoires), mais sur la publication de documents. Rol-Tanguy exprimait ainsi sa volonté d'ouvrir ses archives personnelles et de permettre un travail réellement historique de commentaire, conduisant à un récit historique assumé en dernière analyse par l'historien,

pour la partie centrale de l'ouvrage, celle qui traite directement de la libération de Paris. Nous privilégierions donc plutôt la partie récit, sans jamais occulter naturellement le témoignage, qui deviendrait, pour la partie consacrée à la libération de Paris, une partie intégrante du récit, le point de vue du Chef régional FFI d'Île-de-France étant constamment présent. Le principe de la non distinction fondamentale entre type de documents – écrits ou oraux – était évidemment accepté de part et d'autre, ce qui signifiait que le témoignage de Rol-Tanguy lui-même, comme ses propres documents, étaient le cas échéant soumis à discussion critique. Nous acceptons aussi que le point de vue de l'un ou de l'autre soit exprimé, ce qui serait facilité par la séparation de l'ouvrage entre une partie autobiographique et un récit historique.

La structure de l'ouvrage n'était pas évidente car, même si nous privilégions le récit historique sur fond de documents, il nous apparaissait indispensable que la vie de Rol-Tanguy, jusqu'au moment – décisif pour notre projet – où il devient Chef régional FFI de l'Île-de-France, soit présente. La forme « entretien » ou « récit historique construit à partir du témoignage », nous a rapidement paru relever de l'artificiel. Mieux valait que l'acteur prenne lui-même la parole. L'éditeur, avec qui nous avons constamment travaillé en confiance, demanda par ailleurs un chapitre introductif sur la France au printemps 1944. À partir de là, s'est réalisée une collaboration fondée sur une absolue confiance mutuelle, fruit de longs contacts communs, bien antérieurs au projet, et confortée par une communauté de vue, pour l'essentiel, sur l'approche des grands problèmes contemporains, notamment politiques.

Comment avons-nous mis en œuvre ces principes généraux ? Notre collaboration a reposé fondamentalement sur un constant examen critique réciproque. J'insiste sur le mot réciproque, essentiel. Adam Rayski et Maurice Kriegel-Valrimont ont évoqué le « supplément d'âme » que les témoins peuvent apporter. C'est vrai, c'est un aspect tout à fait important, voire majeur, car le témoignage permet souvent de pénétrer dans un vécu qu'aucune personne extérieure à l'événement ne peut pleinement appréhender. Mais, dans notre travail commun, Rol-Tanguy n'a pas seulement apporté ce supplément d'âme. Il a aussi apporté un savoir qui n'est pas celui du seul témoin, mais celui d'un homme qui, depuis l'événement, n'a cessé d'accumuler des connaissances, qui ne s'est pas contenté de vivre sur son passé, de rester figé dans des analyses et des convictions, mais qui a su constamment réfléchir, et dont la volonté a été, d'emblée, que l'ouvrage soit réellement un ouvrage d'histoire. Vous aviez là un

témoin privilégié, sinon exceptionnel, me dira-t-on. Je ne sais pas, je serais tenté de répondre oui, mais il est certain que nous avons pu ainsi procéder à un examen critique réciproque, à toutes les étapes du projet et de sa réalisation. Il a concerné tout ce que l'un et l'autre proposait et produisait, confrontation permanente jusqu'à un point final d'accord sur ce qui semblait correspondre, sinon à la réalité historique, du moins à la représentation que nous nous en faisons. Ce travail critique, qui força en permanence l'un et l'autre à se remettre en cause, est sans doute l'apport le plus fructueux de notre collaboration par rapport au travail solitaire de l'historien ou du témoin. Certes nous n'avons ni prétendu dire la vérité avec un grand V, ni bouleverser la connaissance de la libération de Paris, ni mettre un point final aux controverses dont elle est toujours l'objet. Mais notre démarche nous a conduits à établir une vérité, conjonction de celle de Rol et de la mienne, que les exigences critiques que nous avons manifestées m'inclinent à penser proche de la réalité des faits.

Par delà cette appréciation, qui demeure soumise au jugement du lecteur, j'insisterai encore sur quelques résultats de notre collaboration. Le premier est en quelque sorte directement matériel. Il s'agit de la publication de cent documents provenant des archives personnelles de Rol-Tanguy, choisis d'un commun accord, après des discussions parfois longues, pour leur représentativité de l'ensemble du fonds – plusieurs centaines de documents. Beaucoup sont inédits. Nombreux sont ceux qui n'existent pas, à notre connaissance, dans d'autres fonds.

En second lieu, l'autobiographie de Rol-Tanguy comble une lacune et apporte un éclairage très important sur lui-même et sur l'organisation de la résistance communiste, parfois en décalage avec ce qu'ont pu écrire d'autres acteurs. Cet aspect est nouveau, puisque jusqu'à présent Rol n'avait rien publié de tel. Pour ma part, je me porte garant de l'exactitude de cette autobiographie, pièce versée au dossier de l'histoire, car elle est le fruit de longues discussions sans complaisance, au cours desquelles nous avons passé au crible tous les détails qui pouvaient paraître sujets à caution, ou qui s'inscrivaient hors, ou à côté, de faits ou d'interprétations d'autres témoins.

Autre originalité qui me paraît intéressante : l'analyse serrée des documents à laquelle nous nous sommes livrés avant l'écriture définitive, leur mise en relation avec ce qu'a vécu Rol-Tanguy et la manière dont il le perçoit aujourd'hui, sa propre réflexion sur son passé, qui a constitué une dimension très importante du travail commun, ont permis d'éclairer de façon neuve un

certain nombre d'épisodes. Par exemple, on connaissait une lettre de Charles Tillon à Rol-Tanguy en date du 8 août 1944, publiée pour la première fois par Tillon lui-même, et d'où il ressortait que Tillon mettait à la disposition du commandement FFI les FTP de la région parisienne. Nous avons découvert, à la lecture de la lettre possédée par Rol, que seuls des extraits en étaient jusqu'alors connus et qu'elle est plus complexe que Tillon ne l'avait présentée puisque, si elle mettait bien les FTP à la disposition du commandement FFI, elle constituait en même temps un rappel de l'allégeance de Rol à la hiérarchie FTP. Ce fait ressort indubitablement de la lecture de la lettre. Quant à la suite que Rol a donnée à cette lettre, au rappel de sa dépendance qu'elle lui signifiait, j'ai bien évidemment relaté ce qu'il m'en a dit, et que nous avons discuté – à savoir qu'il n'en a pas tenu compte, et qu'il n'a pas eu de contact privilégié avec les FTP, ou avec la direction du PCF, à partir du moment où il a eu des responsabilités dans les FFI. Témoignage important qu'il convenait de consigner, qui est versé au dossier, dont pour ma part je suis convaincu de l'exactitude étant donné, entre autres, l'ensemble de nos discussions, sans naturellement pouvoir en donner des preuves formelles. Je soulignerai toutefois que, s'agissant de points pouvant prêter à controverse, nous avons toujours tenté de distinguer ce qui pouvait être souvenir – encore que le souvenir soit très souvent fiabilisé chez Rol-Tanguy par son fonds documentaire, les notes qu'il a prises à diverses époques, etc. – et reconstruction à travers le filtre d'une perception *a posteriori*.

Dans un assez grand nombre de cas, et pas des moindres, le témoignage de Rol, dans son autobiographie ou dans mon propre récit, infléchit, contredit, rectifie d'autres témoignages, que l'on a eu parfois tendance à prendre au pied de la lettre. Il en est ainsi des précisions de Rol sur ses propres responsabilités de l'été 1940 à l'été 1944, de ses rapports avec la hiérarchie FTP, de la place de la MOI et des anciens des Brigades internationales dans la résistance communiste, des rapports du Chef régional avec les officiers d'active pendant l'insurrection parisienne, du rôle de commandement effectivement tenu par les FFI, etc. Ces éclairages, souvent neufs, renouvellent en partie la vision de l'insurrection parisienne. Parfois, ils constituent même un récit inédit des événements. Je pense en particulier au récit de la matinée du Chef régional FFI à la Préfecture de police, le 19 août, dont il donne une version et une interprétation en contradiction flagrante avec tout ce qui a été publié jusqu'à présent – version dont à dire vrai Rol m'avait entretenu voilà longtemps, bien avant que notre projet ne soit envisagé. De longs échanges, de longues confrontations de son

témoignage, des documents existants et des publications éditées depuis l'événement ont permis de mettre au point l'écriture finalement retenue.

Cette démarche d'approfondissement de la connaissance par la réflexion commune sur l'expérience de Rol-Tanguy et sur les documents publiés a conduit, je crois qu'il est intéressant de le noter, à rejoindre des hypothèses formulées dans une démarche historique fondée sur le seul dépouillement d'archives. De l'examen des archives de Rol, de son témoignage, de nos discussions est apparue en effet progressivement une idée clé, qui finalement traverse l'ouvrage, voire le structure, celle de l'important rôle proprement militaire des FFI. Je n'y étais guère préparé, pour ma part, et j'ai pu un temps me demander si le témoignage et la réflexion de Rol-Tanguy n'étaient pas infléchis par le fait qu'il était lui-même demeuré militaire. Mais, face notamment aux documents provenant du commandement FFI, j'ai été convaincu que cette approche était la bonne. Elle remet évidemment en cause les schémas classiques de la libération de Paris, développés jusqu'à ce jour par la plupart de ses acteurs, et qui reposent sur une vision essentiellement politique et « de masse », minimisant la place spécifique du commandement FFI dans la préparation et le déroulement de l'insurrection. Toutefois, un doute pouvait subsister : ne nous trompions-nous pas ? N'étions-nous pas – n'avais-je pas – été impressionnés par le corpus de documents qui, naturellement, donnaient essentiellement à voir la réalité FFI ? Aussi était-ce avec beaucoup d'intérêt que nous attendions la communication de Robert Frank sur *L'état-major FFI* au colloque de février 1994 sur la Libération de Paris. De fait, ses analyses sur le passage de la logique insurrectionnelle à la logique militaire, caractéristique selon lui du processus parisien, corroboraient pleinement les nôtres.

Notre travail s'est fait en dehors de toute contrainte de l'opinion, dans le calme serein de nos bureaux de Touraine ou de Paris. Ou alors cette contrainte s'est exercée par notre volonté de nous en débarrasser, de sortir des clichés et des présupposés idéologiques que nos appartenances et nos convictions pouvaient faire resurgir. En revanche, l'ouvrage publié, nous avons senti, à certaines réactions, certaines pesanteurs. Des réactions qui ne furent pas seulement celles d'acteurs ou de politiques, mais également d'historiens : où étaient donc passées les milices patriotiques ? les FTP ? la classe ouvrière ? Il n'est pas toujours facile de sortir des chemins bien tracés. Avons-nous, ce faisant, substitué quelque peu une légende, celle des FFI, à une autre, celle de la

classe ouvrière soulevée ? Les lecteurs, les recherches futures trancheront. Maurice Kriegel-Valrimont disait qu'il y a toujours une part de légende dans ce qu'on écrit. Peut-être, comme il y a dans toute construction historique la marque de son époque – il y a longtemps qu'on a trouvé cette vérité, qu'il convient toujours d'avoir présente à l'esprit.

Roger BOURDERON
Ancien maître de conférences
à l'université Paris VIII-Saint-Denis

REFLEXION SUR L'HISTORIOGRAPHE DE LA RESISTANCE JUIVE

Les premiers écrits sur la résistance juive en France ont vu le jour deux ans à peine après la fin de la guerre. Une historiographie qui aura bientôt cinquante ans. Un bel âge !

Un survol d'un demi-siècle d'écriture permet de distinguer deux périodes de durée fort inégale. La première est celle où la production de mémoires, récits, témoignages est due aux acteurs eux-mêmes, la recherche scientifique ne venant s'intéresser à l'histoire de la résistance juive qu'à partir de 1985, année qui marque le début de la deuxième période avec l'entrée en scène des universitaires et aussi d'un autre type d'historiens ¹.

Quel est l'apport à l'historiographie de la première période quand la mémoire de la résistance juive n'était portée que par les acteurs, une écriture qualifiée d'*histoire orale* ? Au cours de quelques colloques, ses limites ont été suffisamment mises en évidence, parfois sans ménagement, pour affirmer la nécessité de rupture avec les travaux des témoins et des acteurs comme

1. Éric Conan et Henry Rousso dans *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, en évoquant la « reconversion vers l'histoire » de Daniel Cordier (ancien secrétaire de Jean Moulin), signalent également les cas de Jean-Louis Crémieux-Brilhac (ancien secrétaire du comité de propagande de la France Libre) et d'Adam Rayski qui ont suivi le même « itinéraire intellectuel » que Cordier.

condition permettant le passage à l'*histoire savante*. Cependant, il a été prouvé que, sans l'énorme masse d'informations, récits et réflexions livrés par les acteurs, les historiens auraient perdu de longues années de travail s'ils avaient dû se limiter aux seuls cartons d'archives. Cette continuité paraît donc nécessaire même s'il faut garder, bien entendu, une approche critique.

On objecte, et non sans raison, que les souvenirs des acteurs sont rédigés dans un ton hagiographique et, de ce fait, résonnent d'accents lyriques et épiques. Après tout, un résistant ne vaut-il pas un légendaire Roland de Roncevaux, ou un Judas Macchabée dans le cas d'un résistant juif ? Il est notoire que le terme d'« épopée » n'est pas compatible – aux yeux des historiens – avec la rigueur scientifique exigée par l'analyse historique. Il n'en demeure pas moins que la majorité des résistants a vécu l'événement comme une épopée. Une vérité subjective, une représentation certes, mais néanmoins un aspect réel du vécu. Si bien que les exploits des résistants – et ce furent des exploits – produisent des légendes, des mythes et des rites. D'autant plus que, pour ce qui est de la Résistance, d'interminables cortèges de torturés, de fusillés et de déportés traversent la mémoire de ce temps. Ainsi, le chercheur, soucieux d'échapper à une écriture sèche et déshumanisée – donc en contradiction avec la vérité psychologique – découvrira, dans les écrits des acteurs, un « supplément d'âme ». En effet, l'historien n'a pas pour devoir de transmettre uniquement la connaissance du passé : l'homme ne se forme pas que par le savoir. Il importe que les futures générations trouvent en plus, dans l'histoire de cette époque exceptionnelle, les sentiments exaltants de sacrifices et d'héroïsme des combattants dont les peuples ont toujours besoin, à plus d'un titre, en temps de paix aussi ¹.

Cela étant, s'agissant toujours de la première période, on se doit d'évoquer le déclenchement d'un débat qui n'en finit pas et dont l'écho résonne encore de nos jours. La publication en 1973 de l'ouvrage de Jacques Ravine, ancien responsable en zone sud de l'UJRE ², suscita dans certains milieux une

1. Ce point mérite d'être souligné eu égard aux critiques singulières exprimées par certains à l'occasion de l'arrestation de Pierre Goldman pour le meurtre d'un policier. Ils dénonçaient son geste comme le résultat de l'éducation qu'il avait reçue de ses parents où l'exaltation de l'héroïsme des résistants tenait une grande place. Lire son livre autobiographique, *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*, Paris, Seuil, 1977.

2. *La Résistance organisée des Juifs en France. 1940-1944*, Paris, Julliard, 1973.

violente polémique, voire haineuse. Représentatif pour le ton et la qualité de l'argumentation utilisés, est le compte rendu d'Arnold Mandel du livre de Jacques Ravine (*l'Arche*, juin 1973), qui prononce sans ambages et sans appel cette sentence assassine : « Elle [la résistance des communistes juifs] n'est pas née d'une prise de conscience de la détresse et de la solidarité juive ¹. » Puis, une autre fois, toujours de la même veine : « Les communistes juifs de la MOI flinguaient les troupiers allemands dans le dos... » (*Information Juive*, mai 1985). Réagissant contre l'« explosion de sectarisme et de fanatisme », Wladimir Rabi, écrivain et intellectuel de grande probité, déplore et dénonce le scandale : « Le clivage que l'on constate actuellement entre sionistes et résistants communistes est à proprement parler scandaleux. [...] Abstenons-nous de porter jugement, condamnations, exclusions, excommunications ². »

Les années 1984-1985 annoncent l'éveil tardif de l'intérêt des scientifiques et des jeunes diplômés pour l'histoire de la Résistance. Le précurseur en est Jacques Adler, avec son ouvrage *Face à la persécution. Les organisations juives de Paris de 1940 à 1944* ³. Cependant, cet ouvrage, d'après ses contradicteurs, est entaché par l'adhésion de l'auteur, alors âgé de 16 ans, à l'Union de jeunes juifs-MOI de Paris, en réaction à la déportation de son père.

1. Il est pénible de constater que l'historienne Renée Poznanski, près de 20 ans plus tard, déterre la hache de guerre en déclarant devant une assemblée d'universitaires : « La politique menée [par les organisations communistes] procède de la conjonction de deux éléments : la politique d'ensemble du Parti communiste [...] et l'exploitation de la situation des Juifs. » Un propos injurieux qui sort de l'acceptable en suggérant que les Juifs communistes étaient indifférents à la tragédie de leur peuple, à leur propre tragédie ! Quant à la presse illégale — toujours selon Renée Poznanski — son rôle se limitait à « des références à la conjoncture juive ». Références, ces centaines de pages qui dévoilent le secret de l'extermination ? Des pages écrites avec l'encre de la souffrance et qui font entendre le cri des suppliciés. Pire encore est le recours à l'euphémisme *conjoncture* pour ne pas dire la *Sboab*. Voir son étude « Résistance juive, résistants juifs » dans Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie [dir.], *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, p. 243.

2. « Pour quoi ils ont combattu ? » dans *Les Nouveaux Cahiers*, n° 37, été 1974.

3. Paris, Calmann-Lévy, 1985. Jacques Adler est aujourd'hui professeur au Département d'histoire de l'Université de Melbourne (Australie). Voir bibliographie en annexe.

Les premières tables rondes s'organisent avec la participation d'historiens et de témoins. La première, réunie par le RHICOJ¹ où se sont regroupés des étudiants en histoire, a donné lieu à une publication contenant les interventions et la discussion. Une autre s'est tenue à l'initiative de l'auteur et avec la collaboration de l'IHTP (Institut d'Histoire du Temps Présent - Denis Peschanski), du CDJC (Georges Wellers) et était présidée par André Kaspi. Son thème : *La résistance juive en France. Où en est son histoire ?* Une question qui était dans l'air et mettait au jour une problématique nouvelle. En dépit des moments de confusion, bien des points ont connu un début d'explication. La rencontre a permis de dégager une définition de la « résistance juive » qui souligne son caractère pluraliste en y englobant tous les courants sans exception. Tandis que celle de « juifs résistants » couvre en premier lieu la participation, à titre individuel, des Français juifs, témoignant de leur attachement à la France².

Mais, ce qui comptait pour quelques intervenants, ce n'était pas tant la définition que la liste des organisations ayant le « privilège » d'être comptées dans la « résistance juive ». Cette démarche pèsera lourdement sur la façon dont certains historiens traitent les sources documentaires disponibles et prennent en compte les facteurs « espace » et « temps », caractéristiques majeures de la spécificité de la résistance juive en France.

L'ESPACE ET LA GEOGRAPHIE DE LA RESISTANCE

La carte géographique de la résistance juive organisée – pas encore

1. Association pour la « Recherche sur l'Histoire Contemporaine des Juifs », créée à l'initiative d'Anne Grynberg. Les actes ont été publiés sous le titre *Les Juifs dans la Résistance et la Libération. Histoire, Témoignages, Débats*, Éd. du Scribe, 1985.

2. Un compte rendu succinct de cette table ronde est paru dans *Le Monde juif*, revue du CDJC, avril-juin 1985. Denis Peschanski y reprend la définition de « résistance juive » en ces termes : « L'ensemble des structures de Résistance qui se proclamaient juives, quels que fussent leurs objectifs » in *Mémoire et Histoire : la Résistance*, *op. cit.*, p. 201-215. Concernant la définition de « Juifs résistants », lire Claude Lévy, « Israélites français et résistance » in *Mémoire et Histoire : la Résistance*, *op. cit.*, p. 322-326, et aussi in Adam Rayski, *Le choix des Juifs sous Vichy. Entre soumission et résistance*, Paris, La Découverte, 1992, « Juifs, Français et résistants », chap. 15, p. 278-296. Ce chapitre est introduit par ce propos fort significatif de Maître Lucien Vidal-Naquet : « Je ressens comme Français l'injure qui m'est faite comme Juif. »

dressée à ce jour – montre bien la localisation de ses diverses composantes, des deux côtés de la ligne de démarcation, au lendemain de l'exode de juin 1940. Elle est également politique dans la mesure où elle fait ressortir l'implantation, nullement hasardeuse, selon les courants idéologiques : dans la zone occupée, principalement les communistes ; on y constate également la présence du Parti ouvrier juif (*Bund*) et des jeunes sionistes de gauche (*Hachomer Hatsair*) actifs au sein du Comité Amelot. Ces derniers maintiennent des liens étroits avec la jeunesse communiste juive-UJJ. Dans la zone sud, le Consistoire Central, la Fédération des Sociétés Juives, l'OSE (Organisation de Secours aux Enfants), les EI (Éclaireurs Israélites), la Jeunesse Sioniste, etc. ¹.

L'implantation dans deux contextes, politique et juridique, malgré tout assez différents en 1940, 1942 et même encore en 1943, n'avait pas manqué de donner lieu à des orientations différentes. En zone sud, les organisations caritatives estimaient qu'elles ne devaient pas, tout compte fait, renoncer à une existence légale – même limitée du fait de l'interdiction de toute activité culturelle et politique – que leur offrait le régime de Vichy. De là résultait une situation ambiguë pour l'action humanitaire qui tentait de soulager les misères des Juifs sous le contrôle d'une administration qui, de toute évidence, en était la cause. Des voix se sont pourtant faites entendre, très tôt, pour prévenir des effets néfastes de la légalité, qui comportait notamment le risque de s'embourber dans une action d'aide sociale apolitique. David Knout, poète de langue russe, sioniste de droite, reprenant une idée du grand historien Simon Dubnov écrit, début 1941 : « Ce ne sont pas les organisations [...] philanthropiques qui remédieront aux malheurs de notre peuple : on ne combat pas les catastrophes avec des oboles ². » Un peu plus tard, après la rafle d'août 1942 en zone sud, le Dr Joseph Weill, président de l'OSE sous l'Occupation, tire la même leçon de l'événement : « Il fallait aider les internés à vivre mais il aurait fallu surtout les libérer » car une action sociale « n'est constructive que si elle s'intègre dans une grande pensée politique ³ ».

1. Pour la zone sud, la carte se modifiera avec l'accélération, dès 1942, de l'implantation de l'UJRE et des FTP-MOI dans un grand nombre d'agglomérations urbaines.

2. David Knout, *Que faire*, un texte qu'il a fait circuler « sous le manteau » où il a, en outre, préconisé la création d'une organisation armée.

3. Il développe sa pensée en ces termes : « Sa raison d'être naît d'une insuffisance ou d'une injustice sociale [...] Aussi, chaque geste accompli [...] doit-il être une

Ce n'est qu'au début de 1943 que les œuvres situées dans la zone sud – qui cessera d'être « libre » à partir du passage, par la Wehrmacht, le 11 novembre 1942, de la ligne de démarcation – amorcèrent leur mutation vers des activités clandestines principalement dans le domaine du camouflage d'enfants. Certaines organisations resteront encore quelque temps avec un pied dans l'UGIF (Union Générale des Israélites de France) imposée par l'occupant et Vichy. Pour avoir mené l'action d'aide sociale pendant plus de deux ans dans un cadre légal et sous la tutelle de l'UGIF, et pour avoir tardé à s'en dégager, le prix à payer s'est avéré très cher, non seulement sur le plan politique, mais aussi en vies humaines ¹ : les courants idéologiques, notamment sionistes (toutes tendances) et socialistes (*Bund*), en se cantonnant dans un apolitisme absolu, n'ont pratiquement pas laissé d'écrits clandestins authentifiant leurs idées et stratégies. Cette situation s'est modifiée, fin été 1943, avec la création du CGDJ (Comité Général de Défense Juive) qui réunissait tous les courants, communistes compris. Ses diverses composantes pouvaient s'exprimer dans l'organe du Comité.

Dans la capitale, dès août 1940, s'engage le face à face des forces résistantes juives et de l'occupant qui ne prendra fin qu'à la Libération. Hors la loi déjà sous la Troisième République finissante, à la suite de l'interdiction du parti communiste et des organisations apparentées, les groupes de Juifs communistes et toute la gamme de leurs structures culturelles, sportives, syndicales, de femmes et de jeunes, reprennent leur existence clandestine, à l'exception du dispensaire d'aide médicale et de la cantine populaire qui vont se saborder pour éviter la mise sous contrôle allemand par l'adhésion au « Comité de coordination » devenu, ultérieurement, l'UGIF, tandis que le *Bund* exerce une activité clandestine sous le couvert de sa cantine. Il en sera de même pour le Comité Amelot qui tentera de combiner action résistante et légalité.

contribution active à la lutte générale contre [...] cette injustice... ». Dr Joseph Weill, *Contribution à l'Histoire des camps d'internement dans l'Anti-France*, Éd. du Centre, 1946, p. 178, 188.

1. Pour ne citer que la rafle sur ordre de Barbie, en février 1943, dans les locaux de l'UGIF où siégeaient l'OSE et la Fédération des Sociétés Juives, rue Sainte-Catherine à Lyon, qui s'est soldée par l'arrestation de 86 responsables, militants et visiteurs. Documentation réunie par Serge Klarsfeld dans *La Rafle de la rue Sainte-Catherine*.

En somme, deux espaces, avec un déroulement des événements pas tout à fait semblable. Ne pas en tenir compte, souvent par ignorance ou parfois délibérément, vaut aux auteurs une confusion de nature à déformer les réalités et cela aux dépens de leurs travaux où manqueront des pans essentiels et des plus importants de l'histoire de la résistance générale opposée par la population juive de la capitale aux persécutions.

LA SOURCE IGNOREE

« La presse clandestine juive – selon Michael Marrus – est l'une des quelques fenêtres à travers lesquelles nous pouvons étudier la résistance juive telle qu'eux-mêmes [les résistants] la voyaient ¹ ». En France, les écrits clandestins – journaux, tracts, brochures en français et en yiddish – publiés et diffusés par les organisations juives de la MOI dans la quasi absence de publications des autres courants, offrent une source de documentation rare et authentique tant sur la vie des Juifs sous l'Occupation que sur la Résistance qu'ils ont opposée. Cette presse a connu un développement considérable, dépassant en nombre de titres celle de certains grands courants de la résistance nationale. Le Professeur Israël Gutman, directeur scientifique de Yad Vashem à Jérusalem, la situe dans l'ordre d'importance numérique, et pour sa valeur documentaire, immédiatement après celle du ghetto de Varsovie ².

Le projet du génocide supposait qu'il soit ignoré des victimes aussi longtemps que possible. Ainsi, avant de les priver du *droit de vivre*, on supprime aux Juifs le *droit de savoir et le droit à la parole* : le statut des Juifs leur interdit d'être à la tête d'un journal, d'exercer la profession de journaliste ; une ordonnance allemande annonce des peines de travaux forcés et, dans des cas graves, la peine de mort pour toute participation à la rédaction ou à la diffusion de « tracts non autorisés ». La presse clandestine brave l'interdit et notifie à l'occupant que les victimes ne se résignent pas au silence. Un défi du

1. Jewish Resistance to the Holocaust, *Journal of contemporary History*, n° 1, Londres, janvier 1995.

2. Ce fonds d'archives de journaux et de tracts compte 90 numéros de 13 titres et 73 tracts et brochures en français ; en yiddich : 42 numéros de 6 titres et 41 tracts et brochures. L'ensemble est consultable à : Yad Vashem (Jérusalem), Holocaust Museum (Washington), Jewish American Archives (Cincinnati-Ohio), Bibliothèque Nationale, Archives Nationales et, pour partie, au Centre de Documentation Juive Contemporaine (Paris).

faible au puissant qui revêtira une force particulière dès que les journaux s'attaqueront au grand secret d'État, en publiant les premières nouvelles – plus précisément des bribes de nouvelles – révélant l'existence des camps de la mort et de l'extermination en cours ¹.

Paradoxalement, cette documentation est pourtant frappée par des chercheurs qui, par ostracisme, la bannissent de leurs champs d'intérêt et de vision. Pour ce faire, on invoque ses origines communistes ². Une presse d'opinion, certes, mais est-ce une raison pour l'ignorer *a posteriori* et par une démarche manifestement anachronique ? Autant que l'on sache, pendant les années de la Seconde Guerre mondiale, ni l'URSS, ni Staline, ni l'Armée Rouge et ni les communistes ne faisaient partie du camp adverse... Sous l'occupation nazie, les peuples opprimés et ceux du monde libre tournaient surtout leurs regards vers l'Est pour y trouver des raisons d'espérer. Tandis que dans la Résistance, les communistes présentaient partout en Europe des combattants aguerris politiquement et, pour certains, militairement – en Espagne particulièrement – possédant de fortes capacités d'organisation, et animés d'un esprit de sacrifice généralement reconnu. Dans leurs motivations, les convictions idéologiques fusionnaient avec les autres, patriotiques, antifascistes, humanitaires, devenant complémentaires et indissociables. « À l'intérieur de la logique politique qui va du nationalisme à l'internationalisme

1. Des nouvelles, parmi bien d'autres, qui témoignent de l'acuité de l'information : « Les tortionnaires boches brûlent et asphyxient des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants juifs déportés de France », *J'accuse*, n° 2, 20 octobre 1942-fin décembre 1942 : *En avant* (journal des jeunes) titre son article sur la Pologne : « Deux millions de Juifs assassinés en Pologne », *Notre Voix*, 1^{er} août 1943 : deux témoignages vivants sur les abattoirs de Pologne : 1) celui d'un évadé d'Auschwitz ; 2) Le rapport sur Belzec du Dr Jan Karski, messenger de la résistance polonaise arrivé à Londres. D'autre part, le journal donne l'information sur la révolte dans le camp de Treblinka.

2. Pour Annette Wiewiorka (*Ils étaient Juifs, résistants et communistes*) cette presse n'était pas juive tout simplement que communiste. André Kaspi, par exemple, se prive de toute la richesse que contient cette documentation en l'ignorant dans son important ouvrage *Les Juifs pendant l'Occupation*, Paris, Seuil, 1995. Le premier historien à apprécier la littérature clandestine juive a été le Britannique Harry Roderick Kedward dans son ouvrage salué en France par la communauté des historiens pour son apport enrichissant à l'historiographie de la résistance : *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy. Idées et motivations. 1940-1942*, Paris, Éd. Champ Vallon, 1986, p. 185-186.

[indique François Bédarida] on doit inclure aussi bien les facteurs religieux (christianisme contre nazisme) que l'espérance révolutionnaire du fait de la participation massive des partis communistes à la lutte entre 1941 et 1945¹. » Pour Annie Kriegel – qui, comme on le sait, n'était pas très tendre envers son passé – l'engagement des Juifs communistes en France était un « choix pertinent² ».

Force est de remarquer que les historiens qui veulent ignorer la presse clandestine passent comme des aveugles à côté d'une source où ils auraient pu étancher aussi leur soif de savoir.

DE LA SPECIFICITE JUIVE

La « spécificité juive » est indiscutablement l'un des problèmes centraux posés à l'historiographie des années de guerre. Cependant, tant chez les témoins que chez les historiens, il existe une tendance à analyser la « spécificité de la Résistance » sous un angle de vue particulièrement étroit, en quelque sorte « ghettoïsant », en privilégiant le critère structurel, c'est-à-dire l'homogénéité ethnique des organisations. De toute évidence – et il ne s'agit aucunement d'une boutade – les organisations juives étaient toujours juives. Il en était ainsi en Europe orientale où, depuis l'irruption des idéologies modernes dans les sociétés juives isolées du monde, on a vu naître de nombreux groupements qui, par la force des choses, étaient homogènes du point de vue de l'origine de leurs adhérents. Cette culture politique – contraire à celle des Israélites – fut importée en France dès la fin du XIX^e siècle par les réfugiés fuyant la Russie tsariste et, plus tard, par les immigrants de Pologne, de Roumanie ou de Hongrie. L'ensemble de ces organisations, dont celles qui s'affichaient comme le prolongement des partis révolutionnaires en milieux juifs, socialistes ou communistes, formait le tissu social de la collectivité avant, pendant et après la guerre sans que cela soit contesté par quiconque³. Mais, plus au fond, il y a

1. Voir son étude « Sur le concept de Résistance » dans *Mémoire et Histoire : la Résistance*, *op. cit.*, p. 39-50

2. « Si, en effet, à l'échelle globale [écrit-elle] le choix du communisme fut déplorable et absurde, il fut en revanche, à l'échelle limitée de ce temps-là, dans les conditions de cette époque-là, un choix pertinent et qui allait quasi de soi dès lors qu'il y allait de la vie et de la mort, plus précisément de la survie d'une identité en perte » (Face au génocide, *Le Figaro*, avril 1985).

3. L'instrumentalisation polémique de « l'exclusion » de la Résistance juive des

le concept identitaire du judaïsme de l'Europe de l'Est, fondé sur l'appartenance au peuple juif aux doubles racines, ethnique et religieuse. On naissait tout simplement Juif et on le restait toute sa vie, indépendamment de ses convictions philosophiques ou politiques.

Il convient donc d'étudier ce problème dans une perspective plus large. Pour ce faire, il faut avoir à l'esprit la définition que donne l'éminent penseur et historien Salo W. Baron : « L'histoire des Juifs est devenue une singulière combinaison d'histoire nationale et d'histoire mondiale. » Il note ainsi que, même dans les conditions d'isolement le plus total, le vécu juif se croise, immanquablement, avec celui des autres nations, dans une *combinaison* d'où résultent tous les aléas de la condition juive ¹. À la spécificité naturelle est venue s'ajouter une nouvelle dimension découlant de l'incontestable singularité de la Shoah qui a eu pour effet de placer, du jour au lendemain, les populations juives devant une situation entièrement inédite. Malgré une longue expérience des persécutions et des catastrophes, elle imposait des réponses, elles aussi totalement nouvelles.

La prise de conscience, globale ou partielle, de la singularité de la persécution antisémite avait donné lieu à des réactions différentes. D'une part, une forte propension à s'installer dans le repli ancestral sur soi, signifiant isolement par rapport au monde extérieur. D'autre part, le refus de se laisser couper de la population non-juive dans l'espoir de pouvoir compter sur sa solidarité. Une option qui se justifiait d'autant plus que, d'une ordonnance à l'autre, du statut des Juifs au port obligatoire de l'étoile jaune, et le marquage des pièces d'identité, il devenait de plus en plus clair que la série de décrets discriminatoires avait pour but, entre autres, de creuser entre les Juifs et le reste de la population un fossé profond. Aussi, dans la mesure où l'isolement entraînait dans la stratégie du génocide comme l'une de ses pièces maîtresses, le refus de se laisser enfermer dans un ghetto, même sans murs, devenait le pilier central de

organisations de la mouvance communiste, notamment les FTP-MOI, en arguant de leur non-homogénéité au point de vue ethnique (c'est le cas uniquement en France) répand non seulement des relents d'un autre temps, mais elle est, de plus, sans fondement. Les maquis des Éclaireurs Israélites et de l'AJ, qu'on oppose aux FTP-MOI comme « spécifiquement Juifs » étaient, eux-aussi, intégrés dans des formations militaires des FFI.

1. *Histoire d'Israël*, Paris, PUF, 1986, Quadrige, t. I, p. 41 (Ici, le terme *nationale* signifie *juive*).

la stratégie de survie que nous examinerons plus loin en même temps que quelques autres aspects significatifs de la situation des Juifs au sein d'une nation laquelle, en dépit du régime de Vichy, offrait une alternative.

LE TEMPS DES JUIFS ET LA NAISSANCE D'UNE STRATEGIE DE SALUT

On doit à Henri Michel le concept de « temps historique », c'est-à-dire le temps nécessaire au mûrissement d'une idée, d'un événement, avant leur entrée en action. Ce concept peut servir de ligne directrice pour notre réflexion sur les caractéristiques particulières du « temps juif ». Contrairement à l'époque biblique où « le temps a suspendu son vol », permettant aux Hébreux d'achever leur victoire sur les Amorréens ¹, en 1940-1944 « sur l'horloge de l'histoire les aiguilles avançaient plus vite pour les Juifs que pour les autres peuples. Le temps des autres n'était pas exactement le nôtre ² ». Cela tenait au décalage qui ne cessait de se creuser entre le rythme des opérations militaires et la vitesse diabolique avec laquelle progressait cette « guerre dans la guerre » déclenchée par le national-socialisme contre les Juifs. D'où une perception précoce, dès 1942, par la résistance juive-MOI de « deux temps » : alors que l'avenir des peuples opprimés d'Europe occupée dépendait de l'issue de la guerre, le destin des Juifs se décidait durant la guerre même. Pour la résistance juive, la stratégie de salut ne pouvait s'élaborer que là où ses forces étaient directement aux prises avec l'appareil allemand de la persécution antisémite, c'est-à-dire à Paris. Une autre condition indispensable était la réunion constante des informations sur les mesures d'isolement, les internements et les premières déportations. Une telle démarche intellectuelle était d'ailleurs nécessaire à tout travail de rédaction. C'était également le cas, bien entendu, dans la presse clandestine dont les rédacteurs étaient tous mêlés à l'action résistante. L'écriture faisait progresser la pensée, rendant finalement possible une bonne intelligence de la nature de la guerre et du projet d'extermination.

1. « Soleil, arrête-toi sur Gabaon [...] Et le soleil s'arrêta [...] Jusqu'à ce que le peuple se fût vengé de ses ennemis. », Josué, 9-10.

2. Adam Rayski, *Nos Illusions Perdues*, Balland, 1985, p. 91. Annie Kriegel, en citant notre pensée, souligne : « C'est ici le lieu où les Alliés ont peut être commis leur plus fatale erreur : c'était pour eux un article de foi que de tenir la victoire sur l'Allemagne pour l'objectif auquel tout devait être subordonné. », « De la résistance juive », *Pardès*, n° 2, Éd. J.C. Lattès, 1985.

L'un des premiers éléments de cette stratégie apparaît dès l'été 1941, au lendemain du premier internement des Juifs d'origine étrangère dans les camps du Loiret. Un appel, adressé à l'opinion publique (« Aux Français ! ») lui demande de réagir « au nom de votre glorieux passé, au nom de la “ Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ”, au nom de vos grands hommes comme Voltaire, Jean-Jacques Rousseau, Victor Hugo, Émile Zola et Jaurès, pour que vous vous joigniez à notre protestation. Il faut qu'un nouveau Zola fasse entendre son *J'accuse* ¹ ! »

À partir de juin 1942, date de l'imposition du port de l'étoile jaune, l'idée d'une vie clandestine, non seulement pour les résistants organisés, mais aussi pour tous les Juifs sans exception, fut perçue par la direction parisienne comme la seule arme efficace de défense. Ce comportement nouveau impliquait l'entrée en action de chaque individu. C'est de sa décision que dépendait sa vie et éventuellement celle des membres de sa famille. Mais rien ne permettait de prévoir l'écho que trouverait « l'appel » à se mettre hors la loi de son propre gré. Il faut remarquer, à ce propos, la répétition dans les tracts clandestins de la question « Que doit faire chaque Juif ? »

LE PEUPLE DE L'OMBRE

C'est à la veille de la Rafle des 16 et 17 juillet 1942 que la voie à suivre pour assurer la survie individuelle et collective est exposée – si l'on peut dire publiquement – pour la première fois dans l'appel de l'organisation « Solidarité (MOI) » par lequel elle prévient les Juifs de Paris de l'imminence d'une « rafle monstre » (sans être en mesure d'indiquer une date) qui n'épargnera ni vieillards, ni femmes, ni enfants. À la question « Que doit faire chaque homme juif, chaque femme juive, chaque jeune juif ? » la réponse donnée est « Ne pas attendre à la maison... Prendre toutes les mesures pour se cacher et en premier lieu les enfants avec l'aide de la population française sympathisante... ² » En

1. Tract « Groupe de femmes et enfants juifs adressé “Aux Français” » in Adam Rayski et Stéphane Courtois, *Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs, 1940-1945*, Paris, La Découverte, 1989, p. 127.

2. « Selon des informations que nous tenons de source sûre [dit le tract] les Allemands organiseront prochainement une immense rafle et la déportation des Juifs [...] Le danger est grand [...] Fermer les yeux devant la réalité tragique équivaut au suicide. Ouvrir les yeux, prendre conscience du danger conduit au salut, à la résistance, à la vie [...] ». » On doit signaler les « fuites » de police mais

somme, ce que la Résistance conseillait était un choix dramatique exigeant de chacun et de chacune un courage exceptionnel, pour ne pas dire héroïque, un choix dont les deux termes étaient : la soumission à la législation antijuive de Vichy et de l'occupant ou se mettre volontairement hors la loi en devenant clandestin. Par conséquent, un refus d'obéissance de la part d'une population civile à une superpuissance supposée, à ce moment-là encore, invincible. Dix à douze mille personnes réussirent à se soustraire à la police ¹. Les journées de la rafle du Vel d'Hiv sont entrées dans l'histoire à la fois comme des journées d'horreur et d'action et de sauvetage des Juifs, avant tout par eux-mêmes. Avant que l'aube ne se fut levée, la nuit du 15 au 16 a été la plus longue nuit où, envahis par le sentiment confus d'un danger mortel les menaçant, il fallait vaincre la peur, la résignation, le fatalisme et aussi l'attachement naturel au foyer, aux biens, etc. pour dire « non ! ».

L'été 1942 a donc vu naître, à la suite de l'ampleur du mouvement de désobéissance à l'initiative de la Résistance-MOI de la capitale, deux nouvelles forces d'opposition à la persécution : d'un côté, les Juifs qui avaient pris conscience qu'il existait un moyen de se soustraire à la déportation et, de l'autre, parallèlement et par réaction, le mouvement de solidarité active de la population française avec les persécutés. Le rapport de cause à effet entre le nouveau comportement des Juifs et le tournant dans l'opinion publique paraît évident. Pierre Laborie, citant notre propos « que dans une France majoritairement antijuive », le sursaut n'aurait certainement pas eu les mêmes résultats, souligne que « les deux tournants sont concomitants et solidaires » et que « leur efficacité se nourrit de leur complémentarité ² ». La situation est nouvelle, ce qui n'échappe pas à la police. « Les Juifs – dit un de ses rapports – il faut les chercher moins chez eux que chez les “aryens”, pour découvrir ceux qui ne portent plus l'étoile jaune et vivent sous de faux

sans surestimer leur importance car, sans l'intervention et les consignes données par la résistance, les réactions de la population juive auraient été la peur et la panique.

1. Il a fallu, pour ce faire, abandonner le fruit de longues années de labeur, son foyer et son atelier sans rien emporter, frapper souvent aux portes d'inconnus pour trouver refuge.

2. Pierre Laborie, « Quel tournant dans l'opinion ? », *Les Annales*, n° 3, mai-juin 1993, Armand Colin.

noms ¹. »

Ces clandestins, dont le nombre ne cessera de croître, avaient précédé de plusieurs mois les jeunes réfractaires au STO, mais avec la différence que pour les Juifs, c'est la famille entière qui était réfractaire. Aussi, le « maquis » où ils cherchaient protection et sécurité n'était pas un endroit géographiquement isolé, mais la population non-juive des villes et des villages. Ce phénomène, inédit dans l'histoire et quasi inexistant en Europe occupée, conduit à réviser la notion même de la résistance juive dans le sens de son élargissement. Il faut y compter la « masse anonyme » avec son statut d'« acteur » et non d'« objet » de sa propre histoire. On doit savoir, en outre, que l'entrée dans la vie clandestine, contrairement à l'idée reçue, ne se limitait pas à un geste unique. C'était une dynamique de tous les jours, de chaque instant, dans la mesure où il fallait fréquemment changer de domicile, de lieu et de pièces d'identité. Même les enfants ont su s'assumer dans la tragédie où ils furent projetés malgré eux. Ayant « vieilli » en quelques heures et sans formation préalable, nombre d'entre eux se comportèrent par instinct, et grâce à une expérience rapidement acquise, en vrais clandestins ². L'histoire du mouvement vers la vie clandestine révèle, en outre, le rôle primordial joué par les parents eux-mêmes dans le sauvetage de leurs enfants. Un aspect peu abordé jusqu'ici. On évalue à plus de soixante mille le nombre d'enfants de moins de 16 ans ayant survécu. Sur ce nombre, huit à dix mille ont été cachés par la Résistance. Tous les autres doivent leur survie aux parents ou aux proches. Ainsi, les activités de « sauvetage » proprement dites s'intégraient dans l'ensemble de la stratégie de survie. En d'autres termes, toutes les formes de résistance se complétaient et concouraient à la réalisation

1. Les Pays-Bas offrent, *a contrario*, l'illustration de l'inefficacité de toute action de sauvetage « unilatérale » sans que les Juifs y jouent un rôle actif (Le résultat de 90 % de déportés et d'exterminés, malgré une population dont la majorité affichait sa sympathie envers les Juifs, s'explique par l'absence, au sein de cette communauté, contrairement à la France, de forces juives organisées et avec une culture politique de combat. Lire Jacques Presser, *La nuit des Girondins*, Paris, Éd. Maurice Nadeau, 1990.

2. « Ils [les enfants] devront cesser d'être eux-mêmes, développer une autre personnalité, se taire, mentir. » Denise Baumann, *Une famille comme les autres*, Paris, Albin Michel, 1985. Éducatrice au home d'enfants du Masgelier (OSE), elle rejoindra le MNCR (Mouvement Nationale Contre le Racisme) - zone sud dans son service de sauvetage, instaurant une coopération avec le réseau clandestin Garel de l'OSE.

de cet objectif.

Ce qui distingue encore la résistance juive en France ¹ et fonde sa spécificité par rapport à la résistance dans les pays de l'Europe de l'Est, c'est qu'elle était pensée et mise en œuvre en tant que combat pour l'avenir portant l'espoir de survie. Cette particularité prend tout son sens à la lumière du nombre de Juifs ayant échappé à la déportation qu'on estime à un peu plus de deux tiers. À l'Est, derrière les murs du ghetto – les plus grandes prisons que l'humanité ait jamais inventées – la situation n'offrait qu'une seule alternative : la mort par le bourreau ou par le combat. Alors que l'exemple français fut rendu possible par la rencontre d'un certain nombre de facteurs positifs dont, avant tout, l'action de l'opinion publique en révolte contre la barbarie raciste et de la résistance juive organisée suivie de la grande masse anonyme.

Au cours de l'hommage rendu à Jean Moulin lors du transfert de ses cendres au Panthéon, en novembre 1976, André Malraux évoquait la Résistance – avec un pathos qui lui était propre –, par l'émouvante métaphore du « peuple de l'ombre qui s'est levé dans la nuit de juin constellée de tortures ». On n'enlèvera rien à la mémoire des résistants torturés et suppliciés en rendant justice à la population juive clandestine en la comparant à ce « peuple de l'ombre ».

LA LUTTE ARMÉE, SON RÔLE MILITAIRE ET POLITIQUE

On attribue à tort au Parti communiste la paternité de l'idée de « résistance armée ». En fait, elle a émergé dès l'armistice, dans l'esprit de tous ceux, Français ou immigrés qui, d'emblée, n'acceptaient pas la capitulation. La résistance armée apparaissait comme la seule manière de poursuivre la guerre sur le territoire national.

La question qui nous préoccupe est celle de la place du combat armé dans la stratégie de survie. Dans la controverse assez âpre déclenchée autour de cette problématique, les prises de position critiques peuvent se résumer dans ces propos : « [II] n'y avait strictement aucun rapport avec les exigences immédiates du combat pour la survie des Juifs [...] tuer des Allemands n'était pas l'affaire des Juifs » et « Au lieu de la lutte armée, il fallait se consacrer au sauvetage d'enfants » ou bien « au lieu de tirer sur les militaires allemands, on aurait dû commettre des attentats sur les responsables de la déportation ».

1. Et en Belgique, ce qui n'entre pas dans le cadre de notre étude.

Cette approche pour le moins absurde qui suppose la non-participation des Juifs au combat contre les troupes d'occupation, trahit chez les contradicteurs une connaissance bien médiocre de l'esprit qui animait les résistants. De surcroît, en opposant le « sauvetage d'enfants » à la lutte armée, ils ne tiennent pas compte du fait que cet objectif n'est apparu que dans l'été 1942. Devait-on attendre ce moment, d'ailleurs imprévisible, les bras croisés ? ! En réalité, toutes les formes de résistance étaient complémentaires et faisaient un tout. Le fait que l'OSE ne s'occupait que des enfants ne saurait servir ni d'exemple ni d'argument. C'était sa vocation et il n'était pas dans ses moyens de pratiquer d'autres formes. Les résultats de ses efforts auraient été bien moindres si d'autres organisations n'avaient pas travaillé pour sensibiliser l'opinion ¹.

En outre, il n'a jamais été, dans l'esprit des dirigeants, d'assigner aux actions armées un rôle strictement militaire et encore moins de croire qu'elles pouvaient peser sur le rapport de force des belligérants. Sans sous-estimer l'impact de la guérilla sur le moral des troupes d'occupation, l'objectif premier était de servir de locomotive pour l'ensemble de la Résistance en prouvant par le courage des combattants qu'il était possible de s'attaquer à la puissante Wehrmacht. L'acharnement conjoint des polices française et allemande ne traduisait pas autre chose que leur espoir d'étouffer par ce biais toute velléité de résistance parmi la population.

L'existence et les actions, bien connues aujourd'hui, de la résistance armée des Juifs, notamment au sein des FTP-MOI, donnaient par leur écho, à la population juive, le moral indispensable pour tenir et se défendre. De nombreux écrits clandestins en témoignent. À l'occasion du premier anniversaire de la Rafle du Vel d'Hiv, dans une lettre « *Aux Juifs membres des FTP* », la direction de l'UJRE (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide) - MOI estime nécessaire – afin de mettre en évidence le lien entre les actions militaires et le combat contre l'extermination –, « d'informer les combattants sur le destin des déportés assassinés collectivement [...] dans les bâtiments affectés aux massacres, telles les chambres à gaz, d'électrocution [...] La journée du 16 juillet 1943 doit être une journée de "vengeance" ».

Une déclaration de l'UJRE, après l'exécution des « 23 » de l'Affiche rouge

1. Malgré l'importance accordée à la résistance armée et à son développement, l'UJRE et le MNCR ont réservé le gros de leurs effectifs pour les autres formes d'action dont le camouflage d'enfants et d'adultes. À la Libération, leurs foyers (au nombre de 6) cachèrent près de six cents enfants.

(mars 1944), intitulée « Pourquoi ils luttent, pourquoi ils meurent », évoque les mobiles de l'engagement des résistants juifs immigrés dans la lutte armée, soulignant d'abord leur reconnaissance à leur pays d'accueil où « pour la première fois de leur vie ils ont respiré un air de liberté et de dignité humaine. Ils se sont épris de la France ». L'autre raison qui les a fait entrer dans le combat était qu'ils appartenaient au « peuple qui a tant souffert, qui a vu tant de son sang versé par les bandits hitlériens ».

Face à l'image injurieuse du sous-homme diffusée par la propagande nazie, prenait naissance un besoin montant des profondeurs de l'âme juive, humiliée et meurtrie : pulvériser cette image en faisant autant de mal que possible à la « race supérieure ». Une ardente nécessité qui allait au-devant – et bien au-delà – des incitations venues de l'extérieur, du parti communiste ou autre.

D'où l'affirmation, dans un autre document, que « dans le feu du combat que mènent les partisans et les masses juives pour leur existence, est né un nouveau type de Juif [...] qui s'est libéré définitivement de tout complexe d'infériorité [...] Un Juif en qui le sentiment de faiblesse a été remplacé par un sentiment de force et de confiance ».

Il reste à dire quelques mots sur les critiques adressées aux FTP-MOI quant à l'absence de « objectifs juifs », un thème qui a fait couler beaucoup d'encre. On voit des « stratèges en chambre » proposer, après coup, des actions comme le déraillement des trains de déportés, des attentats contre les gestapistes préposés aux affaires juives et ainsi de suite. La réponse est très simple : ce n'était pas dans les moyens de la Résistance. Une chose était le déraillement d'un train avec munitions ou soldats, autre chose un train avec des déportés sous une garde puissamment armée avec, pour seule perspective, le massacre des déportés. Pour ce qui est des attentats contre des responsables de la déportation, ils n'étaient connus pendant la guerre que par les responsables de l'UGIF-Paris – les seuls à recevoir des visites ou à connaître le siège du Judenreferat Dannecker – qui n'ont jamais pensé à en informer la Résistance.

Née dans des circonstances inimaginables, la révolte du Sonderkommando à Birkenau fait partie de l'histoire du génocide sur le lieu le plus emblématique du crime (octobre 1944)¹. Elle doit cependant être

1. Voir le Journal de Leib Langfus trouvé à Auschwitz dans Ber Mark, *Des voix dans la nuit. La Résistance juive à Auschwitz*, préface d'Élie Wiesel, Paris, Plon, 1977.

également inscrite dans celle de la résistance juive en France. Trois des organisateurs de la révolte furent déportés de France où ils appartenaient aux syndicats ouvriers juifs clandestins (CGT) ou occupaient des postes à responsabilité dans l'UJRE ¹.

Pour conclure. Ê ceux qui nient l'existence de motivations juives chez les combattants FTP-MOI, l'éminent historien Yehuda Bauer, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem leur répond : « Les protagonistes et autres témoins qui [...] plus tard ont affirmé que ces Juifs [communistes] n'œuvraient pas au sein de la résistance armée en tant que Juifs ou que Français me paraissent plus soucieux de rationaliser ces épisodes que fidèles à la vérité psychologique ². »

Ce qui compte finalement, ce ne sont pas les débats dérisoires et sans fondements, mais le choix de l'historien entre deux écritures, l'une débouchant sur une histoire lacunaire, réduite, voire mutilée et l'autre, plus complète et plus véridique, respectant tous les acteurs et leur vécu. Là, l'enjeu est réel : l'image globale de la résistance juive en France dans toute sa grandeur – au sens le plus large du terme – avec sa double inscription dans l'Histoire juive et l'Histoire de France.

Adam RAYSKI
Historien, Ancien responsable
des organisations juives de la MOI

1. Il s'agit de Yankel Handelsman, Fainzilber (ancien des Brigades Internationales) et Iosel Warshawski. Ce dernier faisait partie, de 1940 jusqu'à son arrestation, de la direction juive de la MOI.

2. « Résistance et passivité juives face à l'holocauste » in *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, colloque de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1985.

LA LECTURE RETROSPECTIVE DE L'ENGAGEMENT

Cette table ronde devait être consacrée à « L'Histoire de la Résistance et ses écritures ». Il me semble évident que l'histoire de la Résistance n'est pas encore écrite et que le savoir historique dans ce domaine est loin d'avoir achevé son élaboration. Pour examiner ces questions est-il bon, comme il a été écrit dans le document qui a précédé notre rencontre d'opposer aux historiens (pas globalement) les acteurs ? Voici le texte : « un savoir historique s'est patiemment élaboré... Associations et acteurs restent souvent en dehors, ne sont pas ou ne se tiennent pas au courant ».

Ne peut-on se demander s'il est de bonne méthode de débattre ainsi, en caractérisant de pareille façon quelques-uns de ceux qui sont invités à donner leur avis ? Ne veut-on pas placer les uns sous le contrôle des autres sous le prétexte que certains représentent le savoir alors que les autres n'ont à offrir que des discours « calés », des « stéréotypes consensuels construits après coup ». Ces qualificatifs sont de simples citations du document dont j'ai déjà parlé. Ce n'est évidemment pas dans ce cadre que j'ai l'intention de faire quelques observations.

L'objet de ce colloque est celui des images collectives de la Résistance. Récemment, en septembre 1995, le philosophe Georges Canguilhem est mort. Il était l'ami du logicien Jean Cavailles que les Allemands ont fusillé en 1944 et c'est à son sujet qu'il a écrit superbement : « Cavailles a été résistant par logique. La déduction est aisée. Et pour qui l'a connue elle n'est pas qu'imaginaire. Le

nazisme était inacceptable dans la mesure où il était la négation, sauvage plutôt que savante, de l'universalité, dans la mesure où il cherchait la fin de la philosophie rationnelle. La lutte contre l'inacceptable était donc inéluctable. »

Ce refus de l'inacceptable était divers selon les Résistants et leurs formations, mais il exprime leur intransigeance commune et dans l'exemple cité la raison de la rencontre de ceux qui ont été à l'origine du Mouvement Libération Zone Sud. Il est banal de noter que l'engagement dans l'action de la Résistance, dans toutes ses modalités, était toujours un volontariat. L'engagement volontaire des résistants était par définition un acte libre. Mais ce n'était pas un acte sans conséquence. En un temps où l'action dans la vie publique et politique s'exprime trop souvent, libres, en termes « d'affaires » il y a lieu d'évoquer les critères de sélection de la Résistance.

Ce n'était pas la plate ambition, ni la course aux places ou aux avantages. Pour postuler aux responsabilités dans les Mouvements il y avait une condition à laquelle nul ne pouvait échapper, plus encore que tous les résistants qui y étaient tous exposés, accepter les risques de la répression c'est-à-dire la déportation et la mort.

Dans la Résistance la liberté et la vie, de chacun étaient engagées. Comment cela n'aurait-il pas abouti à un minimum de rigueur ? En tout cas cette forme de sélection mettait les Mouvements à l'abri de la médiocrité insolente que l'on a vu se manifester quelques fois. La Résistance a trouvé dans son unité les moyens de ses succès. Le programme du Conseil National de la Résistance, par l'accord unanime des partis, des syndicats et des Mouvements et la part prise par les Forces Françaises de l'Intérieur dans la libération du pays en sont les deux témoignages majeurs. À quoi certains opposent les divergences, les contradictions, les heurts qui ont pu se produire. Mais cette diversité, ces querelles mêmes ne sont-elles pas à l'image de la France ?

Ce n'est pas l'aimer assez que de ne pas y voir l'image du pays, de la nation toute entière, à quoi la Résistance est parvenue dans la phase ultime de la guerre en France. Le monde dans lequel nous vivons a été fabriqué par l'issue de la deuxième guerre mondiale et la référence majeure reste pour cette période historique en France : la Résistance. La vie sociale de notre pays a été marquée définitivement par la Sécurité Sociale, fille de la Résistance. Pour avoir directement participé à sa conception et à sa mise en œuvre en tant que président de la Commission de la Justice il ne m'est pas indifférent d'en connaître les avatars actuels. Et j'attache peu d'importance à des publications,

un sens contraire, même quand elles portent le label de membres de l'Institut.

Où en est aujourd'hui le savoir historique ? Les résistants sont attentifs aux travaux et ils en apprécient les résultats. Pendant très longtemps l'Institut spécialisé en cette matière portait sur ses lettres l'en-tête de la Présidence du Conseil. Était-ce la meilleure manière d'exprimer l'indépendance de la recherche ? L'histoire officielle n'est pas la meilleure. Ni de quelques uns au détriment de nombreux travaux la valeur, d'avoir le monopole de l'expression éditoriale concernant cette période. En tant que Juif j'aurais aimé que les historiens français n'aient pas attendu des travaux d'historiens américains pour mettre en évidence le rôle du gouvernement de Vichy dans l'action antisémite.

Je tiens à faire une remarque encore sur l'aspect légendaire de la Résistance. Tout au long de l'Histoire les faits marquants se traduisent en légende. Ces légendes sont souvent une illustration et une mise en évidence de l'essentiel. Quelquefois elles sont des introspections ou des altérations. Il n'y a donc pas lieu de s'offusquer des légendes de la Résistance. Mais il est frappant de constater que ces légendes n'ont pas été soumises, jusqu'à maintenant, à une analyse historique rigoureuse. La légende gaulliste, par exemple celle qui entoure la descente des Champs Élysées, mérite un travail pour lequel les éléments existent. La légende communiste des artisans de la Libération a eu pour objectif majeur de rejeter dans l'ombre certains plutôt que de rendre compte des événements.

Maurice KRIEGEL-VALRIMONT

PROBLEMATIQUE ET VERITE HISTORIQUE

Le fait qu'on puisse disposer actuellement d'histoires de Vichy solides et qu'il n'y ait pas, à l'inverse, d'histoire de la Résistance de référence doit interroger, et ce constat est à l'origine du travail que nous poursuivons lors de ces rencontres internationales depuis 1993.

Nous souhaiterions partir de deux exemples pour repérer quelques spécificités de la démarche historique.

Nous avons travaillé, Adam Rayski, Stéphane Courtois et moi-même sur ce qu'on a appelé « l'affaire Manouchian », du nom du groupe de communistes immigrés engagés dans la lutte armée contre l'occupant en 1943 ¹. L'affaire avait explosé dans sa traduction médiatique et légendaire en 1985 à l'occasion de la sortie d'un téléfilm de Mosco ². Or, sans parler du film, une série d'ouvrages publiés dans la foulée, développaient souvent des hypothèses lourdes de conséquences pour l'histoire et pour la mémoire, d'autant que les enquêtes ne s'appuyaient pas sur toutes les sources accessibles. On a là un exemple tout à fait symptomatique de travail historique où l'aller-retour hypothèses-sources ne s'est pas fait de façon satisfaisante puisqu'on s'est fondé essentiellement sur des hypothèses et les plus sulfureuses possibles.

1. Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le sang de l'étranger. Les communistes immigrés dans la résistance française*, Paris, Fayard, 1989.

2. Mosco, *Des « terroristes » à la retraite*, 1985.

Un autre exemple est proposé par l'ouverture depuis quelques années des archives de l'Est. On a là un exemple inverse puisqu'on assiste à une ouverture spectaculaire d'archives qui jusque-là étaient largement fermées. On note chez un certain nombre d'historiens qui travaillent sur le sujet ce qu'on peut appeler une régression néopositiviste : devant la masse d'archives à exploiter, il s'agirait d'abord établir les faits avant, dans un deuxième temps, d'élaborer des hypothèses de travail, des interprétations, des questionnaires. Ce qui pose de gros problèmes à l'historien.

Ces deux exemples illustrent la difficulté pour les historiens du contemporain, et pour les historiens de la Résistance en particulier, d'échapper à la banalité. L'Histoire a été récemment renouvelée par le retour de l'événement dans la problématique. Lorsque l'on parle de la vérité, du fait, de la problématique à des historiens modernistes, médiévistes ou antiquisants, ils soulignent que nous avons trente ou quarante ans de retard. On peut le craindre, en écoutant certains débats, mais quoiqu'il en soit la question se pose de façon particulière pour les historiens de la Résistance qui s'attachent à une période où l'événement est essentiel.

A cette difficulté s'ajoute le problème de la pléthore des sources : il est évident que, quand on se trouve face à trente fonds d'archives sur un sujet pointu, cela impose des contraintes différentes de celles rencontrées par les historiens des périodes lointaines, périodes qui ont laissé, logiquement, moins de traces. Cependant, cela appelle une rigueur méthodologique et une acuité théorique d'autant plus grandes que la masse documentaire endort aisément la vigilance. La deuxième interférence est celle des médias. Il est évident que la prise en charge de cette histoire par les médias – beaucoup plus que pour d'autres périodes par définition – interfère dans les règles de l'écriture et de l'expression publique historiennes. L'écriture journalistique qui privilégie l'événement, le sensationnel, plus que l'approfondissement problématique, est nécessairement plus fugace que l'écriture historique. Cela nécessite de rappeler que l'historien recherche la vérité – ou plutôt une vérité – et construit une grille de lecture qui permet de décrypter pour partie un événement, dont la vérité est nécessairement plurielle ; cela ne veut pas dire qu'il y ait plusieurs vérités, mais qu'il y a plusieurs lectures et mises en récit vraies des traces laissées par l'événement. C'est le cœur de la démarche historique et c'est ce qui explique qu'il n'y ait jamais d'ouvrage définitif sur un sujet : l'émergence de nouvelles sources ou tout simplement une autre façon de les lire conduit à de nouvelles

lectures, car c'est le questionnement qui est premier. C'est selon moi un non-sens épistémologique de vouloir établir des faits sans problématique car il n'y a pas d'unité minimale du vrai. On ne peut pas délimiter un fait historique vrai constituant l'unité de base du travail de l'historien : le fait est nécessairement construit, même si le fait dans sa construction est un fait vrai. Dans la démarche de l'historien, cela impose un constant aller-retour entre les sources, qu'elles soient écrites ou orales, et les hypothèses de travail.

Denis PESCHANSKI
Chargé de recherche, CNRS IHTP

LE FIN MOT DE L'HISTOIRE ?

On voudrait, dans le cadre du thème qui nous réunit traiter trois points qui sont autant d'angles d'attaque importants et parfois de sources de confusion pour l'histoire de la Résistance : le rôle et la place du témoin d'abord, la question de savoir si l'historien doit tout dire ensuite, celle de l'articulation entre histoire savante et histoire courante enfin. On le fera en respectant autant que possible la règle posée consistant à partir d'une expérience concrète et personnelle pour aider à clarifier les rapports complexes entre la recherche et sa traduction pédagogique qui est essentielle. D'où un point de vue étreiqué sans doute, au tour parfois personnel mais qui, me semble-t-il, correspond aux objectifs assignés à cette rencontre.

La question du rôle et de la place des témoins est bien entendu centrale pour qui choisit d'étudier une histoire aussi singulière et brûlante encore que celle de la Résistance. Sa construction s'élabore en présence de témoins qui placent, selon une heureuse expression qu'on doit à Pierre Laborie ¹, l'historien sous haute surveillance. Certes, c'est le propre de toute histoire du temps présent que de pouvoir et de devoir compter avec les témoins. Mais, en l'espèce, les témoins jouent, tantôt consciemment, tantôt à leur insu, un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une histoire qui a, depuis son origine, recélé des enjeux multiples et de tous ordres. La surveillance qu'ils exercent sur les

1. Pierre Laborie, *Historiens sous haute surveillance*, *Esprit*, janvier 1994.

historiens est constante et forte. Elle est aussi très souvent, cinquante ans plus tard, passablement désabusée tant il est vrai qu'aux yeux des témoins les historiens cèdent tous, peu ou prou, au fâcheux penchant de ne pas tenir compte ou de mal tenir compte de leurs observations ou plus simplement de leurs témoignages. Cette confrontation entre témoins et historiens détermine schématiquement, chez les seconds, deux attitudes : les uns se désolent d'être par définition en froid avec les témoins et tentent d'arrondir les angles ; les autres souffrent en silence, tiennent bon leur cap en déniaient toute réelle valeur aux sources orales dans l'attente du jour où cette histoire pourra enfin s'écrire sereinement hors les tensions que créent ces empêcheurs d'historiser en rond que sont les témoins.

On voudrait ici plaider pour une autre approche. Car, à y regarder de près, le malaise de la relation entre témoins et historiens puise loin en ce sens qu'il renvoie au statut du témoin. C'est que le *témoin* est d'abord et avant tout un *acteur*. Dans le fait de le solliciter en qualité de témoin, il y a, qu'on le veuille ou non, un processus de dépossession de son histoire qui est à l'œuvre. Cette dépossession est vécue d'autant plus douloureusement qu'elle est inévitable. Au sens le plus commun du mot, un témoin est un quidam qui dit ce qu'il a vu et entendu avec toutes les incertitudes et approximations que cela implique. Or, on n'a rien de tel avec les résistants qui sont des acteurs qui veulent dire *ce qu'ils ont fait*. Toute la question réside dans ce passage d'un état à un autre. D'autant que les acteurs-témoins savent pertinemment, selon le mot de Pascal Copeau, que ce sont les historiens qui à coup sûr auront le dernier mot, à défaut d'avoir le fin mot de l'histoire.

Il en est qui refusent purement et simplement cet état de fait, ce qui se marque par une fin de non-recevoir. Il arrive aussi (le fait est plutôt rare) que les acteurs-témoins accompagnent le mouvement, comme Philippe Viannay, chef de *Défense de la France*, qui appelait de ses vœux le travail historique sur la période qu'il avait connue et façonnée, allant même jusqu'à proclamer que l'heure n'était plus aux plaidoyers *pro domo*¹. Plus fréquemment, les acteurs-témoins prennent la plume pour rectifier les erreurs et les représentations qu'ils découvrent et entendent réfuter dans l'historiographie de *leur* histoire. Tel fut explicitement le cas, par exemple, d'Henri Frenay. D'autres enfin s'entourent de

1. *La presse clandestine, 1940-1944*, colloque d'Avignon, 20-21 juin 1985, Avignon, 1986, p. 111 et suivantes.

garanties avant d'accepter de recevoir un solliciteur, de lui parler. Dans ce cas, la qualité de celui qui sollicite un entretien fait office de critère décisif : on ne voit pas d'un même œil l'étudiant qui entreprend une maîtrise, le thésard chaudement recommandé, l'historien confirmé ou le journaliste ayant pignon sur rue et quelques ouvrages sur les rayons de toutes les librairies de France et de Navarre.

Il se trouve que ces garanties « scientifiques », dont beaucoup cherchent légitimement à s'entourer, sont par nature insuffisantes et exposent à de cruelles déconvenues. En effet, la perspective scientifique d'une recherche aboutit à la construction d'un objet historique dans lequel la grande majorité des Résistants affirment ne pas se retrouver, dans les différentes acceptions du terme. Ce qui revient à dire que cela même qui fait office de sésame – le label d'historien – empêche de retrouver dans ce qui est écrit ce qu'on eût voulu y lire. Afin de dissiper toute équivoque, il ne s'agit nullement à nos yeux de prétendre qu'une histoire peut être tenue pour bonne parce que les témoins ont l'impression de prendre connaissance de quelque chose qui leur est parfaitement étranger. Un trop grand écart, un sentiment d'altérité radicale doivent au contraire alerter l'historien. Il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas en son pouvoir de ressusciter un passé enfui tel qu'il fut vécu, et individuellement vécu.

De ce dialogue de sourds, courtois pour l'essentiel, mais à tout prendre assez désespérant de quelque côté qu'on choisisse de se placer, naît une sorte d'agacement chez les historiens. Mué quelquefois en exaspération, il peut tendre à rejeter les sources orales. C'est là un travers contre lequel il importe de se prémunir fortement. Car toutes les frustrations du monde n'enlèvent rien au fait que les sources orales sont précieuses à maints égards. On les a opposées souvent, on les oppose souvent encore aux archives écrites. Cette opposition tranchée est assez artificielle. Il en va des sources orales comme des archives écrites : il en est de bonnes, il en est de mauvaises. À l'historien de séparer le bon grain de l'ivraie. Les sources orales recomposent le passé, c'est l'évidence. C'est la vocation de l'historien que de mettre ce processus au jour de la même façon qu'il doit impérativement soumettre les archives écrites, qui recomposent souvent aussi à leur manière, à une critique acérée. Aucun texte ne dit tout. Jamais.

Comme avec toutes les sources, c'est l'utilisation que l'historien en fait, les questionnements auxquels il les soumet, qui sont décisifs. La source en elle-

même n'est rien aussi longtemps qu'elle n'est pas mise en situation de livrer des enseignements et de servir une interprétation. Toute source orale doit être examinée avec une minutie critique quand bien même elle semble de prime abord n'offrir aucune possibilité. Il n'est pas rare qu'elle fournisse des pistes jusque dans son imprécision. Ainsi, certains témoignages figurant dans le dossier du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale relatif au Mouvement Libération-Sud font état de l'arrestation dans l'hiver 1941 de Bertrande d'Astier de la Vigerie. Reprise par Henri Noguères et, à sa suite, par nombre de récits ou de chroniques, cette version floue d'un fait authentique était inlassablement véhiculée. Des recherches menées dans la série Justice des Archives de France ont permis de retrouver trace de pièces du dossier d'instruction, de préciser dates et faits. La famille de Bertrande d'Astier, qui détenait des notes rédigées par la jeune femme en prison, a accepté de les communiquer. Cet exemple illustre le fait qu'en prenant appui sur des sources orales, sans s'en contenter, on peut se mettre en situation d'exhumer des archives écrites. Un tel cas de figure est beaucoup plus fréquent qu'on ne croit, *a fortiori* pour une histoire clandestine comme celle de la Résistance. L'oral, en l'occurrence, invente l'écrit en quelque sorte. Et l'histoire de la Résistance est riche de beaucoup plus de pièces d'archives qu'on ne l'a longtemps dit et pensé. Quant aux sources orales, on peut en attendre moins l'établissement rigoureux des faits que l'émergence de problématiques qu'elles suggèrent, souvent à leur insu. Ainsi en va-t-il de la mythologie. Ce que les sources orales soulignent en filigrane, c'est l'existence d'une dimension épique, légendaire dès l'époque de la Résistance. La prise en compte de cette donnée, bien loin de la dispute classique entre mythe et réalité, est par exemple fondamentale pour qui veut comprendre l'aura des chefs de mouvement à Londres et en France. La « mythologie » n'est pas antinomique de l'histoire, elle en est partie intégrante et indissociable et elle doit par conséquent être objet d'histoire.

Deuxième question : l'historien peut-il et doit-il tout dire ? La question est ambiguë ne serait-ce que parce qu'elle revient à poser implicitement que l'historien *sait* tout, ce qui est bien évidemment foncièrement inexact. Précisons donc : peut-il ou doit-il dire tout ce qu'il sait ou croit savoir ? Cette interrogation ne ressortit pas au domaine de la spéculation théorique. Il n'est pas un historien de la clandestinité qui ne l'ait rencontrée. La pente de l'autocensure, consciente ou non, est forte. Ainsi, quand Henri Michel et Marie Granet ont publié, en 1957, la première histoire d'un Mouvement de Résistance,

Combat, ils ont fourni un ouvrage pionnier et novateur. Leur bonne foi était entière et leur compétence historique incontestable. Il est cependant évident, quelque quarante ans plus tard, à la lumière des archives exhumées depuis lors et de la lecture de la presse du Mouvement, que la présence d'Henri Frenay, une présence sûrement intimidante, a conduit les deux historiens à infléchir la présentation de la pensée du chef de *Combat* dans un sens conforme à l'état d'esprit de 1957 et non à celui des années 1940 et 1941. Le maréchalisme (pour ne rien dire du pétainisme) de Frenay est entièrement absent du travail sur *Combat*. Ce type d'accueil ne s'est pas émoussé avec le temps parce que l'historien de la Résistance a, par définition, à faire à de fortes personnalités qui tiennent de surcroît comme à la prunelle de leurs yeux à l'histoire qu'ils ont forgée. Ce qui, après tout, est bien la moindre des choses. À chacun de résoudre ce problème comme il le peut en paix avec sa conscience et en conformité avec les règles de la corporation historique. Cependant, tout dire ne signifie pas dire n'importe quoi. Le partage entre ces deux attitudes ne peut se marquer qu'au prix d'un travail patient qui procède par recoupements successifs et qui permette petit à petit de bien connaître tel ou tel cercle clandestin.

Faire état des certitudes qu'on a acquises quant aux relations entre les individus, à une époque où le rôle des individualités fut considérable, est nécessaire si – et seulement si – cela aide à la compréhension du phénomène qu'on étudie. Toutefois, le domaine est si sensible que la question « peut-on tout dire ? » est, finalement, assez vaine. En effet, dans le feu des polémiques qui surgissent de temps à autre, essentiellement entre Résistants, tout finit au bout du compte par se dire, parfois rudement. Tout et parfois n'importe quoi simultanément. Par exemple, quand Daniel Cordier a publié le premier tome de sa biographie de Jean Moulin, Henri Noguères a attaqué très durement, en sa qualité d'avocat de *Combat*, Jean Moulin dans *Le Monde* en des termes d'une violence dont on n'avait jamais vu l'exemple jusqu'à ce jour. Autrement dit, quand l'enjeu de mémoire est suffisamment fort, la robe sans couture se déchire et les animosités, fondées sur des divergences profondes, refont surface. Aux historiens du présent et du futur d'interpréter, par-delà la polémique, ces épiphénomènes qui renvoient à des lignes de fracture profondes dont ils ne sont que le rejeu superficiel.

Les polémiques, souvent nées de lacunes ou de silences de l'historiographie, attirent l'attention sur un phénomène paradoxal. Il est peu d'histoire, en effet, qui ait été initiée aussi tôt et avec autant de moyens que celle

de la Résistance. Or, il est peu d'histoire qui ait suscité autant de frustration. Ce sentiment qui toucha d'abord le champ politique quand des vichystes revinrent dans les allées du pouvoir fut exprimé, dès 1953, par Jean Cassou dans *La Mémoire Courte*. Il gagna ensuite graduellement la sphère de l'histoire. En 1974, Pascal Copeau intervint avec une sorte de désespoir tout de superbe au colloque sur la Libération de la France pour dire son insatisfaction. Depuis, aucune rencontre entre historiens et témoins ne s'est déroulée sans que ce sentiment soit exprimé, seul le mode choisi pour le formuler changeant en fonction de ceux qui s'en faisaient l'écho. L'apparition d'une frustration en 1974 donne à réfléchir : elle venait ponctuer trente années de recherches menées sous la forte férule et avec le concours d'historiens qui avaient pour la grande majorité d'entre eux été des Résistants. Elle visait par conséquent non point des individus qui auraient eu le handicap insurmontable de ne pas avoir connu la période (ce qui est le cas aujourd'hui), mais bel et bien le travail historique en lui-même. Plus largement, les critiques réitérées des Résistants sont le propre d'une histoire en train de s'écrire sous les yeux de ceux qui l'ont faite. Mieux vaut en être conscient, sans pour autant balayer d'un revers de main les critiques que formulent les témoins.

Dernière question au cœur de notre rencontre : celle de l'articulation entre histoire savante et histoire courante. Il n'y a pas lieu d'opposer l'une à l'autre, au sens où l'histoire savante serait synonyme d'excellence et l'histoire courante de médiocrité. Cette dichotomie peut d'autant moins être tenue pour pertinente que l'histoire courante se nourrit largement des apports de l'histoire savante. Le lien entre les deux modes de travail et d'expression est par voie de conséquence plus fort qu'il n'y paraît.

Cependant, trois paramètres peuvent être examinés pour distinguer histoire savante et histoire courante. Le premier critère de différenciation tient au recours aux sources et à la lisibilité de ces sources. L'histoire à visée scientifique permet à ceux qui la lisent de se reporter aux sources pour être en mesure de reproduire et de vérifier sa démonstration. Quand Serge Raveland déclare qu'il ne faut pas croire les témoins sans une analyse critique serrée « sauf dans de rares cas qui émanent d'hommes qui possèdent à la fois une mémoire exceptionnelle et un don profond d'objectivité (comme Julien Meurillon, responsable du journal clandestin *Libération* interrogé par Laurent

Douzou) ¹ », il soutient un point de vue théoriquement intenable et méconnaît ce qu'est le travail de l'historien. La parfaite honnêteté, la mémoire remarquable de Jules Meurillon ne m'ont jamais conduit à accepter pour irréfutable un fait qui ne fût pas corroboré par des archives. Pour ne prendre qu'un exemple, lorsque Jules Meurillon affirme que le Mouvement acquit un imprimerie à Auch en août 1943, je n'ai aucune raison de ne pas le croire, mais j'ai toutes les raisons d'étayer ce souvenir en m'adressant à tous les notaires de la ville. Au bout de deux ans de recherches et après obtention d'une dérogation de justice, j'ai accès à un acte de vente qui livre une foule de renseignements de tous ordres. En bref, là où l'histoire courante raconte, narre, expose des faits sans les établir vraiment, l'histoire savante, elle, construit un objet, vérifie, recoupe, approfondit.

Deuxième différenciation majeure : l'histoire à visée scientifique élabore une problématique. Dans le cas de *Libération-Sud*, il y avait une question évidente, ressassée à l'envi, celle du noyautage par des sous-marins communistes. Il fallait inscrire cette question dans une démarche problématique et non point reprendre les thèmes véhiculés par une historiographie qui ne les avait pas soumis à examen véritable. Cela supposait de décortiquer, de dater les éléments d'un thème récurrent et d'en identifier la provenance. J'ai choisi – un autre parti eût été possible – d'élargir chronologiquement la problématique en la construisant le plus en amont possible et en allant chercher des éléments de réponse dans les conditions mêmes d'émergence de la Résistance. Quels sont les débuts ? Quel est le mode de fonctionnement d'une organisation clandestine ? Comment peut-on la noyauter ? Avec qui ? À dater de quand ? Le tout me conduit à reformuler la question du noyautage. Ce ne sont pas ici les archives qui changent la manière d'envisager le problème, c'est le questionnement lui-même. Ce truisme mérite d'être rappelé en ces temps troublés où, l'ouverture de gisements importants aidant, on a tendance de plus en plus à tenir les archives, à faire fonctionner les pièces d'archives comme si elles tenaient lieu de problématique.

Troisième différence : la perspective et la stratégie éditoriales. L'histoire savante vise rarement de gros tirages. Non par éthique, par vertu. Moins encore par souci de ne pas être lue. Mais parce qu'elle requiert un effort exigeant. La

1. Jean-Marie Guillon, Laborie [dir.], *Mémoire et histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, p. 314.

réécriture d'une thèse, en vue de sa publication dans une version remaniée et allégée, oblige à retrancher du manuscrit tout ce qui n'est pas absolument nécessaire, mais commande aussi de conserver le même souci démonstratif que dans la version érudite initiale. Les critiques feront alors état souvent de l'érudition et du caractère exhaustif du travail. Ce qui est tout à la fois un beau compliment et une critique majeure. En bref, il y a un travail devant lequel on ne peut que s'incliner, mais c'est bien difficile à lire. Sans doute est-ce exact. Mais si le but était de publier un ouvrage de référence qui permette, par ses apports et par les lacunes qu'il dévoile, à d'autres de poursuivre un peu plus avant le chemin, peu importe. Le passage de la recherche à l'écriture suppose de la sorte de prêter grande attention au support que l'on utilise en fonction du public qu'on veut toucher. Chaque support (de la revue savante au manuel de l'enseignement secondaire avec toute la gamme existante entre ces deux pôles) obéit à une logique – éditoriale et commerciale – distincte.

Reste – et c'est heureux – qu'à côté de livres à gros tirages qui ne font référence à aucune source ou qui, lorsqu'ils en utilisent, ne respectent pas les règles les plus élémentaires du travail historien, il existe aussi des synthèses qui, en faisant appel à des spécialistes éprouvés qui prennent appui sur toute la production existante et sur leurs propres recherches, rencontrent auprès d'un vaste public un succès qui démontre amplement que la demande sociale en ce qui concerne l'histoire de la Résistance est forte et ne va pas nécessairement au moins disant culturel. Il y a là un réel motif d'espoir et de satisfaction pour tous ceux qui tiennent pour une histoire rigoureuse qui aille à la rencontre du plus grand nombre. Tant il est vrai qu'une recherche qui ne s'efforcerait pas de communiquer, à des degrés et à des niveaux divers, ses résultats et ses hypothèses serait en grand danger de s'étioler et ne répondrait pas au surplus à sa fonction sociale qui n'est pas seconde.

Laurent DOUZOU
Centre Pierre Léon d'histoire économique
et sociale - URA CNRS 223

**TRANSMISSION DU SAVOIR
HISTORIQUE ET MEMOIRE**

On peut diviser cette partie consacrée aux transmissions du savoir historique et des mémoires, en trois thèmes. Dans un premier temps, nous parlerons de la recherche historique et de l'enseignement en ciblant sur l'enseignement secondaire. Comment l'enseignement secondaire reprend-il les acquis, les percées, les questionnements de la recherche historique ? Dans un deuxième temps, on peut s'interroger sur les liens qui existent entre la recherche historique et les musées. La question sera de savoir quel a été le rôle des historiens dans la conception des musées, dans l'établissement de leurs scénarios et dans le contrôle de leurs transcriptions muséographiques. Dans un troisième temps, nous aborderons la question du lien qui existe entre la recherche historique et les associations de témoins.

Un certain nombre de questions permettent d'aborder le premier thème : dans quelle mesure les enseignants ont-ils accès à la recherche historique de pointe ? Les revues spécialisées, *Vingtième Siècle* ou *Guerre mondiale et conflits contemporains*, ou les revues grand public, *Historiens et Géographes* ou *L'Histoire*, jouent-elles effectivement un rôle de relais, de transmission de la recherche historique ? Dans leur formation continue, quels sont les instruments utilisés par les enseignants du secondaire pour avoir accès à la recherche ? Utilisent-ils les ouvrages eux-mêmes, les stages de formation, ou tout autre moyen ? Enfin, y a-t-il une articulation entre la recherche historique

d'une part et les pratiques pédagogiques ? J'entends par là une étude des textes des historiens, une étude des débats opposant les historiens. Dans quelle mesure les réflexions méthodologiques des historiens spécialisés sur les archives ou sur le problème de la mémoire, sont-elles un outil de travail pour les enseignants dans leurs classes lorsqu'ils reçoivent des témoins-acteurs, lorsqu'ils donnent des travaux d'enquête orale à leurs élèves ?

Le deuxième thème porte sur le lien entre la recherche historique, les historiens, et les musées. Nous pouvons l'approcher de deux façons : d'abord du côté de la relation entre les historiens et le scénographe qui crée cet objet de communication bien particulier qui est un musée, ensuite du côté de la relation entre les historiens, voire les conservateurs du musée, et la collectivité qui finance le musée. On doit avoir conscience qu'un musée, un mémorial ou un historical coûte très cher. La collectivité qui le finance est généralement une collectivité publique, l'État, une collectivité régionale, ou parfois des associations. Les financements lourds qui sont consentis, le sont parfois, avec pour contrepartie un contrôle sur le contenu du musée lui-même. J'ai connu des situations extrêmement diverses à ce sujet.

Dans quelle mesure les historiens ont-ils été associés à la réalisation du scénario du musée ? Est-ce qu'ils en ont été les concepteurs, est-ce qu'ils ont été des décideurs en matière de choix de la documentation ? Bref, est-ce qu'ils ont été les documentalistes du musée ou est-ce qu'ils ont été au contraire de simples consultants ? Et dans quelle mesure ? N'ont-ils pas été parfois des alibis ? des cautions ? Il y a beaucoup de situations entre les deux extrêmes et c'est un vrai problème. Dans la relation entre les historiens et les scénographes, quel a été le contrôle des historiens ? Ont-ils retrouvé à la fin le message historique et le message civique qui était le leur au début ? Ont-ils pu éviter les excès que l'on a pu voir ici ou là comme la chevauchée de *la Walkyrie* de Richard Wagner illustrant des images de guerre ? Par ailleurs, dans leur relation avec le payeur, est-ce que la collectivité territoriale, l'État ou les associations ont exercé un droit de contrôle ? Si c'est le cas, de quelle nature était-il ?

François MARCOT

Professeur à l'université de Franche-Comté

LA VOCATION PEDAGOGIQUE DU TEMOIGNAGE

A LA RENCONTRE DES JEUNES GENS

Mon expérience de la mémoire par l'image concerne les collèves, les lycées et éventuellement les années de DEUG dans quelques universités. Dans ces contacts avec les élèves des classes de Troisième aux étudiants de l'université, j'ai constaté que ce ne sont pas les connaissances proprement historiques qui les intéressent, mais bien plus les motivations qui ont conduit à un engagement volontaire rarement résilié. Quel que soit le niveau des jeunes devant lesquels je me trouve, je me comporte dans un premier temps en conteuse de chanson de geste. L'auditoire doit d'abord comprendre à travers des exemples précis pourquoi des hommes et des femmes de tous âges et de milieux socioprofessionnels différents se sont volontairement engagés peu ou prou dans cette aventure qui s'appelle la Résistance.

C'est à travers ces exemples concrets que, par l'imagination, ces jeunes se retrouvent face à une décision qu'ils peuvent personnaliser, et qui souvent les ramène à des images popularisées par des films sur la Résistance. Ils s'identifient ainsi plus ou moins aux héros de cette période – l'image présente souvent les résistants comme des héros invincibles – et minimisent ainsi les risques et les drames qu'ils assumaient. Partant de là, à la notion de volontariat s'ajoute l'idée d'une désobéissance à la nouvelle société créée par le gouvernement de Vichy.

Je pense que le support de l'image, longuement étudié au cours de ce

colloque, risque de se cantonner dans l'imaginaire. C'est pourquoi je présente, dans une seconde partie de mes interventions devant les jeunes des documents originaux tracts, journaux clandestins, affiches de l'occupant, presse de la Collaboration, décrets racistes de Vichy, étoile jaune, lettres de fusillés, etc. Quel que soit l'âge de ces jeunes, lorsqu'ils ont en main des documents qui datent de leurs grands-parents, l'histoire devient une réalité tangible. Et à leur émotion d'abord romantique succède une très forte curiosité, qui les conduit à des recherches personnelles sur ces événements dont il existe encore des témoins.

Des historiens spécialisés consacrent leur vie professionnelle à enseigner l'histoire de la Résistance, quatre années de sacrifices et de luttes pour la liberté et la dignité des Hommes. Ils travaillent essentiellement sur des documents d'archives, mais n'imaginent pas la richesse des témoignages que recueillent ces élèves avec leurs magnétophones, la moisson de papiers personnels qu'enrangent ces jeunes qui partent à la recherche du passé. Je citerai en exemple le général Simon, Chancelier de l'Ordre de la Libération. J'avais obtenu auprès de lui un rendez-vous pour un élève de Troisième qui préparait le Concours national de la Résistance et de la Déportation. Le général lui a raconté les épisodes de son engagement dans les FFL et son départ de France pour l'Angleterre avec des détails qu'il n'avait jamais confiés à un journaliste ni même à un historien. Tous ces témoignages recueillis dans le cadre du Concours de la Résistance sont, pour les meilleurs, archivés dans les Inspections Académiques.

CDI, MUSEES ET LIEUX DE MEMOIRE

Comment mettre à la disposition des élèves et des étudiants la documentation qui les conduira à comprendre la Résistance ?

Dans tous les établissements du secondaire, il existe des CDI (Centres de Documentation et d'Information) dirigés par des spécialistes qui ne sont pas des bibliothécaires classiques, mais qui ont reçu une formation pédagogique et technique (il y a maintenant un CAPES de documentaliste). Ils sont actuellement nos meilleurs alliés pour l'entretien de la mémoire. Il est dommage qu'ils ne possèdent pas plus de matériel audiovisuel qui permette de compléter l'information écrite par l'image : un CD-ROM en cours de réalisation sur la Résistance ne pourra être utilisé que par les établissements qui possèdent un lecteur. C'est donc une question de crédits alloués par les Conseils généraux et les Conseils régionaux. Depuis quelques années, on assiste à une publication croissante de monographies régionales : Franche-Comté, Alsace, Bourgogne,

Normandie, Sud-Ouest, Isère, etc. Ce ne sont pas des thèses d'historiens chevronnés mais des travaux qui enrichissent et maintiennent la mémoire de la Résistance. Ils devraient être systématiquement déposés dans les CDI.

Un autre moyen d'information est bien évidemment constitué par les musées. La visite de trois grands musées nationaux me semble indispensable : le Mémorial de Caen, le Musée de la Déportation de Besançon et le Mémorial de la Résistance à Lyon. Bien entendu, ces visites ne sont pas prévues dans l'emploi du temps des professeurs d'histoire. Elles demandent d'abord une grande préparation, puis une disponibilité de l'enseignant pour accompagner ses élèves. Je ne parle pas des difficultés administratives et financières, lourdes, longues et difficiles à résoudre. Je pense que le Conseil régional et le Conseil général disposent de moyens suffisants pour indemniser des étudiants en histoire en fin d'études qui accompagneraient des groupes d'une vingtaine d'élèves et commenteraient ces visites. Ainsi, le relais entre l'enseignement de l'histoire événementielle et la visualisation des faits serait assuré, et nous serions certains que la mémoire perdure.

Enfin, les lieux de mémoire sont également très importants. La revue *Les chemins de la mémoire*, éditée périodiquement par le Ministère des Anciens Combattants est remarquablement faite. Elle montre qu'à travers la France, le phénomène Résistance ne reste pas dans le cadre des universités, des préfetures ou des grandes administrations. C'est un phénomène qui touche les plus petites communes. Si l'on consulte les numéros de cette revue, on peut voir ce chemin balisé d'une infinité de petits cailloux, chemin qui commence par une petite plaque : ici un tel est tombé dans une embuscade, ailleurs trois autres ont été fusillés. Il est de terribles lieux de mémoire comme le plateau des Glières ou Oradour, il en est de glorieux comme les plages de Normandie.

En écoutant les interventions de deux témoins importants de la Résistance – Adam Rayski et Maurice Kriegel-Valrimont – je comprenais que l'étude de la Résistance est plus un problème d'état d'esprit qu'un problème de faits. À cause de la clandestinité, les documents sont rares et les faits peuvent être sujets à caution. Avec le temps, la mémoire des témoins peut être défaillante, ou sublimée. L'essentiel, ce qui doit subsister, c'est l'esprit : le choix d'un engagement, avec les risques qu'il comporte. Voilà quelques remarques et réflexions qui résultent de l'expérience que j'acquiers dans mon activité de transmission de la mémoire auprès des générations qui n'ont pas connu la Seconde Guerre mondiale. Elles confirment que l'histoire de l'humanité, et

singulièrement celle de mon pays, a été jalonnée de périodes où des hommes et des femmes n'ont pas accepté d'être le jouet des événements, mais ont choisi de gagner, pour tous, par leur action et leur sacrifice, un destin de liberté et de dignité.

Lucie AUBRAC

MEMOIRE VECUE ET VERITE HISTORIQUE, LE CAS DES DEPORTES

La FNDIRP, que je représente, a une longue habitude du travail en commun avec les institutions comme l'APHG ou la Ligue de l'Enseignement. Un colloque commun a été organisé en 1990 à la Sorbonne sur « le témoignage en milieu scolaire » dont les enseignements sont toujours valables. Si, comme le signale Lucie Aubrac, de nombreux documents sont déposés dans les CDI (Centres de Documentation et d'Information), il n'est pas certain qu'ils soient toujours utilisés. Pour sa part, la FNDIRP a consenti un effort sans précédent en déposant dans les établissements scolaires du Second degré 3 000 ensembles comprenant une exposition, une cassette (*Et le soleil se levait*) et des diapositives. Chaque ensemble représentait une valeur de 1 000 F. Or, par expérience, nous savons que parfois ces documents dorment dans les placards : nous avons reçu des demandes, en Côte-d'Or, d'établissements qui se plaignaient de ne rien avoir pour préparer le Concours de la Résistance ! Le professeur ignorait l'existence de ce que nous avons déposé. Il ne suffit pas de mettre à la disposition des enseignants ce que nous estimons nécessaire. Encore faut-il s'assurer que cela ne tombe pas aux oubliettes et conserver d'étroits rapports avec les documentalistes.

Les musées sont une source d'information importante. Pourtant tous ne sont pas d'égale valeur et il faut rester prudent. Il est un musée dont la conception, la réalisation et l'état me paraissent proprement scandaleux, et je m'exprime à la fois en tant qu'ancien déporté et ancien professeur d'histoire : c'est le musée de Natzweiler-Struthof, un authentique fatras sans conception d'ensemble et comportant des inexactitudes patentes. C'est pourtant un site visité quotidiennement par des personnes venant parfois de fort loin et par nombre de classes.

La FNDIRP a une préoccupation constante, qui est d'établir un rapport étroit entre la mémoire déportée et la recherche historique. C'est dans cet esprit qu'en 1988 nous avons fondé un Prix Marcel Paul destiné à couronner un mémoire de maîtrise consacré à la période de la Seconde Guerre mondiale. Bien sûr, dans notre esprit, il ne s'agissait pas de constituer un « super jury » se substituant aux jurys universitaires, mais d'aider et d'encourager de jeunes chercheurs en soulignant l'étroite liaison que nous préconisons entre chercheurs et témoins. Des étudiants des universités de Bourgogne et de Franche-Comté ont obtenu ce prix.

Comment nos adhérents vivent-ils leurs relations avec les historiens ? Je ne voudrais pas dissimuler que la relation est parfois difficile et, en exprimant ce constat, je me place au point de vue de l'ancien déporté. Les déportés sont porteurs d'une mémoire double. D'abord la mémoire des faits auxquels, dans les camps, ils ont été confrontés : une mémoire du vécu. Mais ils sont aussi porteurs de ce que nous avons appelé une « mémoire reconstruite », c'est-à-dire une mémoire au second degré qu'ils ont souvent inextricablement intégrée à leur propre mémoire. Mémoire reconstruite qui, comme l'autre, véhicule parfois des erreurs, mais qu'il ne faut pas considérer comme une somme d'affabulations. J'en prendrai deux exemples, celui des statistiques et celui des exécutions de prisonniers.

VERITE DES CHIFFRES ET PERCEPTION DE LA REALITE

Pour ce qui concerne les statistiques, il est bien certain que le détenu qui descend des wagons à la porte d'un camp de concentration – et c'est encore plus vrai pour celui qui est acheminé vers un centre de mise à mort –, ce détenu ne sait généralement pas quel est l'effectif du convoi à son départ, ni combien de ses camarades sont morts en chemin. Peu après leur immatriculation, les déportés sont dispersés, pour ceux qui entraînent en camp

de concentration, dans le millier de Kommandos extérieurs où ils étaient astreints au travail. Les survivants ont été libérés par petits groupes, là où ils se trouvaient. D'où la difficulté, pour le témoin, d'appréhender par le vécu, par l'expérience personnelle, le taux de mortalité de son propre convoi : il n'a que le souvenir précis et traumatisant de ses camarades dont il a vécu l'agonie. Si je prends l'exemple de mon propre convoi, nous sommes partis de Compiègne le 2 juillet 1944 et nous sommes arrivés à Dachau le 5. J'ignore combien nous étions au départ. Nous avons su par les archives d'immatriculation que nous étions 1 600 environ à l'arrivée. Or, au franchissement de la porte du camp, les SS de l'escorte ont annoncé, se fondant sur je ne sais quelle donnée, qu'il y avait dans les wagons 984 morts. À partir de ces deux données, les rescapés ont « reconstruit », en toute bonne foi, l'effectif du départ et ont calculé un pourcentage de mortalité au cours du transport. Or, longtemps après la Libération, il a été établi qu'il n'y avait eu « que » 540 morts. Il y a donc un divorce sérieux entre ce que les détenus ont intégré, par reconstruction, dans leur mémoire et la vérité historique. Divorce d'autant plus difficile à combler que les SS de l'escorte qui ont été jugés après la guerre ont une nouvelle fois accrédité le nombre de 984 morts. Si l'on tient compte des conditions horribles dans lesquelles cette déportation a eu lieu, on comprendra facilement que certains rescapés aient du mal à se défaire de l'erreur initiale. 984 morts, cela fait partie de leur vécu...

Une même constatation peut être faite au plan général. Les services du ministère des Rapatriés ont établi en 1945 qu'il est rentré environ 38 000 déportés, donnée regroupant les rescapés de la solution finale et les anciens concentrationnaires. Mais dans le même temps, s'appuyant sur je ne sais quels documents, le ministère avançait le nombre de 280 000 « partants ». C'est la donnée qui fut retenue à Nuremberg et répétée pendant de longues années, tant par le ministère que par les associations. C'est à partir de là que furent calculés des pourcentages de « rentrés » sans valeur puisque ce nombre de 280 000 ne reposait sur rien de solide et qu'il est difficile de faire des comptes englobant des données aussi hétéroclites que celles qui concernent les victimes de la solution finale et celles du système concentrationnaire. On sait maintenant que le nombre des partants fut bien moindre, un peu plus de 70 000 pour les uns et autant pour les autres. Ce dernier chiffre permet d'établir un pourcentage de l'ordre de 50 % de rentrés pour les déportés en camps de concentration en parfaite contradiction avec le pourcentage de 10 % inscrit dans la mémoire

collective. Nos camarades ont retenu cette valeur en toute bonne foi, elle est devenue l'image de leur souffrance et il est facile à concevoir leur difficulté à corriger cette erreur.

DES IMAGES A LA HAUTEUR DE LA DOULEUR ET DU SACRIFICE

Les exécutions de déportés conduits en forteresse, jugés, condamnés à mort et décapités en Allemagne donnent lieu à une autre forme de reconstruction de la mémoire. Les détenus en forteresse rescapés, qui n'assistèrent naturellement pas à l'exécution de leurs camarades, ont généralement retenu la formule « décapités à la hache ». Or, il est certain que depuis 1938 on utilisait des guillotines. L'image de la hache ajoutait à l'horreur. Il est difficile de changer le discours et ainsi de « minimiser » la dimension du martyr.

Dans ces deux cas, statistiques et modes d'exécution, il est bien sûr nécessaire de rétablir la vérité historique, mais les associations de déportés qui en sont bien convaincues, doivent attirer l'attention des historiens. Il s'agit pour les survivants d'un passé lourdement chargé d'affectivité, d'un passé dont ils ont porté témoignage en toute bonne foi et il est souvent difficile d'apporter brutalement les nécessaires redressements de la vérité. C'est un domaine où la collaboration entre historiens et associations est indispensable, faute de quoi de véritables blessures psychologiques aux conséquences dramatiques peuvent être infligées à certains rescapés.

LES ARCHIVES D'AROLSEN

Il est un autre chantier où l'activité commune des historiens et des associations est décisive, c'est la mise à jour et le traitement de toutes les sources d'information. Il existe par exemple à Arolsen en RFA un centre d'archives sur les camps de concentration géré par la Croix Rouge, mais qui est totalement fermé à la curiosité légitime des historiens, au point d'être ignoré par nombre de gens. La FNDIRP milite activement pour l'ouverture de ce fonds d'archives et appelle les historiens à se joindre à elle, en particulier à l'occasion du symposium qui sera organisé en collaboration avec le Conseil de l'Europe à Strasbourg au début de l'année 1997.

Maurice VOUTEY

**Membre de la vice-présidence de la Fédération Nationale
des Déportés et Internés Résistants et Patriotes**

IMAGES DE LA RESISTANCE DANS LA REVUE *HISTORIENS ET GEOGRAPHES*

La Seconde Guerre mondiale est l'objet d'un traitement important dans la revue *Historiens et Géographes*. Cela tient sans doute au fait qu'elle ait été interdite par Vichy sous l'Occupation, comme la Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie de l'Enseignement Public, et que les valeurs démocratiques issues de la Résistance sont devenues les siennes. La place qui lui est consacrée est en outre d'ordre militant, pour appuyer des programmes scolaires qui ont tardivement pris en compte la période : la Seconde Guerre mondiale est officiellement au programme dans les années 60 et la France de Vichy et la Résistance n'apparaissent sous forme d'un chapitre spécifique qu'en 1981. Le premier manuel à consacrer un chapitre à la France de 1940 à 1944 fut « le Bordas ». En 1988, la Seconde Guerre mondiale a glissé de la Terminale à la Première mais elle reviendra au programme de Terminale en 1998. Un bilan de la Seconde Guerre mondiale est dressé au début de la classe de Terminale. Il est possible de remarquer que la Seconde Guerre mondiale est enseignée à trois niveaux différents : au CM₁- CM₂, en Troisième et actuellement en Première.

Trois préoccupations principales apparaissent dans la revue depuis les quinze dernières années : la pédagogie de la Résistance et de la Déportation, la formation des maîtres et les combats de l'APHG contre les falsificateurs de l'histoire, pour l'éducation du citoyen et la compréhension des autres.

PEDAGOGIE DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION

Depuis sa création dans les années 1960, l'APHG fait partie du Jury National du Concours de la Résistance et la Déportation et elle est bien souvent représentée dans les jurys départementaux ¹. Le concours est un formidable moyen de mieux faire connaître la Résistance et la Déportation aux élèves de Troisième et de Première, de leur permettre d'entreprendre des recherches, de rencontrer des témoins, de consulter des archives. C'est l'occasion pour de nombreux professeurs de faire venir dans leurs classes d'anciens résistants ou déportés. Depuis les années 1980, *Historiens et Géographes* publie le rapport du concours qui a été récemment ouvert aux élèves des classes de Seconde. 50 163 élèves de 2500 établissements scolaires ont concouru en 1996 ². Les modalités du concours, son contenu, son avenir font actuellement l'objet de discussions et de propositions ³. La revue se fait également l'écho de deux autres concours : le Concours « Rhin et Danube », qui entend maintenir le souvenir de l'épopée de la Deuxième armée du Général de Lattre de Tassigny et qui s'adresse à trois académies et le prix « Annie et Charles Corrin » pour l'enseignement de l'histoire de la Shoah qui récompense des réalisations collectives, pédagogiques ou associatives.

Par ailleurs, *Historiens et Géographes* a fait paraître plusieurs enquêtes sur les jeunes et la Résistance. Dominique Durand a livré les résultats d'un sondage réalisé dans 13 classes de Troisième à Vaux-en-Velin. Dans cette banlieue défavorisée de Lyon où le jeu familial joue peu, c'est le film, puis l'école, qui sont les sources de connaissance ⁴. Une enquête de plus grande ampleur sur « La Résistance, la Libération et les Jeunes » a été réalisée en 1987 par l'APHG et l'ARPEJ (Association Régionale de Presse Enseignement) qui regroupe quarante titres régionaux. 2 111 questionnaires ont été retenus (951 élèves de collège, 1 260 élèves de lycée). Le sondage fait apparaître l'école comme source

1. Rapport du Concours de la Résistance et de la Déportation par Louis François, *Historiens et Géographes*, n° 276, décembre 1979.

2. Concours National de la Résistance et de la Déportation. Statistiques 1996. Bureau des Actions éducatives DLC D3.

3. Entretien avec Jean Gavard par J.P. Vittori, « *Le patriote résistant* », juin 1996.

4. G.D. Durand, La Résistance vue par les classes de Troisième, *Historiens et Géographes*, n° 295.

première de connaissance, la famille venant après ¹. L'APHG de Champagne-Ardenne a réalisé un dernier sondage portant sur la connaissance et la transmission du 8 mai 1945 auprès de 10 établissements de l'académie de Reims en 1985. 2 069 élèves de Sixième et de Troisième ont été consultés. Il montre le rôle formateur de l'école et de la famille mais toutefois « l'école apprend peut-être plus sûrement que la maison ² ».

Historiens et Géographes témoigne également des expériences pédagogiques des enseignants sur le sujet. Certains font part de leur travail sur l'image à travers les films et les documents comme *Nuit et Brouillard* d'Alain Resnais, *Shoah* de Claude Lanzmann ³ ou *l'Œil de Vichy* de Claude Chabrol ⁴. L'enquête orale aboutit à la réalisation de films comme ceux que Geneviève Joutard a réalisés avec ses élèves du lycée d'Aubagne ⁵. Au collège d'Avon, Marie-Hélène Braunschweig, professeur d'histoire, et Bernard Gidel, professeur de français, ont lancé deux PAE (Projets d'Action Éducative) autour du film *Les enfants d'Avon* de Louis Malle. Ils ont mobilisé l'ensemble des élèves et professeurs du collège et un livre, *Les déportés d'Avon*, en est sorti ⁶. Les visites d'élèves sur les lieux de mémoire font aussi l'objet de comptes rendus dans la revue. Ainsi des élèves de Première et de Troisième du Lycée Paul Bert à Paris ont relaté leur visite des maquis de l'Ain ⁷. La dernière expérience pédagogique présentée est celle du collège Montaigu de Jarville sur le camp de Mauthausen en 1994-1995. Après un voyage au camp, deux classes de Troisième ont réalisé un film et une exposition ⁸.

1. La Résistance, la Libération et les Jeunes, p. 905-911, *Historiens et Géographes*, n° 299.

2. François Cochet, Quarante ans de mémoire, connaissance et transmission de l'événement du 8 mai 1945, p. 45-55, *Historiens et Géographes*, n° 306.

3. A. Brunet, Réflexion sur deux chefs d'œuvre ; « Nuit et Brouillard » et « Shoah », *Historiens et Géographes*, n° 333, sept.-oct. 1991.

4. A.M. Giroudot, Questionnaire sur « l'Œil de Vichy », *Historiens et Géographes*, n° 342, déc. 1993.

5. G. Joutard, L'enquête orale en classe, *Historiens et Géographes*, n° 285, juin-juill. 1981.

6. M.H. Braunschweig et B. Gidel, PAE : « Les déportés d'Avon – Au Revoir les enfants » ou l'éducation aux Droits de l'Homme au collège, *Historiens et Géographes*, n° 328, juill.-août 1990.

7. Une journée dans les maquis de l'Ain, *Historiens et Géographes*, n° 351 déc. 1995.

8. F. Schwab, Travailler sur l'histoire de la déportation au Collège Montaigu de

LA FORMATION DES MAITRES

La revue *Historiens et Géographes* contribue à la formation permanente de ses lecteurs. L'APHG organise régulièrement, dans le cadre de ses régionales ou à l'échelle nationale, des sessions de recyclage et des colloques. Tous les trois ans ont lieu des « Rencontres au cœur d'une région ». Elles eurent lieu à Marseille en 1983, Quimper en 1986, Lille en 1989 et Strasbourg en 1992. Dans le numéro consacré à la Bretagne, *Historiens et Géographes* a publié des articles sur le mouvement nationaliste breton, l'intérêt stratégique de la Bretagne et la sociologie des résistants ¹. Au cours du colloque de Strasbourg, il fut question de l'Alsace sous la domination nazie, de la germanisation et de la résistance à l'oppression ². Le nouvel enseignement de la Shoah a retenu toute l'attention de la revue dans les années 1980. Comment s'y former ? Comment l'enseigner à des adolescents ? Plusieurs réunions ont permis de mieux dégager les problématiques, les savoirs et les méthodes. Par exemple, le colloque organisé par la régionale de Rennes le 15 octobre 1980 a rassemblé plusieurs centaines de participants et a travaillé sur la sensibilisation au génocide par le livre, par l'image – comment construit-on un film antisémite ? –, sur les déficiences des manuels scolaires ³, sur le concours de la Résistance et sur la venue des anciens déportés dans les classes. Le rôle des témoins, si capital dans l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale, a été en particulier souligné lors d'une journée d'étude organisée par la FNDIRP et l'APHG à la Sorbonne le 24 novembre 1990 ⁴.

Un dernier moyen pour sensibiliser les lecteurs d'*Historiens et Géographes* aux recherches nouvelles est la publication d'articles ou de dossiers sur une vaste question, une période précise, un événement majeur. Après le colloque sur l'enseignement des crimes nazis qui s'est tenu les 29 et 30

Jarville, *Historiens et Géographes*, n° 352, mars-avril 1996.

1. La Bretagne : hier et aujourd'hui, *Historiens et Géographes*, n° 318, mars-avril 1988.

2. Alsace, Terre rhénane, *Historiens et Géographes*, n° 347, février 1995.

3. Il y a un an l'attentat de Copernic condamné à Rennes, *Historiens et Géographes*, n° 386, oct. 1981.

4. Maryvonne Brauschweig et Annie Badower, Témoignage oral des déportés et internés dans les établissements scolaires, *Historiens et Géographes*, n° 335, févr.-mars 1992 ; voir aussi la brochure spéciale APHG - FNDIRP : *Journée d'étude du témoignage oral des déportés et internés dans les établissements scolaires*, 1992.

avril 1979 à Orléans, *Historiens et Géographes* a fait paraître une solide et claire mise au point de François Delpech sur les caractères et les étapes de l'extermination des Juifs, la persécution des Juifs en France et l'attitude du gouvernement de Vichy ¹. Les problèmes de la Seconde Guerre mondiale et de Vichy sont analysés par deux historiens Henri Michel et Jean-Marie d'Hoop ² dans deux dossiers présentant « L'Europe au début de la guerre ³ » et « L'année 1945, la fin d'une guerre » qui abordent, entre autres sujets, l'appel du 18 juin, les dernières intrigues de Vichy, le rôle du gouvernement provisoire, le retour des déportés. Plusieurs historiens allemand, italien, finlandais, tchèque, anglais ont collaboré à ces numéros.

Le voyage d'étude sur les lieux de concentration et d'extermination constitue toujours un temps fort d'intense émotion. C'est pourquoi l'Amicale des anciens déportés de Mauthausen organise en étroite coopération avec l'APHG une visite du camp ⁴. De son côté l'Amicale des Anciens déportés d'Auschwitz propose aux enseignants volontaires des voyages d'étude qui font mieux connaître la mécanique de la solution finale et comprendre pourquoi ce lieu du crime contre l'humanité est une terre sacrée ⁵. Le voyage d'étude permet « d'intégrer le témoignage dans une perspective pédagogique ⁶ ». La visite des lieux de souffrance, de combat – comme le mont Valérien, le Vercors, le Mont Mouchet –, de souvenir – comme le Mémorial du martyr juif inconnu –, des musées de la Résistance et de la Déportation est l'objet de l'attention de la revue. *Historiens et Géographes* a publié un « regard américain sur les musées de la Résistance » et un guide pratique sur le Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon ⁷.

1. F. Delpech, La persécution nazie et l'attitude de Vichy, *Historiens et Géographes*, n° 273, mai-juin 1979.

2. Henri Michel, La Seconde Guerre mondiale et Jean-Marie d'Hoop, Les problèmes de Vichy, *Historiens et Géographes*, n° 304, mai-juin 1985.

3. L'Europe en Guerre (septembre 1939-juin 1940), *Historiens et Géographes*, n° 328, juill.-août 1990.

4. Cent professeurs d'histoire à Mauthausen, *Historiens et Géographes*, n° 333, sept.-oct. 1991.

5. Jean Peyrot à Auschwitz, une classe extraordinaire d'histoire, *Historiens et Géographes*, n° 333, sept.-oct. 1991.

6. Mauthausen, Enseignement d'une visite, *Historiens et Géographes*, n° 352, mars-avril 1996.

7. Résistance et Déportation dans les Musées, *Historiens et Géographes*, n° 342, déc.

COMBATS POUR UNE EDUCATION DU CITOYEN

Dans le domaine du combat pour l'éducation du citoyen, trois types d'actions de l'APHG sont présentées dans *Historiens et Géographes*. La lutte pour le maintien de la Seconde Guerre mondiale dans les programmes, le combat pour la vérité historique et la nécessaire coopération avec les historiens des autres pays européens, en particulier les historiens allemands.

La place de la Seconde Guerre mondiale dans l'enseignement s'inscrit dans une action plus large et inlassable depuis 1976 pour reconquérir et maintenir une place équitable à l'histoire dans l'enseignement. *Historiens et Géographes* a vigoureusement combattu les projets visant à transformer l'histoire en option en Terminale, à l'époque des ministères Fontanet et Haby, tout comme elle a lutté pour redonner un contenu et un horaire à l'histoire à l'école élémentaire où elle avait été réduite à la portion congrue entre 1969 et 1979 et pour le rétablissement de l'histoire à l'écrit du baccalauréat. Parfois, cette action présente des risques. Ainsi, placer l'étude de la Seconde Guerre mondiale en classe de Première en 1988 était intéressant puisqu'elle permettait de lui consacrer plus de temps mais, placée en fin de programme, elle fut bien souvent très peu traitée. En 1998, elle sera à nouveau au programme de Terminale et ainsi abordée en début d'année ¹.

La lutte contre les négationnistes est un élément essentiel du combat de l'APHG. La déclaration de Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives sous Vichy, à *L'Express*, « à Auschwitz, on n'a gazé que des poux », avait soulevé l'indignation de l'association. En 1979, François Delpech, universitaire lyonnais a été l'un des premiers historiens à combattre les négationnistes dans *Le Monde* et dans *Historiens et Géographes* ². Les vives condamnations des propos de Faurisson et de ses émules valurent à la revue des pressions, des menaces de procès, l'exigence de droits de réponse et des attaques dans la presse d'extrême droite ³. Le discours des négationnistes,

1993.

1. Sur toute cette action voir la collection, *Historiens et Géographes* ; en particulier Jean Peyrot, Chronologie de nos calamités, n° 279, juin-juill. 1986 ; Colloque de Montpellier, *Historiens et Géographes*, n° 298, févr.-mars 1984 ; Entretiens avec Jacques Le Goff, *Historiens et Géographes*, n° 304, mai-juin 1985.

2. François Delpech, *Historiens et Géographes*, n° 273, *op. cit.*

3. Aleth Briat, À propos de la thèse scandaleuse de Nantes, *Historiens et Géographes*, n° 310, juill.-août 1986.

pervers, hypocrite, affabulateur, anti-historique a été démonté par Bernard Comte, professeur à l'Université de Lyon ¹. Pour l'APHG, il est plus que jamais nécessaire d'enseigner l'histoire à tous les élèves pour les armer contre toute tentation de falsification et de manipulation.

En outre, lutter contre le nationalisme étroit, éduquer les enfants à une connaissance et à une compréhension des peuples voisins ont été la préoccupation de la *Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie* bien avant la Seconde Guerre mondiale ². Entre 1950 et 1967, elle noue des contacts avec les historiens allemands et ouvre même des négociations et des discussions scientifiques et pédagogiques pour éliminer les stéréotypes, les fausses affirmations et les formules d'intolérance. Les rencontres aboutirent à des recommandations aux éditeurs et aux auteurs de manuels en Allemagne et en France ³. Entre 1981 et 1987, la commission franco-allemande sur les manuels scolaires élaborera de nouvelles recommandations à la lumière des programmes du secondaire et des progrès de la recherche scientifique. Parmi celles-ci, il fut écrit qu'« il conviendrait d'évoquer (dans les manuels français) l'existence d'une résistance allemande à partir de 1933 parmi les ouvriers, les étudiants et au sein des églises, ainsi que celle du 20 juillet 1944 ⁴ ».

Les représentations de la Résistance dans *Historiens et Géographes* sont pédagogiques, scientifiques et civiques. La part importante consacrée à la Seconde Guerre mondiale s'explique par la place nouvelle et plus grande qu'elle occupe dans les programmes depuis quinze ans, par les progrès de la recherche et les travaux et les témoignages sur la Shoah et par les commémorations. L'APHG est attachée aux valeurs de liberté, de démocratie, de défense des droits de l'homme incarnées par les Résistants en France, en Europe et dans le monde.

1. Bernard Comte, Le génocide nazi et les négationnistes, *Historiens et Géographes*, n° 339, févr.-mars 1993.

2. Jean-Marie d'Hoop, La coopération entre historiens français et allemands, *Historiens et Géographes*, n° 280, oct. 1980.

3. *Bulletin de la Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie*, n° 151, juin 1957.

4. Georg Eckert Institut/Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, *La France et l'Allemagne. Espace et Histoire contemporaine. Deutschland und Frankreich, Raum und Zeitgeschichte*, Braunschweig, Paris, 1988.

Elle entend les promouvoir dans le cadre de l'éducation civique. Comme l'a écrit Claire Motte, élève du Lycée Joliot-Curie à Hirson (Aisne), lauréate du Concours de la Résistance et de la Déportation en 1986 : « Souvenons-nous toujours de ces hommes et de ces femmes qui dans l'ombre ont combattu pour que nous soyons libres aujourd'hui. À notre tour, il faut mener notre combat ¹. »

Hubert TISON

Rédacteur en chef de la revue *Historiens et Géographes*

1. Cité par Louis François, Rapport du Concours, *Historiens et Géographes*, n° 312, déc. 1986-janv. 1987.

TRANSMETTRE AUX JEUNES LE SOUFFLE DE LA RESISTANCE

L'école n'a pas seulement pour fonction de transmettre des connaissances et des savoirs. Elle a aussi celle d'apprendre un certain nombre de comportements, de donner aux jeunes l'habitude de conduites allant dans le sens du règlement des conflits sur la base de la démocratie, et de leur donner le sens de ce qui fonde notre « vivre ensemble ». Elle joue donc un rôle dans l'éducation des jeunes à la citoyenneté.

Dans cette fonction, certaines disciplines sont particulièrement impliquées et particulièrement structurantes. L'histoire en fait bien sûr partie. Et au sein de ces disciplines, l'étude d'un certain nombre de moments de l'histoire est, par ailleurs, particulièrement importante du point de vue de la transmission de principes, de règles, ou, si l'on veut – le mot étant à la mode – de valeurs. Parmi ces moments de l'histoire, pour un certain nombre de raisons qui renvoient aux phénomènes historiques qui les ont marqués, figure la Seconde Guerre mondiale. Il est clair que le nazisme, les fascismes, les camps d'extermination, la Résistance (ou les résistances) sont des questions plus particulièrement concernées par cet aspect de l'enseignement qui consiste, au-delà de l'apport de connaissances – qui est, lui aussi, indispensable et qui est, bien sûr, une fonction fondamentale de l'école – à transmettre un certain nombre de valeurs.

Parler de la Résistance c'est soulever un certain nombre de questions autour d'enjeux éthiques, notamment autour de la notion de responsabilité. Qu'est-ce que c'est qu'être responsable ? Qu'est-ce que c'est qu'être complice ? Qu'est-ce que c'est que « savoir » quelque chose ? Qu'est-ce que c'est qu'être au courant d'un phénomène qui se produit dans la société où nous vivons ? Est-ce le connaître dans tous ses aspects ? Est-ce être sûr de la réalité et de l'étendue de ce phénomène ? Ou bien n'est-ce pas aussi avoir des indices de son existence ? Avoir les moyens de le connaître, si l'on veut bien s'en donner la peine ? Ce qui inclut dans la notion de responsabilité l'idée que l'on ne détourne pas le regard, que l'on cherche à savoir.

Tels sont quelques uns des problèmes que pose l'étude de la période historique 1939-1945, qui est celle de la Résistance. De ce point de vue, au-delà de l'apport de connaissance que l'enseignant doit assurer, l'évocation de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, et notamment celle de la Résistance, remplit donc une fonction d'éveil du point de vue de la nécessaire réflexion à laquelle l'école doit inciter les jeunes générations, sur ce qu'est un comportement responsable, un comportement courageux, un comportement lâche, réflexion qui a une dimension éthique et philosophique.

Le rôle de l'enseignant est alors de rendre actuelles un certain nombre de questions autour de cette période historique, qui apparaît extrêmement reculée pour les jeunes qui fréquentent l'école, même lorsque l'on fait intervenir des témoins ou des acteurs. Dans ce cas, les enfants ont beaucoup de mal à imaginer que les personnes qu'ils ont devant eux étaient des adolescents, voire des enfants de leur âge, lorsqu'ils ont été mêlés aux épisodes de l'histoire qu'ils évoquent devant eux. Même quand les témoins le disent, ils ont du mal à se le représenter. Il y a donc pour l'enseignant une difficulté à vaincre. Il doit s'efforcer de rapprocher ce passé, qui paraît lointain à l'enfant, de son propre vécu. L'intervention de témoins, d'acteurs de cette histoire, peut être un facteur qui favorise ce rapprochement, sans qu'elle soit suffisante à elle seule, et tout en posant un certain nombre d'autres questions, car le témoin, on l'a évoqué, n'est pas dépositaire de l'Histoire mais seulement de sa propre histoire, de son propre vécu. Et au fil du temps, d'autres facteurs ont influencé son propre souvenir : les récits qu'il a pu entendre et qu'il a parfois agrégés à sa propre mémoire, les choix idéologiques qui sont les siens et qui l'incitent à faire une sélection au sein de ses propres souvenirs. Autant de raisons de ne pas considérer l'appel à des témoignages en classe comme n'apportant que des

solutions. Cependant, cela peut malgré tout jouer un rôle déclencheur. Il ne faut pas écarter les témoignages mais, en essayant d'être conscient de leurs limites, y recourir chaque fois que cela est possible.

Par ailleurs, dans ce travail éducatif, il n'y a pas que l'enseignant qui doit intervenir. Parlant du point de vue d'une association d'éducation, partenaire de l'école, la Ligue de l'Enseignement, qui met en place un certain nombre d'actions pédagogiques en collaboration avec des enseignants et des établissements scolaires, je ne saurais trop insister sur l'utilité, pour l'institution scolaire elle-même, de s'associer à ce type de partenaire associatif qui lui est extérieur tout en étant proche d'elle, lorsqu'il s'agit pour elle de remplir son rôle d'éducation à la citoyenneté. L'école, dans ce domaine, ne doit pas se replier sur elle-même. L'enseignant ne doit pas rester seul dans sa classe. Les associations partenaires de l'école, qui accompagnent l'école dans son rôle, mais qui possèdent une souplesse plus grande dans leur fonctionnement, peuvent jouer un rôle important. Pour aider les enseignants à évoquer la Seconde Guerre mondiale, et particulièrement la Résistance et la Déportation, un certain nombre de structures comme les Fédérations d'œuvres laïques de la Ligue de l'enseignement, mettent au point des séjours de découverte sur le temps scolaire, qui s'adressent surtout à des élèves de collège ou de l'école élémentaire, et qui prennent souvent la forme de classes transplantées dans un site particulièrement utile à découvrir. C'est le cas, par exemple, à Caen en liaison avec le Mémorial pour la paix, des séjours organisés, depuis plusieurs années par la FOL du Calvados sont une sorte de parcours où les jeunes sont confrontés pendant une semaine à des rencontres avec des témoins, à la visite du Mémorial et à la réflexion sur ce qu'on peut y voir ainsi que la visite d'un certain nombre de sites, comme les plages où ont eu lieu le débarquement, et au visionnage de films.

Cela implique une réflexion sur la citoyenneté et l'engagement civique aujourd'hui car l'étude de l'histoire de la Résistance ne peut pas être séparée d'un certain nombre de questions qui renvoient à la société contemporaine. Bien sûr, ce serait instrumentaliser indûment l'histoire, faire preuve d'une tentative de récupération et de transposition mécanique de celle-ci, et d'un anachronisme coupable que de parler de la Résistance aujourd'hui en parlant des problèmes qui se posent dans la société actuelle. Néanmoins, en se gardant de ce type de rapprochement trop rapide, on ne peut pas complètement éluder un certain nombre de problèmes qui se développent dans la société dans

laquelle nous vivons. Car les problèmes de la xénophobie, du rejet de l'autre sont des problèmes qui ont été à la racine de l'engagement d'un certain nombre de résistants et qui se posent aussi dans la société contemporaine. Des moments comme la journée internationale de lutte contre la discrimination raciale – fixée par les Nations Unies le 21 mars – ou la semaine nationale d'éducation contre le racisme, parrainée par le ministère de l'Éducation nationale – à la fin du mois de mars –, peuvent être choisis pour relier le souvenir de la Résistance à des sujets contemporains.

Car il n'est pas possible de traiter de la Résistance comme de quelque chose de complètement révolu, de complètement dépassé, comme quelque chose qui appartiendrait à une autre époque. Maintenir vivante l'idée de la Résistance, c'est donner aussi une idée de l'élan qui a rassemblé des femmes et des hommes pour prendre des risques immenses en luttant contre l'injustice et la force de l'arbitraire. Il faut donner aux jeunes l'envie de perpétuer cet élan.

Gilles MANCERON ¹

1. Co-auteur de *Les Echos de la mémoire. Tabous et enseignement de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Le Monde-éditions, 1990.

LE MUSEE DE LA RESISTANCE EN MORVAN

Deux historiens de l'Université de Bourgogne, le Doyen Jean-René Suratteau et moi-même avons joué un rôle majeur dans la préparation et la réalisation du Musée, nous avons été les concepteurs à part entière. La première période fut une période de préparation et de collecte de documents. Elle a commencé en 1977 et a continué jusqu'à l'ouverture du musée le 26 juin 1983. Pour cela, nous avons été accueillis par le Président du Parc Naturel Régional du Morvan, Paul Flandin, et nous avons organisé à notre guise des réunions visant à confronter et à synthétiser trois points de vue : celui des historiens, celui des acteurs (Résistants et déportés, depuis le simple maquisard jusqu'au chef départemental du service national maquis), celui des témoins et des victimes (le Morvan a subi de lourdes répressions et compte plusieurs « villages-martyrs »). Les comptes rendus des témoignages et des exposés ont été consignés dans six *Courriers du Parc* sur la Résistance en Morvan ¹ et parfois conservés sous forme de bandes enregistrées. Au bout de deux ans de rencontres, nous avons présenté, à la Maison du Parc, une exposition sur « La Résistance en Morvan » qui a reçu 20.000 visiteurs en six mois. Ce test, non recherché, nous a amené à demander la création d'un musée permanent, d'autant plus que cette exposition nous avait permis de regrouper une collection considérable d'objets, de photographies, de documents de toutes sortes, ceci grâce à la personnalité

1. N° 19 (1979), 24 (1980), 26 (1981), 28 (1982), 29 (1983) et 31 (1984).

exceptionnelle de Jean Longhi, « Grandjean » dans la Résistance, chef départemental des maquis de la Nièvre. La création du Musée fut décidée en 1981.

Les historiens ont été très largement autonomes par rapport à la structure organisationnelle et aux diverses collectivités finançant le Musée, que ce soit l'État, représenté par le Ministère des Anciens Combattants (le Service de l'Information Historique dirigé par Serge Barcellini), le Conseil Régional de Bourgogne (le Morvan fait partie de ses quatre départements), le Conseil Général de la Nièvre (le Musée est installé dans ce département) et le Syndicat Mixte du Parc du Morvan (les locaux sont sa propriété mise à disposition pour le franc symbolique). Historiens, anciens résistants, déportés et témoins ont créé une association, l'ARORM (Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan) comprenant, à son Bureau, deux représentants de chacune des collectivités, mais dont le Président est un historien, à l'origine non membre de ces collectivités. Celui-ci est devenu le Directeur du Musée, qui est un musée privé, sous la tutelle du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre.

Les collectivités ont essentiellement contribué à la rénovation d'un bâtiment ancien de la Maison du Parc où a été installé le Musée et à payer les dépenses occasionnées par l'acquisition des vitrines, panneaux et éléments d'exposition du Musée. La plus grande partie des collections provient de dons gracieux et de dépôts qui ont été faits par les témoins, les anciens résistants, déportés, victimes de guerre, et collectivités locales de la région. Le Ministère des Anciens Combattants a envoyé un conservateur-scénographe, M. Le Chantoux, conservateur du Musée de Saint-Marcel en Bretagne. Son apport technique a été très important : réflexion sur les correspondances ombre et lumière selon les salles, sur l'emplacement et l'éclairage des vitrines, sur la mise en place de murs couverts d'affiches allemandes et de propagande vichyssoise. Mais les historiens de l'ARORM ont travaillé en amont en préparant soigneusement le scénario et le plan du Musée dans une optique pédagogique progressive : approche thématique et chronologique sont intimement mêlées. Le souci constant a été d'éviter de constituer un musée où la présentation des armes et des opérations militaires écraserait « l'esprit » de la Résistance (Lucie Aubrac) et de souligner l'originalité du Morvan qui a connu une Résistance de maquis. La place de la Résistance intérieure, du rôle de couches sociales variées mais à dominante populaire, des maquis de la fin 1942-1943 ont été particulièrement mises en

valeur par des documents nombreux, des photographies et des cartes. Le bilan de la coopération entre les historiens et le scénographe a été positif ; l'objectif pédagogique a été atteint et la fréquentation actuelle du musée par le public scolaire augmente régulièrement (il représente environ 30 % des 6 500 visiteurs annuels).

Le Musée réalisé, les historiens continuent à jouer un rôle actif dans son évolution. Dès le départ, le Doyen Suratteau avait créé un Centre de Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan (CERORM) s'appuyant sur les deux thèses de Jean-Claude Martinet et de Jacques Canaud¹ ainsi que sur les mémoires de maîtrise. En 1993, ce centre a été élargi à la Bourgogne en créant le CERORB (Centre de Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Bourgogne), qui fait partie intégrante de l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'Université de Bourgogne (UMR 5605) dirigé par Serge Wolikow. La recherche historique continue et le Musée en bénéficie : en 1994, une exposition sur « La libération du Morvan » a été présentée à la Maison du Parc par deux jeunes historiens du CERORB et de l'ARORM. En 1995, de nouvelles vitrines sont installées, qui présentent des témoignages sur le martyre des villages morvandiaux et des documents sur la mémoire de la Résistance. La carte sur les répressions nazies a été rénovée et des ouvrages de bonne vulgarisation sont présentés au public qui vient à Saint-Brisson. Les étudiants (ou anciens étudiants) de l'Université de Bourgogne sont étroitement associés au Musée de la Résistance en Morvan : chaque été, deux ou trois d'entre eux titulaires d'une maîtrise en Histoire contemporaine sont guides du musée, en même temps qu'interviennent d'anciens résistants et déportés comme témoins. Plusieurs d'entre eux sont membres de l'ARORM et participent à sa gestion en entrant au Bureau de l'Association. Un CD-ROM sera prochainement installé au Musée et diffusé auprès des enseignants, des élèves et du public.

Marcel VIGREUX

**Directeur du musée, Professeur émérite d'histoire
contemporaine à l'université de Bourgogne**

1. Jean-Claude Martinet, *Histoire de l'Occupation et de la Résistance dans la Nièvre, 1940-1944*, La Charité, Delayance, 1987 et Jacques Canaud, *Les maquis du Morvan, 1943-1944*, Château-Chinon, rééd. 1995.

LE MUSEE DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION DE BESANÇON

Le Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon fait partie des musées créés par des témoins, déportés et résistants à la fin des années 60. Il a connu un certain nombre d'évolutions tant dans la muséographie et le propos que dans son organisation administrative. Ouvert en 1971 dans un espace de 400 m², il devient rapidement trop exigu. Un transfert s'effectue dans le bâtiment qu'il occupe toujours à la Citadelle avec mise en place d'une nouvelle muséographie sous la direction de Denise Lorach, membre fondateur et présidente de l'association des Amis du Musée, et de François Marcot, historien aujourd'hui professeur à l'université de Franche-Comté. Épaulés par une petite équipe technique municipale et un scénographe, ils conjuguent témoignage et histoire, utilisant chronologie et approche thématique. Vingt salles sont ouvertes au public en juin 1982, allant des débuts du nazisme à la Libération. Une place toute particulière est réservée dans le cheminement à la solution finale de la question juive. Ponctuant le discours, des collections d'origine régionale, mais aussi nationale sont présentées aux visiteurs.

Dans les années 1980 le musée municipal, contrôlé par la Direction des Musées de France, se dote d'un centre de documentation et de recherche. L'équipe s'étoffe d'un conservateur municipal et d'une bibliothécaire ainsi que d'un enseignant chargé du service éducatif, détaché par le Rectorat de

l'Académie de Besançon. Un travail suivi de formation des enseignants à l'utilisation du musée et de ses outils pédagogiques est mené. Un accueil attentif est réservé au monde scolaire. Des dossiers sont élaborés chaque année, dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation, s'appuyant sur des publications récentes tentant de mettre à la portée des enseignants et des élèves les points de vue de la recherche historique. De nombreux travaux exploitant les fonds d'archives du musée sont réalisés par des étudiants de maîtrise et de troisième cycle sous la direction de François Marcot et de ses collègues de l'Université. Plus récemment, dans le cadre de manifestations temporaires et en partenariat avec des instituts de recherche et les universités, se sont tenus des colloques qui ont donné lieu à des publications.

Le centre de documentation et sa bibliothèque fonctionnent en réseau avec la Bibliothèque d'Étude et de Conservation de Besançon, la médiathèque de lecture publique et les bibliothèques universitaires. Il est abonné au Catalogue Collectif National et au réseau de prêt inter-universitaire. Des liens se sont tissés avec les lieux de mémoire et les instituts de recherche historique, allemands en particulier. Pour autant, la présentation muséographique offerte au public bénéficie-t-elle de cette recherche ? Y a-t-il un lien possible entre les historiens et le discours pédagogique du musée ? L'expérience tend à montrer la difficulté de prendre en compte l'avancée de la recherche.

Par souci de simplification et de compréhension, le discours muséographié laisse peu de place au questionnement. Appuyé sur des photographies, associé à des objets ou à des documents – et nous reviendrons sur le rôle que jouent les collections dans une présentation – il s'enchaîne en essayant de donner au public une vision construite. Il s'adresse à tous et oblige à gommer les nuances. Certaines connaissances sont considérées comme acquises, mais elles diffèrent suivant les générations et toutes ne peuvent pas être prises en compte. Par exemple, la décolonisation a effacé jusque dans le langage des appellations comme AOF et AEF. Les adolescents d'aujourd'hui connaissent le Zaïre, mais pas le Congo belge. Alors, parler du réservoir que constituent les colonies pour la France Libre nécessite de faire une page d'histoire coloniale. Pour la génération intermédiaire, il faut battre en brèche les poncifs véhiculés pendant vingt ans tels que l'idée d'une Résistance unie, d'une France séparée en deux entre Résistance et Collaboration, etc. Émettre des points de vue qui peuvent paraître contradictoires, tant les

itinéraires et les motivations sont parfois complexes, mettrait le visiteur dans l'embarras.

La visite d'un musée, aussi documenté soit-il, est totalement différente de la lecture d'un ouvrage sur lequel on peut revenir. Le visiteur est essentiellement attiré par l'iconographie et les objets. Et si le discours leur donne du sens, il n'est pas ce qui retient en premier lieu l'attention. Il est difficile de mettre en lumière une problématique. Il faut aussi avouer que la présentation technique elle-même alourdit ce manque de malléabilité du contenu. Le recours à des scénographies souvent coûteuses ne permet pas d'en changer souvent. Il est plus facile d'utiliser l'exposition temporaire thématique pour développer un nouveau point de vue. De fait, nous pouvons observer que le parti pris du Musée d'Histoire Contemporaine lié à la BDIC et situé aux Invalides, qui n'a pas d'espace permanent, parvient davantage à traiter des thèmes sensibles comme la guerre d'Algérie en complétant l'exposition par des publications de chercheurs.

On peut relever un autre handicap du musée : le fait de muséographier sacralise le propos. Nous pouvons observer cet effet au musée de Besançon, musée où certains acteurs-témoins participent encore activement à la vie de l'établissement. Être cité, servir d'exemple ou apparaître par l'intermédiaire d'un document est vécu comme un privilège, une reconnaissance. Il en découle une certaine pression pour « entrer au musée ». Paradoxalement, toute retouche, même justifiée, soulève une discussion. Elle bouleverse l'ordre établi. Or, pour les fondateurs, le musée est petit à petit devenu un mémorial. Abandonnant l'idée qu'il est lié à une démarche didactique, ils tendent à le considérer comme un monument où chacun doit trouver une place pour son action ou son martyr. Cet écueil se retrouve également au niveau du discours. La vision des témoins est celle qu'ils ont reconstruite à partir de leur vécu et d'analyses historiques plutôt anciennes. Peu nombreux sont ceux qui se sont ouverts à des démarches récentes et qui acceptent des remises en cause, même si elles sont étayées par des pièces d'archives. L'analyse plus distanciée faite aujourd'hui par les historiens de la période ne correspond pas à leur vision faite de passion, d'engagement mais aussi d'*a priori* et de mythes.

Il faut aussi évoquer le poids du politique dans cette transmission de la mémoire. La totalité des musées de la période 1939-1945, exceptés ceux dépendant du ministère de la Défense, sont liés soit à des associations, soit à des collectivités territoriales. Pour ceux qui appartiennent au domaine

associatif, leur existence durable tient à l'appui des municipalités ou des assemblées élues qui mettent à leur disposition locaux et subventions de fonctionnement. Quelques-uns d'entre eux, comme ceux de Besançon, de Champigny, de Grenoble sont contrôlés par la Direction des Musées de France et bénéficient d'une aide financière ponctuelle de l'État en matière d'investissement ou de valorisation des collections. Il existe une commission interministérielle – Anciens Combattants, Culture, Défense – qui est amenée, sur proposition, à donner en quelque sorte un label à ces musées traitant de la Seconde Guerre mondiale. Si elle peut peser par son avis sur la création, elle n'est en aucun cas décisive pour le fonctionnement, ne distribuant que très parcimonieusement des subsides par l'intermédiaire de l'un ou de l'autre de ses membres. Les musées et leur développement, voire leur maintenance, reposent sur les collectivités. Sont-ils des enjeux ? Sans aucun doute au moment de leur construction. Pour autant, y a-t-il implication du politique dans le discours ? Aucune enquête n'a jusqu'alors défriché clairement le sujet. Est-ce un tabou ? Les conservateurs sont-ils en mesure de pouvoir exprimer à haute voix les éventuelles pressions dont ils auraient pu être l'objet au moment de la conception ? Dans la composition de la commission historique chargée de l'élaboration du musée ? Dans le choix des historiens ? Directement dans la sélection des thèmes traités ? Il serait étonnant qu'aucun n'ait eu à gérer ce type de problème. Si les créations plus anciennes, comme celle de Besançon, étaient liées au monde combattant, et peut-être étaient de ce fait moins proches du pouvoir local, ce n'est pas le cas de la dernière génération : Caen, Fontaine-de-Vaucluse ou encore Lyon. Il est évident que dans un cas comme dans l'autre, des orientations sont données. La mise en valeur des faits locaux, soutenus par une documentation souvent plus abondante, et pas toujours replacés dans un cadre national, peut par exemple abuser le visiteur.

Quoi qu'il en soit, attend-on du musée qu'il véhicule d'autres images que celles de notre mémoire collective ou plutôt qu'il conforte de grands schémas sur lesquels, justement, se construit notre patrimoine historique national ?

Élisabeth PASTWA

**Conservateur du Musée de la
Résistance et de la Déportation**

LE MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE A CHAMPIGNY

L'histoire du Musée de la Résistance que j'évoquerai brièvement commence en 1964. Maurice Thorez alors député d'Ivry propose publiquement l'édification d'un musée national de la Résistance. Sans réponse des pouvoirs publics, un certain nombre d'anciens résistants et déportés, dont certains ont assisté à cette journée, créent une association se fixant pour but la création d'un tel musée. Cette association va collecter durant 20 ans, en France et à l'étranger, les témoignages de cette période. Pour la définition du projet muséographique, très tôt l'association réunit des chercheurs, des enseignants. Au cours de ces deux décennies le projet est en constante évolution. En 1983 une structure similaire mais permanente, sous la direction de l'historienne Germaine Willard, écrit le projet définitif. Le Musée est inauguré en 1985 pour le 40e anniversaire de la Libération. A la question de François Marcot pour savoir si ce musée a résulté de l'impulsion de militants communistes et la position communiste sur la Résistance, on peut estimer que la réponse est inscrite dans le titre porté par ce musée: « Musée de la Résistance Nationale ». Mais certainement la réponse est à trouver dans l'ampleur des collections, elles sont d'intérêt national pour l'ensemble de la Résistance intérieure et extérieure, dans le travail scientifique et pédagogique accompli par des historiens et des muséographes sur ces mêmes collections. Si l'impulsion de départ a été donnée

par des militants communistes, le projet dès l'origine, a été confié à des chercheurs, à des historiens, avec la volonté d'évoquer la Résistance dans la totalité de ses composantes, de ses diversités de pensées et d'actions, la richesse du legs apporté à la société française. Enfin le Musée de la Résistance Nationale est contrôlé par le Ministère de la Culture (Direction des Musées de France), et oeuvre sous convention avec le Ministère de l'Éducation Nationale.

Guy KRIVOPISKO

Conservateur du musée de la résistance nationale

LE MEMORIAL DU MARECHAL LECLERC ET DE LA LIBERATION DE PARIS ET LE MUSEE JEAN MOULIN

Quelle a été ma démarche lorsqu'on m'a chargée de la direction du Mémorial du Maréchal Leclerc et de la Libération de Paris et du musée Jean Moulin ? La première difficulté vous le comprenez est celle qu'impose le titre : constituer et animer deux musées de cette importance, d'une part, et d'autre part gérer cette entité juridique. C'est tout simplement parce qu'il y avait d'un côté le legs d'une amie de Jean Moulin à la Ville de Paris, qui avait posé comme condition de faire un musée Jean Moulin et, d'autre part, la donation de la fondation du Maréchal Leclerc à la Ville de Paris. Par ailleurs, Jacques Chirac, alors maire de Paris, s'était engagé à faire un Mémorial du Maréchal Leclerc et de la Libération de Paris. C'est ma qualité d'historienne – je venais de soutenir ma thèse d'État – et non de conservateur qui m'a valu d'être nommée à ce poste. Ma première volonté a été de constituer un conseil scientifique composé d'historiens et de spécialistes de la Seconde Guerre mondiale, dont Robert Frank, Jean Pierre Azéma, et bien d'autres. Partant du principe qu'il faut être plein d'humilité quand on aborde une telle difficulté et qu'on ne peut pas être spécialiste de tout, il s'est fréquemment réuni dans la période préparatoire. Comme me l'avait indiqué un des membres du conseil scientifique, Jean-Marie Mayeur, la difficulté dans un musée c'est de répondre à la fois au grand public, qui ne connaît pas fatalement l'histoire, aux scolaires, mais également aux

connaisseurs. Cette diversité implique des choix dans la documentation et les parcours. Il faut à la fois montrer l'attendu et l'inattendu. Une autre difficulté tenait au fait que les deux musées ne devaient pas être installés sur le même site. La première victoire du travail en liaison avec les historiens a été d'obtenir une surface suffisante pour les accueillir en un même lieu. Nous sommes partis de 700 m² pour arriver à 2 000 m². Ce premier aspect extrêmement positif, a évidemment déterminé un programme historique différent de celui qui avait été imaginé au départ.

Les historiens ont participé de deux manières à la réalisation de l'ensemble. Ceux du conseil scientifique ont tracé les grandes lignes et réalisé les choix essentiels, et un certain nombre de consultants ont travaillé sur l'utilisation de l'audiovisuel. Dès lors que nous avions d'un côté Jean Moulin et de l'autre côté le Maréchal Leclerc, nous étions conduit à faire une mise en parallèle. Nous ne pouvions pas parler de Jean Moulin sans montrer le contexte intérieur de la France et les aspects de la Résistance, Paris, Vichy et l'occupant, ni de Leclerc, sans montrer le contexte extérieur de la Seconde Guerre mondiale, et les autres aspects liés aux Forces Françaises Libres, aux Alliés et à l'Axe.

La Libération de Paris est en quelque sorte le début du dénouement : ce n'est pas la Libération de la France, mais un moment décisif puisque c'est la conjonction de la Résistance intérieure et de la Résistance extérieure, avec le concours des Alliés. C'est ce constat qui a été accepté par l'ensemble des historiens. Sous ma direction, les historiens ont travaillé en liaison étroite avec l'architecte muséographe, y compris dans la phase finale lors de l'élaboration des plans de pré-accrochage, de façon à avoir une structure la plus fine et la plus élaborée possible.

Une autre tâche importante fut la mise en place du support audiovisuel. Dans les deux musées, il y a un programme audiovisuel assez long : deux heures. Il est de présentation classique sur de petits moniteurs, pour les musées. Mais il l'est un peu moins dans la salle sur la Libération de Paris, puisque sont montrées simultanément sur quatorze écrans des images fixes et animées de la Libération de la ville : ce sont aussi bien des images de l'insurrection, que des films d'amateur et des archives américaines. Dans ce domaine, les historiens m'ont assisté pour le choix des images et pour imposer nos vues à l'établissement cinématographique et photographique des armées qui était notre prestataire.

Les deux idées majeures que nous partagions tous, c'était de ne pas réaliser une reconstitution historique faite d'images fortes appuyées par une musique indécente. Nous avons donc imposé des réalisateurs capables de travailler en parfaite collaboration avec les historiens.

Dans le conseil scientifique, il n'y avait pas de témoins. Cependant, ils ont été associés à nos travaux de deux manières. Il y a quatre ans nous avons enregistré les témoignages des grands acteurs, aussi bien les proches de Jean Moulin, comme Lucie et Raymond Aubrac, que d'anciens de la 2^e DB. Nous avons cherché à mettre en avant les motivations des différents acteurs.

Un dernier souci prioritaire fixé à l'architecte-muséographe, était de faire en sorte que ces deux musées soient évolutifs et que si un objet important arrivait ou si une évolution du discours historique se produisait, ils puissent être pris en compte sans difficulté dans le cheminement. Ces deux musées disposent d'un centre de documentation et de recherche puisque nous avons des archives, aussi bien celle de l'amie de Jean Moulin que toutes celles de Leclerc. La Ville de Paris a financé au total ces deux opérations qui ont coûté quarante-huit millions de francs. Elle a évidemment exercé un contrôle financier, et c'est bien normal. Mais elle nous a laissé complètement libres sur le plan du contenu historique. Ce fût la même chose quand l'équipe du musée a préparé le colloque sur la Libération de Paris, dans le cadre des cérémonies commémoratives du cinquantième anniversaire. Nos institutions qui n'ont pas une année de fonctionnement demandent encore à être dynamisées pour devenir des outils pédagogiques destinés aux lycéens, aux collégiens, mais également aux associations. En juin dernier nous avons présenté un dossier spécial sur le 8 mai 1945 dans *Historiens et Géographes*. Nous nous adressons également aux jeunes étudiants en accordant des aides financières pour des recherches historiques.

Christine LEVISSÉ-TOUZÉ

**Directeur du Mémorial du Maréchal Leclerc et
de la Libération de Paris et du Musée Jean Moulin (ville de Paris),
Directeur de recherche associé à l'université Paul Valéry de Montpellier**

LES IMAGES ET LES REPRESENTATIONS SPECTACULAIRES

Un des aspects les plus saillants du débat sur « les images et les représentations spectaculaires de la Résistance », même s'il n'est pas forcément le plus important, est celui des rapports entre les historiens et les professionnels des médias, entre le monde universitaire et le monde du cinéma et de la télévision. On pourra discuter le terme « spectaculaire », mais pour avoir une discussion centrée, il faut prendre le terme « image » en un sens restrictif, c'est-à-dire celui d'images animées. Pour présenter les choses rapidement, si l'on comparait la discussion d'aujourd'hui sur les images collectives de la Résistance à une discussion identique tenue il y a une vingtaine d'années, on noterait, à cause de l'évolution de la situation, trois différences majeures.

La première différence tient aux sujets retenus par les réalisateurs au cinéma ou à la télévision. En vingt ans, l'évolution a été considérable, du *Père tranquille* (1946) à *Papy fait de la Résistance* (quarante ans après), des émissions de télévision qui avaient été conçues dans les années soixante à partir des ouvrages du Colonel Rémy – comme *La ligne de démarcation* – à une œuvre comme celle de Maurice Failevic, *Capitaine Cyrano*, ou, dans l'ordre du documentaire, tout ce qui a été fait depuis *Le chagrin et la pitié*. La seconde différence tient à la levée de la censure et au recul de la frilosité. *Le chagrin et la pitié* est d'ailleurs un excellent exemple de ce qui se passait il y a vingt ans à la

télévision. La sortie du film a suscité des discussions sans fin sur l'excessive prudence de l'institution face à la Seconde Guerre mondiale. La prudence est d'ailleurs plus nette pour Vichy et la Collaboration que pour la Résistance. La différence est considérable aujourd'hui. Dans les quatre ou cinq années qui ont marqué le cinquantenaire de la guerre et de la Libération, les chaînes publiques ont consacré un nombre très important d'heures de programme au sujet. Cette évolution, qui est quantitative aussi bien que qualitative, nous amène à nous interroger. Une troisième évolution fondamentale est celle qui a rapproché historiens et hommes d'images. Les historiens, qui sont aujourd'hui sollicités par les médias n'étaient même pas contactés il y a vingt ans. La façon dont les médias, la télévision, les réalisateurs et le monde universitaire se considèrent s'est profondément transformée. Le fossé qui existait entre eux s'est en partie comblé.

À partir de ces constats simples, toute une série de questions se pose. Une première interrogation porte sur le traitement spécifique de la Résistance par les médias. Il n'est pas identique à celui qui est fait de la Seconde Guerre mondiale en général, même s'il est impossible de les dissocier lorsqu'on pose le problème à la télévision ou au cinéma. La Résistance s'inscrit dans un événement historique que nous nommerons Seconde Guerre mondiale qui s'inscrit lui-même dans une séquence historique beaucoup plus large qui inclut le nazisme. Comment la Résistance a été approchée avec le temps ? Comment qualifier l'évolution ? Il faut rappeler que la télévision et le cinéma ont été des vecteurs de mémoire privilégiés et que, par leur nouveauté et leur puissance évocatrice, ils ont joué un rôle décisif dans la constitution des représentations collectives de l'événement « Résistance » et de l'événement « Seconde Guerre mondiale ». Cela n'est pas sans poser des problèmes. Comment en est-on arrivé à la situation actuelle et au réel changement dans les représentations collectives ? Une seconde question, un peu du même ordre, tient au constat – mais on peut le contester – que les chaînes publiques ont accordé une place plus que significative, par leurs fictions et leurs documentaires, à la Seconde Guerre mondiale et à la Résistance. Quelle est la raison de ce changement capital par rapport à ce qui se passait il y a vingt ans ? Est-ce que c'est un changement propre à la télévision dans son mode de fonctionnement, dans ses dirigeants ? La question pourrait valoir pour le cinéma par rapport à ses auteurs. Est-ce que l'offre de sujets de la part des réalisateurs ou des scénaristes est plus importante qu'autrefois sur la Résistance ou la Seconde Guerre mondiale ? Est-

ce que l'augmentation de la production est la conséquence d'une offre ou le résultat d'une demande du public ? Si c'est le cas, comment peut-on l'évaluer ? Enfin, est-ce que la multiplication des témoignages et des travaux historiques sur ces questions offre des opportunités ?

Par ailleurs, le glissement sensible de la masse de la production du cinéma vers la télévision n'est pas sans intérêt. La question qui se pose est de savoir s'il s'agit d'une transmission logique d'un média à un autre du fait de l'évolution technologique ou culturelle, ou si la Résistance comme sujet, comme enjeu de mémoire ou enjeu politique constitue en elle-même un réservoir fictionnel important, attirant pour la télévision, média dominant aujourd'hui, comme il a pu l'être par le passé dans toute une veine du cinéma français. Il est clair, par exemple, qu'il y a eu une volonté des chaînes publiques, France 2 et France 3, de développer une politique concernant ces sujets, et particulièrement la Résistance. Cette volonté est-elle la réponse à un vœu du public – parce que la télévision reste quoi qu'on dise rivée au cadran de l'audimat –, à une mode ou à un souci pédagogique, civique qui viendrait d'« en haut » ? Quand il est décidé de faire un film sur cette période, est-ce que c'est parce qu'une opportunité est offerte, parce qu'il y a une demande, des financements possibles, ou est-ce que cela correspond à un désir plus profond ?

La deuxième grande série de questions ne concerne pas à proprement parler la Résistance. Lorsque les organisateurs m'ont demandé d'animer cette table ronde, la question était : « Peut-on isoler la Résistance comme sujet d'un ensemble plus vaste qui est la Seconde Guerre mondiale ? » Est-ce qu'on peut ne pas s'interroger sur le fond des rapports entre l'image et l'histoire, entre la télévision et les historiens ? Sans doute pourra-t-on trouver des déterminismes précis concernant l'histoire de la Résistance, mais le vrai problème est le rapport entre l'histoire et l'image. De ce point de vue-là, une autre série de questions se pose.

La principale est celle du partage des tâches. Si l'on compare le travail historique traditionnel au travail filmé, des œuvres de fiction comme *Capitaine Cyrano* ou des documentaires sont des œuvres historiques à part entière. Elles peuvent, même s'il ne s'agit pas d'attribuer des labels, avoir ce statut là, quand bien même les historiens professionnels ne le leur reconnaissent pas, puisqu'il est, à tort ou à raison, accepté par le public. Cela dit, il y a réellement différentes manières d'écrire l'histoire. Alors, comment se fait le partage des tâches entre historiens et hommes d'images ? Il y a d'abord le problème de la fiction qui est

évidemment tout à fait spécifique. Il y a le problème du documentaire qui n'est pas sans importance. La Résistance, par définition, est un phénomène clandestin qui a laissé peu d'images. Comment conçoit-on un film, un documentaire pour la télévision, en l'absence d'images ? Est-ce qu'on va le concevoir uniquement à partir de témoignages ? Un autre problème tient au fait que nous avons à faire à deux discours de nature différente, qui obéissent à des contraintes différentes, qui vivent dans des temporalités différentes et qui sont aussi dans des univers financiers totalement différents. Alors comment se fait la rencontre entre historiens et monde des médias ? Est-ce que l'histoire est simplement un réservoir de fictions, d'anecdotes ou est-ce qu'il y a autre chose ?

Ces interrogations reposent sur le fait qu'il existe une méfiance traditionnelle des universitaires pour le monde des médias. Ce rejet de la télévision est un vieux problème qui ne concerne ni spécifiquement les historiens ni spécifiquement l'histoire de la Résistance. Il est plus généralement le problème de l'histoire du temps présent. Il pose un réel problème parce que si les historiens ne participent pas aux œuvres de télévision ou de cinéma, d'autres feront le travail pour eux. La question n'est donc pas de savoir s'il faut y aller ou non, si les historiens seront des « vaches à lait » ou des experts, s'ils vont gagner beaucoup d'argent ou s'ils vont se faire piller. Ces questions sont secondaires. La réalité est que les historiens ne peuvent pas ignorer la télévision et qu'ils doivent se confronter aux contraintes des médias. Les choses sont complexes parce que les enjeux cruciaux qui sont au cœur de cette histoire, que ce soit celle de la Résistance ou de façon plus générale celle de la guerre, amènent à concilier des impératifs difficilement conciliables : d'un côté la pédagogie et de l'autre la mise en évidence de la complexité de l'événement ; d'un côté le devoir de mémoire – pour reprendre un impératif à la mode – et de l'autre, le devoir de vérité. Or, tous ces problèmes, lorsqu'on y réfléchit, qui sont adaptés à la télévision, sont après tout les problèmes structurels de l'enseignement. Ce ne sont pas des problèmes fondamentalement nouveaux. On peut les adapter. C'est pourquoi le refus de la télévision, l'enfermement dans une espèce de tour d'ivoire, est dommageable.

Henry ROUSSO
Directeur de l'IHTP - CNRS

LA RESISTANCE FILMEE : CONSTRUCTION D'UNE MYTHOLOGIE *

LE CINEMA EN ACTION

Avant de présenter les principales conclusions de ma recherche consacrée aux représentations cinématographiques de la Résistance, je souhaiterais apporter quelques précisions d'ordre théorique et méthodologique. Plutôt qu'à une histoire de la mémoire fondée sur le modèle de l'empreinte et s'interrogeant sur les « effets du passé sur le présent ¹ », je me suis intéressée à la manière dont le passé fut convoqué, réinventé, mis en légende par le cinéma en fonction des enjeux et des logiques du temps présent. Cette problématique des usages cinématographiques de l'histoire m'a inspiré une méthode d'analyse qui applique au domaine du film certaines propositions formulées par Bruno Latour dans la *Science en action* ².

* Cette communication reprend et condense quelques-unes des thèses développées dans mon livre *Les écrans de l'ombre. La Seconde Guerre mondiale dans le cinéma français*, à paraître à CNRS éditions en mars 1997.

1. Cf. Marie-Claire Lavabre, *Du poids et du choix du passé. Lecture critique du « Syndrome de Vichy »*, *Cahiers de l'IHTP*, n° 18, juin 1991, p. 177-185.

2. Bruno Latour, *La Science en action*, Paris, La Découverte, 1989.

Au lieu de considérer en effet le cinéma comme une boîte noire dont on n'étudierait que les entrées (l'histoire du temps présent) et les sorties (les « films faits »), il s'agit de pénétrer à l'intérieur de la boîte noire afin de remonter en amont dans le processus de fabrication du film. Cette démarche suppose d'assembler les couches d'écriture de ce que j'appelle le « film-palimpseste » ; les versions successives des scénarios et découpages, les contrats et les budgets, les dossiers de la commission de censure, les correspondances croisées entre les réalisateurs, les producteurs et les commanditaires, constituent autant de traces révélatrices des discussions et des éventuelles controverses cristallisées autour de la représentation cinématographique de la Résistance. Les films des années 1944-69 apparaissent ainsi comme le résultat d'un vaste travail de médiation et d'arbitrage entre les stratégies politiques, personnelles, commerciales, artistiques, professionnelles qui entrèrent en jeu et en concurrence dans leur phase d'élaboration. Une telle approche permet de repérer, pour la période 1944-1969, trois grandes phases de mise en légende de la Résistance articulées autour de points d'inflexion majeurs de l'histoire institutionnelle ¹.

LES PREMIERES FORMULATIONS DU MYTHE HEROÏQUE (1944-1946)

Le cinéma de la Libération se singularise non seulement par l'importance quantitative des films réalisés sur la Résistance ², mais également par la porosité des frontières entre le politique et le cinématographique qui vit les acteurs de la Résistance cumuler les fonctions de producteurs, de censeurs et de sujets de la représentation. Cette configuration spécifique s'exprime dans la diversité des instances cinématographiques qui entrèrent en jeu pour la fabrication de la geste héroïque : le pôle institutionnel du Service Cinématographique aux Armées (SCA) ; le pôle d'obédience communiste du Comité de Libération du Cinéma Français (CLCF) ; le pôle commercial, concepteur des premières fictions sur la Résistance élaborées suivant les règles usuelles de la profession.

Constitué au cours de l'été 1944 et placé sous la tutelle du ministère de la Guerre, le SCA fut chargé de couvrir les ultimes combats des militaires français.

1. Cette coïncidence entre les fluctuations du politique et du cinématographique a été envisagée comme une question, un point de départ et non comme une solution.

2. Une trentaine de films répartis à part égale entre fictions et documentaires.

Ces images alimentèrent la presse filmée de la Libération avant de servir à l'élaboration d'une série de courts et longs métrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale qui virent le jour entre mai et décembre 1945.

La première tâche assignée aux documentaristes consistait à redorer le blason de l'institution militaire tout en illustrant le mythe gaullien de la « vraie France » exprimé dans les discours et les actes commémoratifs de l'immédiat après-guerre¹. Les films du SCA prirent également part à la bataille de mémoire engagée par le pouvoir gaulliste sur le double front hexagonal et international. Centrés sur la geste des FFL, les récits confortaient la politique de grandeur du général de Gaulle en exagérant, au détriment des forces anglo-saxonnes, l'importance quantitative et stratégique de la participation française à la lutte de Libération. Si les Alliés furent sacrifiés à la logique du rang, les FFI le furent à celle du retour à l'ordre. Évoquant les épisodes de la libération de Paris, le film *Caravane blindée*, passe ainsi sous silence l'insurrection populaire et le rôle joué par la Résistance intérieure. La libération de la ville, illustrée par les images des chars Leclerc, est attribuée à la seule 2^e DB dont on nous dit qu'elle eut la charge de « nettoyer le pavé parisien » et de remettre de l'ordre dans la capitale.

Cette relégation des FFI, qui est une constante dans les films du SCA, profitait au général de Gaulle, objet d'un processus de divinisation qui contribuait à faire se joindre en sa personne la volonté du prophète et l'expression des vertus nationales. Les versions variaient cependant dès lors qu'il s'agissait de capitaliser cette gloire au service des combats politiques de l'après-guerre. Rien n'exprime mieux cette divergence que les épilogues de *La Marine au combat* (commandité par le ministère de la Marine) et de *La Grande épreuve* (patronné par le ministère de la Guerre et commenté par André Gillois). Pareillement consacrées au défilé parisien du 18 juin 1945, ces séquences finales diffèrent par le choix et l'agencement des images ainsi que par le commentaire chargé de leur donner sens. Au moyen d'une série de plans d'ensemble sur les troupes défilant de l'Arc de triomphe à la Concorde, *La Marine au combat* met l'accent sur l'hommage rendu par la foule aux valeureux guerriers. Les prises de vues s'arrêtent aux marches de l'estrade de la Concorde où se tenait le général de Gaulle, exclu de ce fait de la représentation. Le montage de *La Grande épreuve* propose au contraire une série de gros plans de l'homme du 18 juin

1. Cf. Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy de 1944-198...*, Paris, Le Seuil, 1987, rééd Points Histoire, 1990.

vers lequel converge le flot des militaires. La séquence se prolonge par le défilé des « compagnons d'armes » Leclerc, de Lattre, Monsabert, Béthouart et Kœnig, dressés dans leurs Jeeps pour saluer le Général, au pied de la tribune officielle. Cet échange d'hommages est transformé par le récitant en dividendes politiques, au profit du chef du Gouvernement Provisoire : « le peuple de Paris est venu saluer celui qui n'a pas désespéré du peuple. L'armée, la marine, l'aviation saluent celui grâce à qui la France ne fut jamais absente de la guerre. Celui qui avait dit " la France n'est pas seule ", celui-là n'est plus seul aujourd'hui ».

Fleuron de la propagande officielle, *La Grande épreuve* fut fréquemment utilisée par le pouvoir lors des grandes messes du souvenir de l'année 1945 qui s'inscrivirent sous le signe d'une bataille de mémoire gaullo-communiste¹ à laquelle prit également part le Comité de Libération du Cinéma Français (CLCF).

Créé à la fin de l'occupation par la fusion de deux organisations de Résistance du 7^e Art (le Réseau des syndicats dirigé par le cinéaste communiste Jean-Paul Le Chanois et la section cinéma du Front national), le CLCF était relié au CNR et présidé par le comédien Pierre Blanchar. Son premier titre de gloire fut la réalisation du film *La Libération de Paris* tourné par ses opérateurs dans la capitale insurgée. En octobre 1944, le Comité mettait en place une coopérative de production qui lui permit de réaliser des films tels que *La Bataille du rail* ou *Au cœur de l'orage* (film de Le Chanois consacré au maquis du Vercors et réalisé, pour une part, à l'aide d'images tournées clandestinement en mai 1944).

L'examen de ces différents films et des débats qui eurent lieu à l'occasion de leur élaboration permet de mettre en évidence une série de décalages entre les impératifs historiographiques du PCF et les récits construits par les membres du CLCF. En privilégiant le combat livré dans l'hexagone par la Résistance intérieure, les productions du Comité de Libération s'inscrivaient de plain-pied dans la logique commémorative du « Parti ». Suivant un modèle inverse de celui de *Caravane blindée*, *La Libération de Paris* défendait ainsi la thèse d'une bataille livrée et gagnée par les FFI avant l'arrivée des troupes du général Leclerc, cantonnées dans le rôle de simple force supplétive. Pour autant, le film n'œuvrait guère à la légitimation du Front national et des FTP : plutôt que de mettre en scène les organisations résistantes, les auteurs préférèrent

1. Cf. Gérard Namer, *Batailles pour la mémoire. La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Paris, Papyrus, 1983.

glorifier Paris et ses habitants levés en masse pour se délivrer du joug allemand. À la logique partisane, les auteurs (qui n'étaient d'ailleurs pas tous membres du PCF) avaient en effet substitué une stratégie de conquête du succès auprès d'un large public afin d'asseoir la crédibilité de leur groupement cinématographique. Ce choix ne se fit pas sans débat et désaccord au sein du CLCF dont certains membres critiquèrent vertement les « carences idéologiques » du film.

La genèse du documentaire *Au cœur de l'orage* confirme cet affrontement entre deux logiques de légitimation. En concevant son projet, Le Chanois entendait célébrer l'unité de la Résistance (sur un sujet qui ne s'y prêtait guère) afin de réaliser un film consensuel, susceptible d'être salué par le plus grand nombre ; sur cette quête de consécration professionnelle se greffaient des enjeux personnels de clarification (s'il avait dirigé le Réseau des syndicats, Le Chanois avait, dans le même temps, travaillé comme scénariste à la Continental, firme allemande dirigée par Alfred Greven). Dans les premières versions de son scénario, le cinéaste communiste fit preuve d'un irénisme à tout épreuve, évoquant les relations fraternelles entretenues par les combattants avec les services de la France libre et assurant la part du lion aux officiers d'active. À telle enseigne que les représentants de la Commission Militaire Nationale (coproductrice du film) firent savoir qu'ils ne pouvaient donner, en l'état, leur aval à une œuvre qui présentait « la Résistance Française sous un aspect erroné et incomplet et risqu(ait) ainsi de nuire gravement à la propagande nationale ¹ ».

Le discours de classe, autre pierre de touche de l'historiographie communiste, fut lui aussi largement édulcoré par les auteurs du Comité de Libération. Les différentes étapes du scénario de *La Bataille du rail* et la correspondance échangée par les différents participants montrent que le projet, initialement conçu comme un hommage à la classe ouvrière, fut détourné et capitalisé par la direction de la SNCF, commanditaire du film, qui entendait assurer la promotion de la famille du rail en son ensemble. Ce glissement d'une logique de classe à une logique d'entreprise se lit d'emblée dans les versions successives du prologue : pour désigner les acteurs de la résistance ferroviaire, la première mouture évoque les hommes de Résistance-Fer ; la seconde parle

1. Lettre de la CMN au CLCF, 27-7-45, archives de la Cinémathèque française, fonds Le Chanois (LC 89).

des cheminots, comme d'une entité indivisible ; la version définitive a recours à une abstraction, en rendant hommage à l'action résistante « des chemins de fer ». Cette volonté promotionnelle est confirmée par les remaniements du montage : à la demande de la SNCF, René Clément fut par exemple obligé de rajouter la scène où l'ingénieur des chemins de fer vient féliciter les hommes du Poste de commandement, laissant par là même supposer que l'exemple venait de haut et que toute la SNCF de la base au sommet était engagée dans la Résistance.

Contrairement aux documentaristes du SCA, les membres du CLCF étaient en même temps partie prenante d'une sphère cinématographique dont ils adoptaient les logiques de fonctionnement et au sein de laquelle ils développaient leurs propres stratégies professionnelles. Il reste précisément à examiner les fictions conçues à la même période dans le strict cadre du cinéma commercial.

Dès août 1944, dans un milieu professionnel désorganisé par les pénuries et la mise en place des procédures d'épuration, de nombreux producteurs, réalisateurs et scénaristes eurent l'idée de s'emparer des exploits de la Résistance. Entre octobre 1944 et la fin de l'année 1945, près de deux cents scénarios furent ainsi élaborés sur ce sujet porteur. Ces projets furent soumis au service cinématographique de la Commission Militaire Nationale qui cumulait ses fonctions de producteur avec celles de censeur occulte. Ce service dirigé par le cinéaste et résistant André Michel avait en effet obtenu des professionnels qu'ils lui soumettent tous leurs scénarios consacrés à la lutte clandestine, avant d'en envisager le tournage. Assisté des frères Alekan et de lecteurs épisodiques, tel l'écrivain Vercors, le service d'André Michel opéra un tri très rigoureux puisqu'il ne retint finalement qu'une quinzaine de scénarios sur la masse impressionnante de textes qui lui furent soumis.

L'examen des films finalement réalisés permet de mettre en évidence, par delà la diversité des mises en intrigues, une matrice narrative commune fondée sur l'exploitation des ressources épiques et pathétiques de la lutte clandestine.

En magnifiant les faits d'armes et les actions d'éclat au détriment d'une résistance non armée, moins spectaculaire et plus routinière¹, ces films contribuèrent à fixer un légendaire dont Pierre Laborie a montré qu'il cristallisa

1. *Le Père tranquille* (René Clément) fut réalisé plus tardivement, au cours de l'année 1946.

dès l'Occupation sur le mode de la rumeur et du fantasma¹. Les fictions entretenaient dans le même temps le culte des martyrs au moyen de séquences récurrentes consacrées à la torture et à l'exécution des « patriotes » qu'inspiraient fréquemment la scénographie du chemin de croix. Comme l'affirme Jacques Sémelin, invoquer le prix du sang était une autre façon de mythifier l'armée des ombres « en l'inscrivant dans une culture du sacrifice, qui force le respect et légitime le discours de celui qui parle au nom des morts² ».

Culture du sacrifice, mythe de l'union sacrée, épopée du peuple en armes, autant de composantes de la légende héroïque qui furent remises en cause par le cinéma des années 1947-57.

L'INVERSION D'UN MYTHE

Les prémices de la guerre froide contribuèrent en premier lieu à modifier les conditions d'exploitation de la Résistance comme l'attestent les ultimes développements du projet *Au cœur de l'Orage*.

En 1947, Jean-Paul Le Chanois mettait la dernière main à un montage du film qui tenait compte des réserves émises par la CMN en réservant désormais une place de choix à la Résistance communiste³. Cette version remaniée fut sévèrement critiquée par les résistants gaullistes de l'Amicale des Pionniers du Vercors qui, à leur tour, firent savoir qu'ils empêcheraient la sortie du film si de nombreuses modifications n'y étaient pas apportées. Après avoir été remis une dernière fois sur le métier, le film fut présenté en août 1948 dans sa version finale. Il fut alors abusivement détourné par la presse communiste pour servir de pièce à conviction dans la nouvelle bataille du Vercors engagée par Fernand Grenier dans les colonnes des *Lettres Françaises*. Les critiques communistes utilisèrent en effet le film pour accuser de Gaule, le BCRA et les Américains d'avoir volontairement piégé les résistants du Vercors. À l'usage légitimant de la Résistance succédait une entreprise de discréditation de l'ancien allié devenu un ennemi politique à la faveur de la guerre froide.

Mais le cinéma de la période 1947-57 se caractérise surtout par une remise en cause radicale de la mythologie héroïque héritée de la Libération. Celle-ci

1. Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 300-301.

2. Jacques Sémelin, Qu'est-ce que résister ?, *Esprit*, n° 198, janv. 1994, p. 63.

3. Cf. Sylvie Lindeperg, *Au cœur de l'orage*, film palimpseste, *Cinéma/bèque*, n° 1, 1991.

s'exprima par l'émergence d'acteurs occultés (prisonniers de guerre ; victimes de l'épuration...) mis au service d'une philosophie désenchantée de l'histoire. La fable de l'union sacrée et la culture du sacrifice se trouvèrent contestées par de nouveaux récits qui réinvestissaient les conflits au sein de la communauté nationale (collaborateurs contre résistants ; épurés contre épurateurs) tout en repensant les rapports de l'individu à la Nation.

On en trouve une illustration exemplaire dans le film *Nous sommes tous des assassins* réalisé par André Cayatte en 1952 ; le personnage principal en est un garçon alcoolique et illettré enrôlé par hasard dans un réseau de Résistance dont il devient l'exécuteur des basses œuvres. Après la Libération, Le Guen continue d'assassiner par habitude et par désœuvrement ; il est alors jugé et condamné à mort au nom d'une société que Cayatte désigne comme la seule vraie coupable de ses pulsions meurtrières. En effet, à l'image d'une guerre école d'héroïsme, le cinéaste substituait celle d'un conflit pourvoyeur d'une violence virale, brouillant à l'envi les frontières entre le Bien et le Mal. Retournant l'imagerie héroïque et manichéenne forgée à la Libération, le cinéaste présentait la lutte clandestine sous un jour fort peu complaisant qui déniait la valeur de l'acte résistant pour insister sur son coût et ses conséquences néfastes (des attentats perpétrés par Le Guen, le film ne montre que les images de soldats morts, montées en alternance avec les listes d'otages exécutés en repréailles par les autorités allemandes).

Au nom d'une indistinction des victimes de la guerre et de l'épuration, les films de Cayatte, comme d'ailleurs ceux de Clouzot ¹ faisaient entrer le cinéma dans l'ère de la « crise sacrificielle » (René Girard) ² c'est-à-dire de la perte de la différence entre la violence légitime (celle du combat résistant et de l'épuration) et la violence illégitime (celle de l'occupation et de la répression allemande).

Si ces nouvelles reconstructions du passé se nourrissent largement du nouveau contexte politique de guerre froide, elles trouvèrent une part de leur fondement dans l'histoire propre du champ professionnel. La contestation de la mythologie héroïque, qui passait souvent par l'institution substitutive d'une légende noire, fut largement le fait de cinéastes qui avaient eu maille à partir avec

1. Cf. *Manon* et *Le Retour de Jean* sketches du film collectif *Retour à la vie*.

2. « Quand cette différence est perdue [écrit René Girard] il n'y a plus de purification possible et la violence impure, contagieuse, c'est-à-dire réciproque, se répand dans la communauté » (*La Violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972, coll Pluriel, p. 77).

les commissions d'épuration cinématographique ¹.

Cette nouvelle imagerie de la Résistance franchit sans difficultés le cap de la commission de contrôle, reprise en mains par le représentant du ministère de l'Intérieur qui avait officié pendant l'Occupation au sein de la censure vichyste. Significativement, le retour au pouvoir du général De Gaulle, marqué par une nouvelle floraison de récits héroïques, se traduit par un regain de vigilance de la commission de contrôle, désormais attentive à ce qu'aucune atteinte ne soit plus portée à l'honneur et à l'image de la Résistance. . .

LA TRANSLATION DU MYTHE HEROÏQUE

Ce second cycle héroïque se caractérisa par une double modification des enjeux et des conditions de prises de parole. La bataille de légitimité gaullo-communiste fut ainsi recadrée au sein du pôle de production commerciale sous la forme d'un « duel-duo » entre « les deux ailes marchantes issues de la Résistance ² ». Lancé à l'initiative du producteur Paul Graetz, le projet de *Paris brûle-t-il ?* fut ainsi conjointement contrôlé par les pouvoirs publics (qui délivrèrent les autorisations de tournage dans les rues et les monuments de la capitale) et par le PCF qui délégua Rol-Tanguy comme conseiller historique auprès de René Clément.

Les traces d'écriture des différents films de la période témoignent par ailleurs d'un réinvestissement gaullien sur la Résistance intérieure : au jeu de rôles entre FFI et FFL se substituait désormais la tentative de contrôle hégémonique sur l'histoire de la lutte clandestine. Dans le même temps, les négociations se déplaçaient des entités collectives vers les acteurs individuels. Motivée à la Libération par la seule valorisation des groupes et des familles politiques, la geste héroïque devait désormais légitimer individuellement les personnalités issues de la Résistance, en fonction de leurs trajectoires politiques ultérieures. Dans *Paris brûle-t-il ?*, les fidèles du Général et les ministres en exercice (Jacques Chaban-Delmas ; Edgar Pisani) furent particulièrement flattés tandis que Georges Bidault, entré en dissidence, était

1. Clouzot fut suspendu *sine die* par les commissions d'épuration ; Cayatte fut relaxé après une longue procédure (son dossier ne fut définitivement classé qu'en 1947), cf. J.-P. Bertin-Maghit, *Le Cinéma sous l'Occupation*, Paris, Orban, 1989.

2. Pierre Nora « Gaullistes et communistes », in *Les Lieux de mémoire. Les France. Conflits et partages*, Paris, Gallimard, 1992, p. 349 et 374.

biffé de la représentation. Victime de la purge communiste de 1960, Maurice Kriegel-Valrimont était l'autre grand absent du film : au mépris de toute vérité historique, il fut notamment remplacé par Rol-Tanguy dans la séquence consacrée à la réunion du COMAC qui dénonça le principe de la trêve le 21 août 1944.

Ce recentrage sur les individus témoignait également d'une nouvelle vision de l'histoire marquée au sceau du providentialisme. À l'imagerie du peuple en armes, à la croyance prométhéenne dans la capacité des hommes à agir collectivement sur leur propre destin, se substituait une philosophie personnaliste réduite aux interventions de quelques personnages charismatiques. Cette conception de l'histoire fit largement le jeu du général de Gaulle : au moyen de doublures ou d'images d'archives, fictions et documentaires célébraient la gloire du Sauveur, transfiguré en père de la nation.

Majoritairement conçues par une nouvelle génération de cinéastes, les comédies résistantes prolongeaient le culte de l'homme providentiel en celui du « héros-malgré-lui » trouvant dans la tourmente de l'Occupation l'occasion de transcender sa propre condition. Au martyrologe de la Résistance se substituait l'image d'une guerre fraîche et joyeuse, pourvoyeuse d'aventures galantes, conciliant un devoir patriotique décliné sous sa forme chauvine avec l'épanouissement de stratégies personnelles.

En menant à son terme le passage de relais, d'une génération témoin à une génération nourrie par les seuls échos de l'image et du verbe, les années soixante-dix allaient définitivement tourner la page pour reconvertir en pure jouissance esthétique les capacités d'enchantement politique du passé.

Sylvie LINDEPERG

Maître de conférences à l'université de Southampton

LE CINEMA COMME ACTE DE RESISTANCE ?

Dans la France des années noires, la propagande filmée – actualités ou documentaires – était-elle si efficace qu'elle ait permis à « l'Œil de Vichy » d'exercer avec succès son pouvoir de représentation et de persuasion sur le monde des spectateurs, y compris dans les œuvres de fiction ? De manière plus générale, un État, un gouvernement, une institution publique peuvent-ils contraindre un réalisateur à orienter l'écriture et la mise en scène d'un film de fiction ou d'un documentaire vers une propagande délibérée et explicite ?

Quand Leni Riefenstahl accepte de tourner, dès 1933, *Sieg des Glaubens*, puis en 1934, *Triumph des Willens*¹, elle construit progressivement sa mise en scène, par des choix techniques et esthétiques, en même temps que les nazis règlent ce qui deviendra bientôt le rituel des manifestations du Parti. C'est cette simultanéité qui garantit l'autonomie, si ce n'est du sens, en tout cas de la propagation par l'image de la vision nazie de l'histoire. Il n'y a pas la production d'un événement, puis sa représentation cinématographique, le tout sous le contrôle absolu d'un pouvoir qui serait capable d'asseoir sa doctrine et de la mettre en pratique en la légitimant ou en l'exaltant par l'image. En 1936, tournant dans les conditions du direct l'« événement » des jeux olympiques de Berlin, la cinéaste arrive avec difficulté à mettre en valeur le « personnage » du Führer, desservi par une situation protocolaire peu valorisante. En revanche, et alors

1. *Triomphe de la volonté*.

qu'Hitler, à ce moment-là, quitte le stade, furieux, elle s'attarde sur la victoire de Jesse Owen, d'une tout autre charge symbolique : dans ce documentaire – *Olympia*¹ – elle fait « fictionner » l'athlète noir américain à la fois parce qu'il est le meilleur dans sa discipline sportive, mais aussi pour ce qui l'attire en lui et qu'elle filmera à nouveau chez les Noubas². L'équilibre entre le respect du cahier des charges fourni par son commanditaire et l'expression de ses envies personnelles conditionne la réussite de la collaboration entre Leni Riefenstahl et les dignitaires de l'Allemagne nazie.

Une telle opportunité n'a existé ni dans les films de fiction réalisés sous le Troisième Reich ni dans l'ensemble de la production cinématographique française entre 1940 et 1944. Par ailleurs, imaginer qu'un auteur-réalisateur puisse soumettre son travail de création à la seule logique d'une propagande politique n'a pas de sens, d'autant plus que les grands cinéastes – Fritz Lang comme Jean Renoir – avaient préféré partir.

Si la France occupée ou la politique de Vichy n'ont pas été magnifiées par l'image, les actes des résistants n'ont pas davantage réussi leur translation filmique, même en tenant compte de l'interdit officiel de leur figuration. Peut-on néanmoins repérer, ici ou là, des traces de la représentation de l'idée même de résistance dans la médiation d'un récit cinématographique ? Pour Serge Daney, la réponse est d'abord à chercher dans les conditions matérielles et idéologiques de la fabrication des films : « Le cinéma français de “qualité” est absolument contemporain d'une période qui a duré de 1940 à tard dans les années cinquante. C'est une période d'étouffement, d'étouffement absolu, une période de suite de la Collaboration... Tous ces films ont des points communs : ce sont des films de studio ; la France est occupée et le studio représente l'Occupation dans le champ du cinéma... Je ne dis pas du tout : vive la sublime résistance – qui n'a d'ailleurs rien filmé – et à bas les horribles planqués... Quand Elina Labourdette dit, à la fin des *Dames du bois de Boulogne* : “je reste, je lutte”, pour Jean-Luc Godard, c'est la seule parole de résistance qu'on ait entendue dans tout le cinéma français pendant la guerre. Elle le dit d'une voix blanche et moi, ça me bouleverse. Je sens bien qu'à ce moment-là, Bresson et d'autres sont en train d'inventer un cinéma et Bresson

1. *Les Dieux du stade*.

2. Tribus du sud du Soudan qu'elle a photographiées et filmées lors de plusieurs expéditions dans les années soixante.

n'est ni un résistant, ni un homme de gauche, ce n'est pas du tout en termes idéologique ¹. » Du coup, l'idée d'un âge d'or du cinéma français développée après 1945 pour qualifier la période des années noires pourrait faire sens : le monde très conservateur de la profession s'est accommodé d'une situation qui lui permettait d'éviter aussi bien la « Collaboration » que la « Résistance » filmée. La précarité des conditions de travail des techniciens, la fragilité de la vie des comédiens, ont souvent eu raison d'autres exigences qu'on voudrait les voir se donner et assumer de façon exemplaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle leur milieu ne peut pas constituer un observatoire de comportements qui pourrait éclairer ceux de la société française entre 1940 et 1944.

Dans leurs analyses, Jean-Pierre Bertin-Maghit comme François Garçon ² font observer que le cinéma français ne fait que reproduire des systèmes de pensée hérités de l'époque qui le précède tandis que, sous l'Occupation, les cinéastes « n'ont reçu aucun mot d'ordre ni des Allemands, ni de Vichy ». « Mettons que l'information ce soit cela, le système contrôlé des mots d'ordre qui ont cours dans une société donnée », propose Gilles Deleuze. « Qu'est-ce que l'œuvre d'art peut avoir à faire avec cela ? [...] L'œuvre d'art n'est pas un instrument de communication. [...] L'œuvre d'art ne contient strictement pas la moindre information. En revanche il y a une affinité fondamentale entre l'œuvre d'art et l'acte de résistance ³. » Cet acte de résistance, va-t-on finalement le rechercher dans la période postérieure à Vichy, à travers une production documentaire et des fictions réalisées après-coup ? Dans l'établissement d'une mémoire savante et publique, les images ont sûrement eu leur rôle à jouer, ne serait-ce que pour reconstruire, selon la courbe de température du « syndrome de Vichy » analysée par Henry Rousso, les rapports des Français aux années noires. Or, devant l'exemple peut-être le plus saillant – la mode des films « rétro » des années 1970 –, Michel Foucault avait bien perçu les ambiguïtés d'une représentation ainsi distanciée : « quand on voit ces films, [avait-il expliqué aux *Cahiers du cinéma*], on apprend ce dont on doit se souvenir :

1. Extrait de l'entretien que le magazine *Océaniques* lui a consacré en 1992 sur FR3.

2. Jean-Pierre Bertin-Maghit, *Le cinéma sous l'Occupation. Le monde du cinéma français de 1940 à 1946*, Paris, Olivier Orban, 1989 ; François Garçon, *De Blum à Pétain. Cinéma et société française (1938-1944)*, Paris, Éd. du Cerf, 1984.

3. « Avoir une idée en cinéma », Christian Delage [dir.], *Ecrits, images et sons dans la Bibliothèque de France*, Paris, IMEC/Bibliothèque de France, 1991, p.163-173.

“Ne croyez-pas tout ce qu’on vous a raconté autrefois. Il n’y pas de héros. Et s’il n’y a pas de héros, c’est qu’il n’y a pas de lutte. D’où l’ambiguïté : d’un côté, il n’y a pas de héros”, c’est un déboulochage positif de toute une mythologie du héros de guerre à la Burt Lancaster. C’est une manière de dire : “La guerre, c’est pas ça !” D’où une première impression de décapage historique : on va enfin nous dire pourquoi on n’est pas tous tenus de nous identifier à De Gaulle ou aux membres de l’escadrille Normandie-Niemen, etc. Mais sous la phrase : “il n’y a pas eu de héros”, se cache une autre phrase qui est, elle, le véritable message : “Il n’y pas eu de lutte”. C’est en cela que consiste l’opération ¹ ». Plus qu’une « reconstitution » – modèle du récit hollywoodien – ou une « reconstruction » – modèle du récit historique critique –, l’approche cinématographique des années soixante-dix exprime, souvent en creux, l’impossibilité de faire « fictionner » les hommes et les actions de la Résistance, bref de médier par une narration des luttes « positives ».

Si l’on veut bien admettre que *Le Chagrin et la pitié* ou *Lacombe Lucien* sont cependant des exceptions au sein même de la production cinématographique française ayant plutôt choisi de montrer les luttes « négatives », le problème se déplace alors vers la relative incapacité des Français à filmer leur propre histoire. Cette aporie n’est pas seulement historique, mais aussi esthétique, et constitue l’une des différences majeures avec le cinéma américain. La première difficulté provient certainement de la corrélation entre l’exemplarité de l’histoire de France et la qualité critique de son école d’interprétation historique. Dans les récits qui circulent, la part de la mémoire savante est si prégnante que les cinéastes ont du mal à se réapproprier ce qui a été configuré dans un discours rationalisé. D’autre part, la préférence souvent donnée à la dimension littéraire ou dialoguée de l’écriture cinématographique constitue un puissant frein à la translation filmée d’une histoire où l’imaginaire est souvent tenu à distance. Enfin, le repliement sur soi imposé par Vichy à la société française a d’autant plus favorisé la dynamique créatrice du seul pays qui pouvait promettre, y compris pendant la guerre, un monde encore chantant et dansant : l’Amérique.

Christian DELAGE

Université de Paris VIII / IHTP

1. Michel Foucault, Entretien à propos de *Portier de nuit* et *Lacombe Lucien*, *Cahiers du cinéma*, 251-252, juill.-août 1974.

LES IMAGES, LA TELEVISION, L'HISTOIRE ET LES HISTORIENS

Je voudrais parler d'un univers qui n'est pas celui de l'écrit, mais celui de l'image. Je vais commencer par énoncer quelque chose qui va vous paraître comme une banalité. Malgré toutes les réserves que nous pouvons faire sur la difficulté de la recherche historique, on peut dire que globalement l'écrit apporte la distance, la subtilité, la complexité. Les sources sont autant que possible clairement identifiées et le but de l'écrit est de provoquer la réflexion, d'apporter un savoir et une connaissance.

L'image – et je parlerai essentiellement de l'image de la télévision – fonctionne sur l'identification, l'émotion, la simplification. L'image n'aime pas la complexité. Elle suscite l'adhésion ou le rejet, elle fabrique, au sens strict même, des clichés. En elle-même elle prête le flanc plus que l'écrit à la manipulation et à l'ambiguïté. Au lieu de clarifier les enjeux, elle les trouble souvent, étant rétive à tout travail précis d'identification des sources. L'image surfe sur l'ambiguïté et le mélange des genres. Il suffit de regarder le journal télévisé tous les soirs pour s'en persuader. On ne sait jamais très bien où nous en sommes, entre « l'info » et « l'intox », le reportage et la reconstitution, l'enquête et ce que nous appelons maintenant les « dispositifs de plateau », tous ces pseudo-débats d'où est censé sortir la vérité. Enfin, l'image aime beaucoup les héros : les séries qui sont construites actuellement ont pour personnage principal ce que nous

appelons un « héros récurrent », « l'instit. », le juge, le « flic », l'assistante sociale.

LA FORCE DE L'IMAGE

Il y a donc un problème de fond quand on traite l'histoire par l'image et *a fortiori* sur une période aussi complexe et obscure que la dernière guerre et singulièrement la Résistance. Les choses ne sont déjà pas simples par l'écrit elles le sont donc *a fortiori* encore moins par l'image. C'est que l'image fait des effets et les effets d'image interfèrent avec la recherche historique parce qu'ils sont difficiles à maîtriser et à contrôler. On peut prendre comme exemple les images de propagande qui ont été étudiées, conçues et réalisées dans un but de séduction et de fascination. Ces images-là, il est très difficile de les utiliser quand on fait un montage pour un documentaire ou un magazine comme *Les brûlures de l'histoire*, sans leur redonner un nouvel impact parce que c'est précisément pour ça qu'elles ont été faites. Il est très difficile de les utiliser sans les détourner, sans les casser, mais c'est ce qu'il faudrait arriver à faire. La série allemande consacrée à Hitler récemment diffusée sur Arte utilise beaucoup ces images-là, ce qui permet de mesurer la difficulté de leur emploi. Les auteurs des films s'en tirent par des artifices importants tels que les ralentis, les cassés d'images. Je pense en particulier aux images faites par Leni Riefensthal, qui sont vraiment des images faites pour cela. On ne les utilise jamais innocemment et j'ai souvent l'impression que les réalisateurs, ou les gens qui font de la télévision, les utilisent curieusement comme de la dynamite, sans savoir qu'ils ont de la dynamite dans les mains – mais cela soulève une autre question, qui est celle de l'analphabétisme en image qui existe très souvent chez les gens d'image. On rencontre un peu la même perversion dans tous ces reportages qui traitent du trafic d'armes : il y a une fascination à filmer les armes qui redouble la fascination pour les armes. Pour les images de propagande, c'est souvent la même chose.

LE RISQUE DE MANIPULATION ET L'IDENTIFICATION DES SOURCES

Le principal problème des documentaires ou des émissions sur l'histoire – qui sont nombreux et formidables actuellement après des années de disette – c'est le mélange des sources et leur non-identification. On mélange souvent films de fiction, films de propagande, reconstitutions, archives, journaux d'actualité, images personnelles, films-amateurs, etc. en supposant

que le téléspectateur s'y retrouvera. Mais ce n'est pas forcément vrai. Chaque image est dépendante de ses conditions de production et de fabrication. Insérer un extrait de fiction dans des images d'archives sans le dire, ce n'est pas indifférent. Cette manipulation des sources équivaut, même de bonne foi, à une manipulation du spectateur qui, lui, ne fait pas forcément la différence. Et trop souvent, on ne s'en est pas soucié même si les mentalités évoluent peu à peu comme en témoignent les mentions « images d'archives » qui apparaissent pour toutes « les images prétextes » utilisées dans les journaux télévisés.

L'absence de mention de la source est un premier problème pour le film d'histoire. La série très honorable, exemplaire à bien des égards, *De Nuremberg à Nuremberg*, fait un mélange des sources extraordinaire. Le réalisateur mêle – et il faut vraiment avoir l'œil pour le découvrir – des films de fiction, des films de propagande, des images d'actualité, etc. Et faire ce mélange n'est pas indifférent. La mention des sources qui est une pratique courante dans les livres doit le devenir pour les films où l'enjeu est encore plus important à cause de ces effets d'images. Cette mention ne doit d'ailleurs pas apparaître uniquement au générique, à la fin, ce qui donne bonne conscience aux auteurs. Il faut l'indiquer au fur et à mesure que les images passent. Le type d'images retenues et la date de tournage sont très importants. C'est une question d'hygiène du regard, de salubrité publique. Ce n'est pas qu'un détail et il est difficile d'y parvenir : je participe à une émission sur La Cinquième qui fait un peu ce que je suis en train de dire, c'est-à-dire de décortiquer l'image et qui s'appelle *Arrêt sur image*. Cette émission est diffusée le dimanche midi et est enregistrée le vendredi. C'est une émission qui donne des leçons aux autres. La moindre des choses c'est que nous disions nous-mêmes aux téléspectateurs que notre émission n'est pas en direct, mais qu'elle est en différé, ne serait-ce que s'il se passe des choses entre le vendredi et le samedi. La bagarre avec La Cinquième pour le mettre au générique a été extraordinaire avec pour seul motif que les autres ne le font pas. Les images aiment bien le trouble, elles n'aiment pas être identifiées.

LA PREUVE PAR L'IMAGE

Une autre grande question qui se pose autour des documentaires est celle, tout à fait actuelle, de la preuve par l'image. Une image est-elle une preuve ? Nous savons aujourd'hui avec quelles pincettes il faut prendre cette idée. Au moins, pour prendre un exemple, on sait, depuis Timisoara, qu'il est possible de faire dire n'importe quoi aux images. Toute image est codée, susceptible d'être

manipulée, truquée. Sortie de son contexte, on peut lui faire dire une chose et son contraire. Les effets de montage, de voix-off, de bruitage, de musique sont déterminants, sans parler des manipulations volontaires au tournage même. Une image n'est donc jamais une preuve en soi. Ce qui fait sens dans un travail d'image, c'est tout le travail d'enquête qui est derrière, de recherche de la vérité – sans forcément la trouver – dont les images sont les éléments en tant que matière organisée d'une démarche d'ensemble. Mais une image isolée ne peut pas être une preuve.

En ce qui concerne spécifiquement la Résistance, le problème est compliqué par la rareté évidente des images. C'est le propre de toute action clandestine, évidemment, de ne pas produire beaucoup d'images. S'y ajoute le problème des conditions de fabrication des images existantes. Elles ont été faites au maquis ou immédiatement après la Libération et elles relèvent très souvent de l'hagiographie, de la propagande ou de la reconstitution pure et simple. Et on a pourtant voulu les faire passer par la suite pour des images d'actualité. Or, ces deux éléments : la rareté et l'hagiographie, se télescopent. Comme ces images sont rares, nous avons la tentation de sauter sur toutes celles qui existent sans trop de précautions : en régime de rareté, on ne va tout de même pas faire la fine bouche ! Une vigilance spéciale s'impose tout au contraire, la même bien sûr que celle des historiens de l'écrit, mais décuplée par tous les effets d'images évoqués précédemment. On n'est jamais trop prudents ! La télévision est pleine de cette confusion érigée en système dans les domaines les plus dérisoires. Le piège le plus insidieux est précisément celui de la prétendue irréfutabilité de l'image : « on vous le montre donc c'est vrai ». C'est là-dessus que fonctionne le journal télévisé tous les soirs, sur la base d'un contrat de confiance assez insensé lorsque nous y réfléchissons un instant. Il y a une confiance extraordinaire en l'image qui pousse les téléspectateurs à croire tout ce qu'on leur montre tous les soirs. En fait, derrière cette fausse évidence peuvent se cacher toutes les thèses qui permettent d'avancer masqué pour imposer sa propre vision. Sur la période de la Seconde Guerre mondiale, *Français si vous saviez* de Harris et Sédouy est très souvent un bon exemple de manipulation d'images. Qu'on veuille donc soit démystifier, comme voulaient le faire Harris et Sédouy, ou mythifier – c'est souvent le cas pour la Résistance –, on peut utiliser exactement les mêmes images. C'est une question de savoir-faire et, bien entendu, d'absence de scrupules dans le maniement des archives.

Tous les enjeux de mémoire que vous, historiens, maîtrisez au plus haut point, ou que vous essayez de maîtriser, se retrouvent dans les oppositions entre la vision gaulliste ou communiste, les militaires et les civils, la vision rétrospective de la France et de la République aujourd'hui, le silence ou non sur la Shoah, etc. qui sont des enjeux fondamentaux pour nous et pour notre histoire. Ces enjeux se retrouvent bien entendu dans les films de fiction, mais le danger de la manipulation y est moindre puisqu'il est identifié par principe. C'est une fiction avec des acteurs, une intrigue donc on sait à peu près où l'on en est. C'est moins grave que dans des émissions d'archives ou les documentaires où le spectateur n'est pas dans le même état d'esprit, il s'attend à ce qu'on lui dise la vérité. Or la vérité est aussi difficile à traquer qu'à transmettre, encore plus avec les images. Le véritable enjeu est là : éduquer le regard du public, aiguïser son regard critique et le rendre responsable. C'est pourquoi, à la limite quand Claude Lanzmann fait *Shoah* et qu'il décide de le faire sans une seule image d'archives, cela a « de la gueule ». Il s'en est très bien expliqué : « Je n'aime pas beaucoup les montages d'archives, je n'aime pas les voix-off qui commentent des images ou des photos comme un savoir institutionnalisé. On peut dire n'importe quoi, la voix-off impose un savoir qui ne surgit pas directement de ce que l'on voit. On n'a pas le droit d'expliquer au téléspectateur ce qu'il doit comprendre. Il faut que la construction du film détermine à elle seule sa propre intelligibilité. C'est pourquoi j'ai su et décidé très tôt qu'il n'y aurait pas de documents d'archives dans ce film. » Il revendique l'idée de la mise en scène et de l'expression de la vision d'un réalisateur dans une attitude beaucoup plus honnête.

LES HISTORIENS A LA TELEVISION

La situation des historiens à la télévision, dans des émissions de débats ou ailleurs est une situation difficile parce que, évidemment, les « plateaux » sont composés de façon artificielle : il faut un historien, un psychologue, un médecin, un pédiatre, un sociologue et un psychopathe si possible. Les historiens sont une caution de sérieux pour la télévision, mais celle-ci leur offre un piège, celui du temps : il y a une phrase-clé à la télévision, c'est « on n'a pas le temps ». Or l'historien est le représentant du temps, quelqu'un qui a besoin de temps aussi pour expliquer les choses et les mettre en perspective. Cela dit, en même temps, on aura de plus en plus besoin d'historiens à la télévision, et pas seulement sur les plateaux, mais aussi pour collaborer au quotidien avec les

gens de télévision parce que la télévision n'a pas de mémoire. La télévision recommence tous les soirs comme s'il n'y avait rien eu avant. À ce titre, la façon dont les journalistes interrogent les hommes politiques est frappante. Ils n'ont pas de mémoire et par exemple, lorsqu'ils interrogent Le Pen et qu'il se défend de n'avoir jamais été condamné, il faudrait disposer des références dénonçant son mensonge : il a été condamné et les journalistes le savent, mais ils n'ont pas toujours sous les yeux les dates, les faits. La télévision souffre de cette absence de rapport au temps qui fait qu'on efface au fur et à mesure. Il y a une espèce d'innocuité, d'innocence que des gens intelligents se donnent à eux-mêmes en disant « c'est passé, moi je fabrique du présent ». C'est l'un des grands drames de cette vision du monde au présent que nous donne la télévision. Les historiens sont donc de plus en plus importants à la télévision pour donner la dimension du temps, les repères, l'explication, la mise en situation comme cela se fait dans des émissions comme *Géopolis* ou *Histoire parallèle*. Ces émissions sont très importantes par l'exemple qu'elles donnent.

Alain RÉMOND

Rédacteur en chef de *Télérama*

HISTOIRE ET IMAGES

DU PASSE A LA TELEVISION

L'histoire de *Capitaine Cyrano* est la suivante : Jean-Claude Carrière et moi venions de faire un film, qui était aussi un film d'histoire, sur la guerre d'Algérie. À l'approche de la commémoration de la Libération, France 3 nous a demandé de faire quelque chose sur le sujet. Les choses n'étaient pas simples. La chaîne nous a passé la commande de ce film, qui en principe devait participer à la commémoration, en 1994 ! Mais les responsables n'ont pas pensé que le temps d'écrire et de faire le film, il ne serait pas prêt dans l'année. Alors ils ont trouvé une astuce – ce qui illustre un peu le fonctionnement de la télévision – en disant qu'ils voulaient le garder pour le 8 mai 1995. Cette expérience suscite plusieurs types de remarques, les unes sur le fonctionnement de la télévision et son rapport aux films d'histoire, et à l'histoire en général, les autres sur la pratique du film historique, la reconstitution et le rapport entre le réalisateur de cinéma et l'historien.

LA TELEVISION ET L'EFFET DE MODE

La télévision aborde peu la Résistance. Un peu comme on ne parle pas de la guerre d'Algérie : ce doit être une réticence du même ordre. Ces deux périodes soulèvent encore des questions très violentes, qui provoquent encore beaucoup de débats. Ceci dit, pour ce qui concerne la télévision, il ne faut pas

exclure le jeu du hasard et des modes. L'absence ou le traitement de sujets tient souvent à des aléas et aux circonstances. L'annonce de la commémoration de la Libération a certainement provoqué une réaction en chaîne. Il y a eu des décideurs, comme on dit à la télévision, qui se sont dit « voilà une bonne idée, on va lancer une série... » et il y a eu une mode, une inflation de films et de documentaires. Ce fut tout de même une bonne chose parce que ceux qui les ont fait ont essayé de bien les faire. Mais une programmation de ce type n'est pas une programmation rationnelle qui reposerait sur une réflexion du monde de la télévision sur un moment de l'histoire de notre pays. Il y a eu la commémoration de la Libération comme il y a eu la commémoration de la Révolution française, comme il y avait eu, lorsque j'ai commencé comme réalisateur, la commémoration de Napoléon. La télévision fonctionne un peu comme ça, dans le présent, réagissant aux effets de mode, ce qui n'est pas complètement négatif néanmoins puisque l'occasion permet de produire des films et des documentaires. Ajoutons que, de façon générale, dans le débat qui existe entre cinéma et télévision, la télévision tient une place honorable pour présenter des documents historiques de qualité et en nombre suffisant. Nous ne devons pas être trop inquiets tant que l'histoire intéressera les gens et que les décideurs de la télévision fonctionneront à l'audimat.

LE REALISATEUR ET L'HISTORIEN

Lorsque l'on réalise un film historique, l'une des questions importantes est celle de la reconstitution. Ce dont on a envie, en faisant ce film, c'est que les gens qui verront le film croient ce qu'ils voient. Au bout du compte, les choses fonctionnent ou non mais, en tous cas, l'idée première est de rendre le tableau crédible. La différence principale qui existe entre le point de vue du réalisateur de fiction historique et l'historien c'est que nous, nous racontons les choses au présent. Quand vous parlez en tant qu'historiens, vous traitez d'une époque qui s'affiche comme passée. Nous racontons une histoire au présent. Quand j'ai su qu'on devait traiter le sujet de *Capitaine Cyrano* sur la période de la Résistance, j'ai demandé à rencontrer Henry Rousso. Il se trouve que c'est un passionné de cinéma et ça lui a permis de comprendre notre démarche parce que bien souvent les incompréhensions entre cinéaste et historien viennent du fait que les approches sont complètement différentes. Quand je suis allé voir Henry Rousso, je lui ai dit que ce qui m'intéressait – c'était un peu le côté « vache à lait », je voulais des informations pour nourrir ma fiction –, ce n'était

pas qu'il me parle d'une manière générale, théorique de la période de Vichy. Les historiens, parce que c'est leur métier disposent du temps nécessaire, qui doit être long, pour se plonger dans les archives et sur les documents, ce qui leur donne une grande culture de la période qu'ils étudient. C'est de cela, de cette connaissance intime de la culture de la période que nous avons besoin, nous qui abordons le sujet plus rapidement. Je demandais donc davantage à Henry Rouso des anecdotes, des histoires. Ce qui nous intéresse, nous c'est de raconter des histoires et à travers ces histoires d'essayer de retrouver une vérité historique, un sens plus général, une vraisemblance plus qu'une vérité absolue. Par exemple, pour *Capitaine Cyrano*, je n'ai pas voulu faire un film sur la Résistance. J'ai voulu raconter encore une histoire qui se passait à l'époque de la Résistance, ce qui m'a amené à faire des recherches sur cette époque pour essayer d'être juste et ne pas dire des choses aussi bêtes que « le kilogramme de pain valait dix francs » alors qu'il n'en valait que trois. Cette vision de la Résistance, je l'ai également nourrie de mes propres souvenirs. Je n'ai pas fait la Résistance, j'avais huit ou neuf ans pendant la guerre, j'étais à la campagne. Mais c'est une époque qui a beaucoup compté pour moi. Le film a donc puisé dans mes propres souvenirs. Ensuite, le résultat témoigne de l'intuition que nous pouvons avoir de la période – parce que nous fonctionnons beaucoup plus par désir d'illustrer que par volonté de démontrer.

Les deux démarches, celle du cinéaste et celle de l'historien me semblent donc très différentes. Quand je suis allé voir Henry Rouso, ce qui m'intéressait, c'était de trouver dans ses paquets de documents, une petite histoire qui pourrait me permettre de raconter la grande histoire. Un film dure une heure trente et pour cela il doit avoir un développement et ne peut pas se contenter de développer une théorie. Ceci dit, même si les historiens ont parfois l'impression que nous venons les embêter – c'est vrai que très souvent, les gens de télévision, et c'est un peu le milieu qui veut ça, ont des attitudes un peu grossières – je pense qu'il faut qu'ils profitent de cette demande.

Maurice FAILEVIC

LE MULTIMEDIA AU MUSEE DE SAINT-BRISSON

L'ARORM (Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan), fruit de la rencontre des acteurs, des témoins et des universitaires, a entrepris depuis sa fondation, en 1979, un travail systématique de collecte de documents et de témoignages. Elle a pu, grâce à la richesse des fonds recueillis, mener à bien un projet de Musée. Le Musée de la Résistance en Morvan, inauguré en 1983, est installé dans les locaux de la Maison du Parc Naturel Régional du Morvan, à Saint-Brisson (58).

Après dix ans d'existence, les responsables du Musée ont souhaité modifier la présentation des collections et l'adapter aux progrès de la recherche en modifiant l'aménagement de l'espace muséographique, en réalisant une nouvelle édition du catalogue et en entamant une réflexion sur l'introduction de nouveaux outils pédagogiques. L'exposition, organisée en 1994, à l'occasion du cinquantième de la Libération, « 1944-1994, il y a cinquante ans la Libération du Morvan », a permis d'apporter quelques réponses aux problèmes suscités par cette rénovation. L'exposition a cherché à mettre en valeur les très importantes collections photographiques de l'Association. Elle a donné lieu à la publication d'un catalogue qui a servi de base à la réflexion débouchant sur la création d'une banque de données multimédia. Prochainement éditée sur CD-ROM, cette banque de données actuellement dans sa phase de réalisation, doit alimenter les bornes interactives du Musée.

Cette banque de données, dont le thème principal est l'activité résistante dans le Morvan au moment de la Libération, est conçue selon une structure arborescente, désormais traditionnelle dans ce type de réalisations. Elle propose quatre rubriques principales : *L'année des maquis*, *La Libération*, *Le retour à la paix* et *La mémoire*. Proprement multimédia, elle associe dans une consultation simplifiée, photographies, archives écrites et documents d'époque, graphiques, témoignages oraux, et quelques archives cinématographiques, autour d'un texte qui les commente et les met en perspective.



La démarche se situe à la rencontre de plusieurs préoccupations : réaliser la médiation du savoir historique en direction d'un large public, utiliser un outil qui offre de très larges possibilités techniques, tout en permettant au visiteur d'avoir une démarche active suscitée par sa curiosité.



Si l'aspect ludique est important, il ne dicte pas la démarche entreprise : l'un des propos majeurs est de permettre au visiteur de sonder la très grande richesse du fonds iconographique de l'ARORM. Tout en proposant, par la force des choses, quelques images emblématiques, qui deviennent des icônes et sont comme un leitmotiv qui structure la banque de données, celle-ci cherche à offrir une gamme suffisamment large de photographies méconnues pour briser les clichés et susciter un imaginaire plus conforme à la réalité polymorphe du combat de la Résistance. Il s'agit donc d'abord, grâce au moyen technique, d'interroger les images en les soumettant à la critique historique (datation, localisation) et en les confrontant à d'autres images et aux autres sources documentaires disponibles.

LA PRÉPARATION

Au début de l'année 1944, dans la perspective du débarquement, grâce aux efforts du CNR, la Résistance intérieure se développe et se fédère. Elle se prépare à la libération nationale. Les différents maquis sont regroupés dans une organisation hiérarchique rigoureuse au sein des FFI et les institutions qui se mettent en place dans la clandestinité se préoccupent d'accueillir de nouveaux maquisards et de favoriser l'édiction de nouveaux maquis. Dans le Morvan un rôle-clé est joué par quelques hommes comme le colonel Roche « Moreau », Jean Longhi « Grandjean » ou André Rondenay « Jarry ».

Document n° 7




1. Le colonel Roche « Moreau » est nommé commandant en chef des FFI de la région de la Bourgogne.

2. Le colonel Roche « Moreau » est nommé commandant en chef des FFI de la région de la Bourgogne.




3. Le colonel Roche « Moreau » est nommé commandant en chef des FFI de la région de la Bourgogne.

4. Le colonel Roche « Moreau » est nommé commandant en chef des FFI de la région de la Bourgogne.

5. Le colonel Roche « Moreau » est nommé commandant en chef des FFI de la région de la Bourgogne.

-  **TÉMOIGNAGE**
-  **DÉTAILS**
-  **BOYVER**

Document n° 9 du COMAC
premier et le rattachement des
maquis aux FFI, vers 1944.

○ QUITTER
○ RETOUR
○ SOMMAIRE

LE HÉRISSEAU DU MORVAN

Le Morvan se trouve être le point de passage obligé des troupes qui occupent le sud-ouest et qui se replient en toute hâte vers l'Allemagne. Un certain nombre de missions ont d'ailleurs été chargées d'élaborer un plan général de harcèlement des forces ennemies. C'est en particulier le cas de la mission « Verraine » du colonel Hutchinson. Ce plan ne voit le jour que très brièvement, avec l'envoi du colonel Viat, « Diagramme », le 22 juillet, du fait des traitements entre les états-majors londoniens et la base maquisarde. Ces hésitations et ces retards ont largement privé ce projet d'efficacité.



Le colonel Viat
à la libération d'Alger,
le 23 août 1944




○ QUITTER
○ RETOUR
○ SOMMAIRE

Cette approche permet en particulier de montrer que, malgré la

clandestinité, malgré le poids et le danger de la répression, il existe des documents iconographiques bien avant 1944, même si les photographies les plus nombreuses datent de la période de la Libération. L'appareil photo accompagnait naturellement, dans l'été 1944, la sortie de l'ombre, l'enthousiasme et le bonheur de la libération. Par cette démarche il est ainsi possible de briser un peu l'image stéréotypée de la Résistance, celle du résistant à la Sten et à la TrACTION, image d'une résistance atemporelle, voire mythique, où l'action armée prend le pas sur le reste, et qui sous-estime largement la résistance de 1940 ou celle de 1942.

Stéphane GACON - Jean VIGREUX
Doctorant - ATER, IHC - CNRS UMR 5605

CONCLUSION

Avec François Marcot nous nous demandions, en définissant le sujet de cette rencontre, si cela avait sens de confronter les historiens et les protagonistes qu'ils côtoient individuellement dans leur travail. J'ai l'impression, que des réflexions sont sorties des débats, qui indiquent que des chantiers déjà ouverts vont continuer à être parcourus.

L'idée liminaire était de se demander, en s'appuyant sur la réflexion des historiens et des sociologues qui, comme Henry Rousso, ont introduit à propos de Vichy l'étude des mécanismes de mémoire collective, ce qu'il en était pour la Résistance. De ce point de vue Robert Frank a réalisé des travaux sur la commémoration. D'autres recherches ont été menées sur ce thème dans les années 1980. Nous sommes partis de cette idée, qui n'avait rien d'original, qui était un peu une intuition mal formalisée, qu'il existait des images collectives de la Résistance, pour arriver surtout à s'interroger sur le travail de fabrication historique dans le domaine de l'écrit, de la photographie, du cinéma, du spectacle et de la télévision. La réflexion sur l'image pose un problème pour l'ensemble de la démarche historique. Pour reprendre le propos de Denis Peschanski sur le néopositivisme, le rapport au fait historique et le rapport à l'écriture de l'histoire, l'interpellation par l'image redouble non seulement l'interrogation, mais aussi l'exigence problématique. Il n'en reste pas moins, et c'est ma participation mineure au débat, que, derrière la question du récit – en

dépôt des travaux sous-jacents comme ceux de Paul Ricoeur sur la mise en intrigue et sur le rapport entre le travail de l'historien et la fiction –, il y a le problème du récit fictionnel. Il y a des logiques de récit qui ne sont pas forcément les mêmes entre les acteurs-témoins, les journalistes, les muséographes, les cinéastes et les historiens. Ce qui compte, ce n'est pas d'avoir une attitude fusionnelle dans ce domaine, mais de s'expliquer sur les différents types de logiques du récit, qu'elles soient écrites ou qu'elles soient de la mise en image. Le propos esthétique des œuvres de fiction n'est pas exactement le même que celui des ouvrages de connaissance pure. La question est de savoir quel est le support qui se prête le mieux à l'un ou à l'autre. De ce point de vue, les supports ne sont pas neutres, ils sont porteurs d'avantages et d'inconvénients qu'on peut hiérarchiser.

Toujours est-il que, réfléchissant à la question des images collectives de la Résistance, on voit bien que dans ce domaine les références sont peu nombreuses. À part quelques travaux pionniers, sur l'image de la Résistance dans le cinéma français, il reste beaucoup à faire. Est-ce que l'étude de la Résistance nous permettra de réfléchir sur les images collectives de façon plus générale, sur ce jeu, cette tension entre devoir de mémoire, travail sur la mémoire, la construction de la mémoire et en même temps, réflexion historique ?

À l'ouverture de cette rencontre, le président du Conseil régional insistait sur la fin d'une époque, puisque les acteurs issus de la Résistance sortaient de la vie politique française. Les interrogations que la période de la Résistance continue à nourrir, les problématiques historiques qu'elle continue à alimenter, ne sont pas sorties de notre champ de référence et, au contraire, cela dépend un peu des historiens, des cinéastes et de tous les protagonistes de l'affaire. Après une période où Vichy a fasciné les Français, n'est-il pas temps que la réflexion sur la Résistance aboutisse enfin à ce travail multiforme, pluriel et synthétique qui nous manque. En tous cas, ce travail sur les images collectives de la Résistance est peut-être une étape comme les colloques qui se sont tenus dans le cadre de l'IHTP ¹.

Serge WOLIKOW

1. Liste des colloques à rappeler.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Quelques travaux récents sur la Résistance et les Résistants

OUVRAGES GÉNÉRAUX

LE CONTEXTE : VICHY ET L'OCCUPATION

AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François [dir.], *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992.

AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *La France des années noires*, Tome 1 : *De la défaite à Vichy* ; Tome 2 : *De l'Occupation à la Libération*, Paris, Le Seuil, 1993.

BURRIN Philippe, *La France à l'heure allemande. 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1989.

DEFRASNE Jacques, *L'Occupation allemande en France*, Paris, PUF, 1985.

LABORIE Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.

THALMANN Rita, *La mise au pas. Idéologie et stratégie sécuritaire dans la France occupée*, Paris, Fayard, 1991.

VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Paris, Payot, 1995.

LA RESISTANCE

- BEDARIDA François, L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain, *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, juillet 1986.
- BOUGEARD Christian et SAINCLIVIER Jacqueline [dir.], *La Résistance et les Français. enjeux stratégiques et environnement social*, (Actes du colloque de Rennes), Rennes, PUR, octobre 1995.
- CORDIER Daniel. *Jean Moulin*. 3 tomes, Paris, Lattès, 1989-1993.
- COURTOIS Stéphane, PESCHANSKI Denis, RAYSKI Adam, *Le sang de l'étranger*. Paris, Fayard, 1989.
- DOUZOU Laurent, FRANCK, Robert, PESCHANSKI, Denis, VEILLON, Dominique [dir.], *La Résistance et les Français : Villes, centres et logiques de décision*, (Actes du colloque de Cachan), Paris, IHTP-CNRS, 1996.
- JOUTARD Philippe et MARCOT François, *Les étrangers dans la Résistance en France*, Besançon, Musée de la Résistance et de la Déportation, 1992.
- KEDWARD Harry R., *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, Seyssel, Champ Vallon, 1989.
- MARCOT François, PONTY Janine, VIGREUX Marcel, WOLIKOW Serge, *La Résistance et les Français : Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1996 (Séries historiques, vol. 617, n° 13).
- MEUNIER Pierre, *Jean Moulin, mon ami*, [Précy-sous-Thil], fditions de l'Armançon, 1993.
- MURACCIOLE Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, PUF, 1993.
- RAYSKI Adam, *Le choix des Juifs sous Vichy, entre soumission et résistance*, Paris, La Découverte, 1992.

LA LIBERATION

- AZEMA Jean-Pierre et WIEWIORKA Olivier, *Libérations de la France*, Paris, La Martinière, 1993.
- BOURDERON Roger et ROL-TANGUY Henri, *Libération de Paris, les cent documents*, Paris, Hachette, 1994.

- BUTON Philippe et GUILLOIN Jean-Marie, *Les pouvoirs à la Libération*, Paris, Belin, 1994.
- DALLOZ Jacques, *La France de la Libération : 1944-1946*, Paris, PUF, 1991.
- LEVISSE-TOUZE Christine [dir.], *Paris 1944, les enjeux de la Libération*, Paris, Albin Michel, 1994.
- LEVISSE-TOUZE, Christine, *Paris libéré, Paris retrouvé*, Paris, Gallimard, 1994.

LA MEMOIRE

- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, Que reste-t-il de la Résistance ?, *Esprit*, janvier 1994, p. 19-35.
- BARCELLINI Serge et WIEWORKA Annette, *Passant, souviens-toi*, Paris, Plon, 1995.
- CONAN Eric et ROUSSO Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.
- LABORIE Pierre et GUILLOIN Jean-Marie [dir.], *Mémoire et histoire : la Résistance* (Actes du colloque de Toulouse), Toulouse, Privat, 1995.
- KANTIN Georges et MANCERON Gilles, *Les échos de la mémoire. Tabous et enseignements de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Le Monde éditions, 1991.
- La mémoire des Français. Quarante ans de commémoration de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, CNRS, 1986.
- MALET Emile [dir.], *Résistance et mémoire d'Auschwitz à Sarajevo*, Paris, Hachette, 1993.
- NAMER Gérard, *Batailles pour la mémoire. La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Paris, Papyrus, 1983.
- NORA Pierre [dir.], *Les lieux de mémoire*. Tome I : *La République* ; Tome II : *La Nation* ; Tome III : *La France*, Paris, Gallimard, 1984, 1986, 1992.
- ROUSSO Henry, *Le syndrome de Vichy, 1944 à nos jours*, Paris, éd. du Seuil, 1990.
- WAHL Alfred [dir.], *Mémoire de la Deuxième Guerre mondiale*, Metz, Centre de recherche histoire et civilisation de l'Europe occidentale, 1984.

OUVRAGES SUR LA BOURGOGNE

- CANAUD Jacques et BAZIN Jean-François, *La Bourgogne dans la Seconde Guerre mondiale*, Rennes, Ouest-France, 1986.
- GACON Stéphane et VIGREUX Jean, *1944-1994, il y a cinquante ans la Libération du Morvan* [catalogue de l'exposition], Saint-Brisson, ARORM, 1994.
- VIGREUX Marcel et MARIE Angélique, *Les villages-martyrs de Bourgogne, 1944*. Saulieu, ARORM, 1994.

LA COTE-D'OR

- BAZIN Jean-François, *La libération de Dijon, 11 septembre 1944*, Saint-Seine-l'Abbaye, éd. de Saint-Seine-l'Abbaye, 1984.
- Cinquantième anniversaire de la Libération de Dijon, 1944-1994* (catalogue de l'exposition), Dijon, Ville de Dijon-Archives Municipales, 1994.
- GOUNAND Pierre, *Carrefour de guerre, Dijon, 1940-1944*, Besançon, Franc'Albert, 1990.
- HENNEQUIN Gilles, *Résistance en Côte-d'Or*. 3 volumes, Dijon, imprimerie Coquart frères, 1981, 1984, 1993.
- VIGREUX Marcel et CORTOT Jacky, *Comblanchien, village-martyr. 21-22 août 1944*, Nuits-Saint-Georges, imprimerie SBI, 1995.

LA NIEVRE

- CANAUD Jacques, *Les maquis du Morvan, la vie dans les maquis*, Château-Chinon, éd. Académie du Morvan, (3^e éd.) 1995.
- DUCROC Pierre, *Le maquis Socrate*, Nevers, imprimerie Centre Avenir, 1987.
- DUCROC Pierre, *Maquis Louis, maquis de Fours-Montaron*, Nevers, chez l'auteur, 1991.
- MARTINET Jean-Claude, *Histoire de l'Occupation et de la Résistance dans la Nièvre, 1940-1944*, La Charité-sur-Loire, éd. Delayance, 1987.
- VIGREUX Marcel, *La mémoire de Dun-les-Places, 1944-1989*, Nevers, éd. SIN Phobos, 1990.
- À signaler, cinq numéros spéciaux du *Courrier du Parc Naturel Régional du Morvan*, n°24, 26, 28, 29, 31, 1981-1984.

LA SAONE-ET-LOIRE

- DEFAY Béatrice, *Le village martyr de la Madeleine. Histoire et mémoire de 1944 à nos jours*, Edité par le Comité du souvenir de la Madeleine, Mâcon, imprimerie Buguet-Comptour, 1994.
- EFFERNELLI Séraphin, *Maquis à Brançon*, Edité par le Comité Départemental de la Saône-et-Loire des Anciens Combattants de la Résistance, Tournus, imprimerie Schenck, 1993.
- JEANNET André et VELU Marie-Hélène, *L'Occupation et la Résistance en Saône-et-Loire*, Pont de Veyle, imprimerie Gautheron, 1981.
- ORIOU-MALOIRE Albert, *Les pierres de la mémoire; Résistance en R1 Rhône-Alpes (Ain, Isère, Loire, Drôme, Savoie, Haute-Savoie, Saône-et-Loire)*, Amiens : éd. Martelle, 1993.
- PACAUT René, *Maquis dans la plaine ; de la Saône au Danube avec les FFI bressans et les chasseurs du 2^e BC*, Mâcon : Imprimerie Perroux (5^e éd.), 1991.
- ROCHAT Claude, *Les compagnons de l'Espoir*, Comité départemental de Saône-et-Loire des Anciens Combattants de la Résistance, 1987.
- Sur les chemins de l'histoire et du souvenir ; les lieux de mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, Saône-et-Loire* (Commission Départementale de l'Information Historique pour la Paix), Mâcon, imprimerie Perroux, 1988.
- Tournus. Les années noires. Histoire et Mémoire* [collectif], Tournus, imprimerie de Bourgogne, 1995.

L'YONNE

- BAILLY Robert, *Si la Résistance m'était contée. à travers les événements de l'Yonne (et ses environs)*, Auxerre: ANACR de l'Yonne, 1990.
- DELASSELE Claude, *De l'invasion à la Libération. L'Yonne de 1940 à 1945, Dossier des Archives départementales de l'Yonne*, recueil n° 11, 1983.
- RIGOULOT Pierre, *L'Yonne dans la guerre, 1939-1945. Vie quotidienne sous l'Occupation, 1940-1945*, Le Coteau, éd. Horvath, 1987.
- Sur les chemins de l'histoire et du souvenir. Département de l'Yonne*, Auxerre, ARORY-CDIHP, 1993.

Les références de travaux universitaires sur la Résistance et l'Occupation, soutenus à l'université de Bourgogne sont publiées dans *Territoires contemporains, bulletin de l'IHC* (n° 1, 2, 3, 4, 1992-1997).

Béatrice DEFAY, Stéphane GACON, Jean VIGREUX

Adam Raysky nous propose un complément bibliographique sur l'histoire de la résistance juive.

ADLER Jacques, *Face à la persécution. Les organisations juives de Paris de 1940 à 1944*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.

BOIS Ariane, *La Résistance juive organisée en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, mémoire pour DEA d'histoire, Institut d'études politiques, Paris, 1984.

CHERTOK Léon, *Mémoires d'un hérétique*. En collaboration avec Isabelle Stengers et Didier Gille, Paris, La Découverte, 1990.

COHEN Asher, *Persécutions et sauvetages. Juifs et Français sous l'Occupation et sous Vichy*. Préface de René Rémond, Paris, Ed. du Cerf, 1993.

CONAN Éric, *Sans oublier les enfants. Les camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande, 19 juillet-16 septembre 1942*, Paris, Grasset, 1991.

COURTOIS Stéphane, RAYSKI Adam, *Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs 1941-1945*, Paris, La Découverte, 1987.

Dos wort fur Widerstand un zig (recueil de la presse clandestine en yiddich), préface de Adam Rayski, Paris, Édition "Oïfsnai", 1949.

ERMOSILLA Valérie, *La résistance juive dans le Tarn 1939-1944. Réalités et représentations*, Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse le Mirail, 1987.

GALLISOT René, PESCHANSKI Denis, [sous la dir. de], *De l'exil à la Résistance. Réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France 1933-1945*, Paris, Arcantère, 1989.

GRYNBERG Anne, *Les camps de la honte. Les internés juifs des camps français 1939-1944*, Paris, La Découverte, 1991.

- ISRAEL Gérard, *Heureux comme Dieu en France (1940-1944)*, Paris, Laffont, 1975
- KAPEL René S., *Un Rabbin dans la Tourmente (1940-1944). Dans les camps d'internement et au sein de l'Organisation juive de combat*, Paris, CDJC, 1986.
- KASPI André, *Les Juifs pendant l'Occupation*, Paris, Seuil, 1991.
- KNOUT David, *La Résistance Juive en France. 1940-1944*, Paris, Éditions du Centre, 1947.
- KOJITSKY Raymond, *Pivert, Histoire d'un résistant ordinaire*, écrit par Daniel GOLDENBERG, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
- KRIEDEL Annie, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991.
- La France et la question juive. 1940/1944*, Actes du colloque du CDJC, 10-12 mars 1979, Paris, Ed. Sylvie Messinger, 1981.
- LAZARE Lucien, *La Résistance Juive*, Paris, Stock, 1987.
- LAZARUS Jacques, *Juifs au Combat*, Paris, Éditions du Centre, 1947.
- MICHEL Alain, *Les Éclaireurs israéliques de France pendant la Seconde Guerre Mondiale*, Paris, Édition des EIF, 1984.
- MICHEL Henri, *La Résistance Juive dans la Résistance Européenne*, Jérusalem, Yad Vashem, 1968.
- PEREC Georges, *W ou le souvenir d'enfance*, Paris, Denoël, 1975.
- POLIAKOV Léon, *L'Auberge des Musiciens. Mémoires*, Paris, Mazarine, 1981.
- POZNANSKI Renée, *Être Juif en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Hachette, 1994.
- Presse antiraciste sous l'Occupation (La)*, préface de Adam Rayski et Charles Lederman, Paris, Centre de documentation de l'UJRE, 1950.
- RAVINE Jacques, *La Résistance organisée des Juifs en France. 1940-1944*, Paris, Julliard, 1973.
- RAYSKI Adam, « La presse clandestine juive » in *La Presse clandestine 1940-1944*, Colloque d'Avignon, 20-21 juin 1985. Conseil Général de Vaucluse, 1986.
- RAYSKI Adam, *Le choix des Juifs sous Vichy. Entre soumission et résistance*, Paris, La Découverte, 1992.
- RAYSKI Adam, *Nos illusions perdues*, Paris, Balland, 1985.
- RUTKOWSKI Adam, *La Lutte des Juifs en France à l'Époque de l'Occupation (1940-1944)*, Paris, CDJC, 1975.

- SCHRAGER F., *Un Militant juif*, Préface de Daniel Mayer, Paris, Éditions Polyglottes, 1979.
- STEINBERG Lucien, *La révolte des Justes. Les Juifs contre Hitler*, Paris, Fayard, 1970.
- STEINBERG Maxime, *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, Éditions Vie Ouvrière, 1986.
- The Jews of Paris and the Final Solution, Communal Response and Internal Conflicts 1940-1944*, New York, Oxford University Press, 1987.
- ZEITOUN Sabine, *Ces enfants qu'il fallait sauver*, Paris, Albin Michel, 1989.

PRINCIPAUX SIGLES

APGH : Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie

ARORM : Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan

BCRA : Bureau Central de Renseignement et d'Action

BDIC : Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine

CDI : Centre de Documentation et d'Information

CDJC : Centre de Documentation Juive Contemporaine

CERORB : Centre d'Études sur l'Occupation et la Résistance en Bourgogne

CERORM : Centre d'Études sur l'Occupation et la Résistance en Morvan

CGRJ : Comité Général de la Résistance Juive

COMAC : COMission d'Action

EI : Éclaireurs Israélites

FFL : Forces Françaises Libres

FFI : Forces Françaises de l'Intérieur

FNDIRP : Fédération Nationale des Déportés Internés et Résistants Patriotes

FOL : Fédération des Œuvres laïques

FTP : Francs Tireurs Partisans

IHC : Institut d'Histoire Contemporaine

IHTP : Institut d'Histoire du Temps Présent

MNCR : Mouvement National Contre le Racisme

MOI : Main d'Œuvre Immigrée

OSE : Organisation de Secours aux Enfants

STO : Service du Travail Obligatoire

UGIF : Union Générale des Israélites de France

UJJ : Union des Jeunes Juifs

UJRE : Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

RHICOJ : Recherche sur l'HIstoire CONtemporaine des Juifs